les dossiers de l'IFEA

série : la Turquie aujourd'hui no: 7

Turquie : l'après-séismes

par
Jean-François PÉROUSE

Observatoire urbain d'Istanbul

INSTITUT FRANÇAIS D'ÉTUDES ANATOLIENNES
GEORGES DUMÉZIL
Istanbul, août 2001

Turquie : l'après-séismes

Jean-François Pérouse

DOI : 10.4000/books.ifeagd.152
Éditeur : Institut français d'études anatoliennes
Lieu d'édition : Istanbul
Année d'édition : 2001
Date de mise en ligne : 4 novembre 2014
Collection : La Turquie aujourd'hui
ISBN électronique : 9782362450211

<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 1 août 2001
ISBN : 9782906053656
Nombre de pages : 52

Référence électronique

PÉROUSE, Jean-François. *Turquie : l'après-séismes*. Nouvelle édition [en ligne]. Istanbul : Institut français d'études anatoliennes, 2001 (généré le 28 janvier 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/ifeagd/152>>. ISBN : 9782362450211. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.ifeagd.152>.

Ce document a été généré automatiquement le 28 janvier 2021.

© Institut français d'études anatoliennes, 2001
Conditions d'utilisation :
<http://www.openedition.org/6540>

Un an après les terribles tremblements de terre d'août et novembre 1999, le besoin s'est fait sentir de dresser un nouveau bilan, avec un peu de recul. En effet, le problème des tremblements de terre n'est pas résolu, la question, multiforme, reste entière : les plaies les plus directes et visibles sont loin d'être vraiment pansées et les symptômes des traumatismes endurés restent omniprésents. En d'autres termes, l'apocalypse sismique sévit toujours, tantôt latente, tantôt pleinement perceptible. Il suffit d'une petite secousse, et la Turquie en connaît en permanence (voir chronologie en annexe), pour réveiller et réactiver cette psychose. Par ailleurs, des dizaines de milliers de personnes continuent de vivre en tentes ou en préfabriqués, à la merci des intempéries et dans une grande précarité. En outre, les séismes continuent à menacer le pays (sur plus de 90 % de sa superficie, mais à des degrés divers) et les débats et mises en cause suscités par les « premiers » séismes continuent d'agiter la Turquie. Il nous paraît donc intéressant de nous demander si les leçons tant attendues ont été tirées et si la Turquie a vraiment mûri dans l'appréhension de cette menace. Enfin, il se peut que le parti pris résolument factuel de ce dossier surprenne ; il résulte simplement d'un impératif informatif, face à des événements mal connus et face à une absence de sources fiables synthétiques.

SOMMAIRE

Introduction

I. Des plaies encore largement non pansées

II. Des conséquences environnementales et économiques mieux connues et inquiétantes

III. Les politiques toujours mis en cause : une plus grande vigilance et des mesures préventives balbutiantes

IV. L'activité de la construction partiellement réformée ?

V. Des conséquences psychologiques profondes. Des conséquences spirituelles catastrophiques

Conclusion

Annexe : Chronologie

Bibliographie et sites-ressources

NOTE DE L'ÉDITEUR

Ce travail s'inscrit dans le cadre du programme de recherches "risques urbains" mené avec le soutien du BCRD (ministère des Affaires étrangères)

Introduction

- 1 Un an après les terribles tremblements de terre d'août et novembre 1999, le besoin s'est fait sentir de dresser un nouveau bilan, avec un peu de recul. En effet, le problème des tremblements de terre n'est pas résolu, la question, multiforme, reste entière : les plaies les plus directes et visibles sont loin d'être vraiment pansées et les symptômes des traumatismes endurés restent omniprésents. En d'autres termes, la *psychose sismique* sévit toujours, tantôt latente, tantôt pleinement perceptible. Il suffit d'une petite secousse, et la Turquie en connaît en permanence (voir chronologie en annexe), pour réveiller et réactiver cette psychose.
- 2 Par ailleurs, des dizaines de milliers de personnes continuent de vivre en tentes ou en préfabriqués, à la merci des intempéries et dans une grande précarité. En outre, les séismes continuent à menacer le pays (sur plus de 90 % de sa superficie, mais à des degrés divers) et les débats et mises en cause suscités par les « premiers » séismes continuent d'agiter la Turquie. Il nous paraît donc intéressant de nous demander si les leçons tant attendues ont été tirées et si la Turquie a vraiment mûri dans l'appréhension de cette menace.
- 3 Enfin, il se peut que le parti pris résolument factuel de ce dossier surprenne ; il résulte simplement d'un impératif informatif, face à des événements mal connus et face à une absence de sources fiables synthétiques.

I. Des plaies encore largement non pansées

A. Un bilan humain encore flou, mais très élevé...

1. Nouveaux bilans et incertitudes incessantes

- ¹ Au bilan officiel du tremblement de terre de la région de Marmara (15 226 morts répertoriés), fourni dans le *Dossier de l'IFEA n° 1*, on peut ajouter celui du séisme de Düzce, survenu trois mois après : 894 morts et 4948 blessés à Düzce (cf. « Bolu'da hasarlı evlere giriş yasak », *Zaman*, 6/12/1999, p. 2).

Tableau 1 : Le bilan officiel du séisme du 12 novembre 1999

Lieu	Nombre officiel
	de morts
Düzce-Centre	478
Kaynaşlı	314
Bolu-Centre	48
Konuralp	34
Beyköy	9
Adapazarı	4
Zonguldak	3
Akçakoca	2
Gölyaka	1

Yalova	1
Total	894

SOURCE : *RADIKAL*, 12/11/2000, p. 8.

- 2 À cet égard, les incertitudes que nous avons signalées il y a un an quant au nombre de victimes sont encore pleinement de mise. Désormais, pour les deux principaux tremblements de terre, on parle ouvertement de 40 000 morts. Interrogé par un étudiant lors d'une de ses conférences-débats devant des scolaires sur le nombre réel de morts -10 000 à Adapazarı, contrairement à 3 000, le chiffre officiel-, le professeur Işıkara a rétorqué que cet écart est dû au fait que nombre de parents de défunts ont enterré leurs morts illégalement, sans les déclarer. En outre, les personnes seules ou les familles entières mortes au cours des séismes n'ont pas toujours été signalées (par qui ?) comme décédées auprès d'une instance comptabilisatrice.
- 3 Ainsi, pour le seul département de Kocaeli (İzmit), le chiffre de 14 860 morts est-il avancé (cf. *Radikal*, 14/9/2000, p. 7), ce qui est près de deux fois supérieur au chiffre officiel donné il y a un an (et quasi équivalent au chiffre total des victimes, tous départements confondus, selon le bilan officiel). En effet, dans ce département, l'aide de 750 millions de livres turques promise aux proches (lien de parenté au premier degré avec des personnes défuntes au cours du séisme) n'a jusqu'à présent été versée qu'à une moitié des ayants droit officiellement identifiés. À Yalova, également, alors que le nombre officiel de morts est de 2500, on compte 3200 noms dans le « musée du séisme » récemment inauguré sur un remblaiement de 1000 m² ; ce qui constitue une gênante distorsion (cf. « Kayıt dışı ölü sayısı yeniden tartışılıyor », *Cumhuriyet*, 18/08/2000, p. 3).
- 4 De même, l'incertitude persiste quant au nombre exact de disparus. Ainsi, pour le responsable de l'« association d'aide aux enfants victimes du tremblement de terre d'İzmit² », le nombre des disparus à İzmit n'est-il pas de 62, comme le prétendent les autorités locales, mais d'au moins 300³. Les recherches de disparus sur Internet continuent, comme celle de Gözde, petite fille de 7 ans, que ses parents croyaient morte alors qu'elle aurait été aperçue au lendemain de la catastrophe à l'hôpital maritime militaire de Gölcük (cf. « Depremin kayıp yüzü », *Radikal*, 19/3/2000, p. 7). Malgré tous les doutes, le Premier ministre rappelait fin août 2000 que le nombre officiel total des disparus était de 24... (cf. *Cumhuriyet*, 25/8/2000, p. 7).

Photos 1,2,3 : Tombes de victimes du séisme dans le cimetière de Değirmendere (2000)

- 5 Dans ce contexte, on comprend que le recensement du 22 octobre 2000 se soit très mal passé dans les secteurs sinistrés. Face à la maladresse, voire à la brutalité des questions posées -comme celle relative à la mort d'un proche durant les trois années écoulées ou celle relative aux indices de confort du « logement »-, des centaines de familles dans les villes-tentes ou les préfabriqués ont refusé de répondre aux agents du recensement.

2. Dépopulation et migrations de populations non captives

- 6 D'autre part, sans aller jusqu'à parler d'une hémorragie démographique, on a enregistré un exode sensible à partir des zones sinistrées. Les personnes ayant les moyens de la mobilité résidentielle l'ont mise en œuvre très rapidement, en faisant l'acquisition d'un nouveau logement dans une zone au sous-sol réputé plus solide. Ce mouvement est très sensible dans l'aire urbaine d'Istanbul, où l'on note un départ d'arrondissements et de quartiers « à risques » vers des secteurs plus sûrs, mais plus chers, comme Zekeriyaköy ou Beykoz. Pour illustrer la dépopulation enregistrée, on peut citer l'exemple de Gölcük, sous-préfecture du département de Kocaeli, qui comptait 18 000 foyers avant le tremblement de terre, et n'en compterait plus que 6500 actuellement. De même, le cas d'Avcılar -à Istanbul- semble des plus éloquents : selon la rumeur locale non infirmée par les autorités municipales interrogées, près de 50 000 personnes auraient quitté depuis le séisme cet arrondissement surpeuplé et mal bâti ; chiffre qui reste à étayer (on attend à cet égard les résultats du recensement du 22 octobre 2000), mais qui ne paraît pas totalement déraisonnable compte tenu de la chute des prix immobiliers et de l'accroissement facilement constatable du parc des logements vacants, à louer ou à vendre.

Photo 4 : Déménagement post-séisme à Değirmendere (nov. 1999)

- 7 L'inflechissement s'avère sensible pour la population scolaire et étudiante des zones sinistrées : dans l'arrondissement de Gölcük (épicerie du séisme d'août 1999), alors que l'on dénombrait 28 000 inscrits dans les écoles pour l'année scolaire 1998-1999, on n'en dénombrait officiellement plus que 16 000 pour l'année 1999-2000 (cf. *Yeni Gündem*, 27/6/2000, p. 3). D'autre part, à Çınarcık⁴ (département de Yalova), la population permanente, qui était de 20 000 habitants, a tellement diminué que les liaisons par bateaux avec Kabataş (Istanbul) ont été supprimées, signe d'une forte chute de la demande (cf. *Cumhuriyet*, 16/2/2000, p. 3).

3. Les handicapés et les enfants orphelins

- 8 En ce qui concerne les personnes sorties infirmes des séismes, leur nombre reste mal cerné et leur prise en charge, difficile. Plusieurs associations, comme la Confédération des Infirmes de Turquie, essaient d'attirer l'attention de l'opinion et de l'État sur ces victimes-là ; elle a par exemple été coorganisatrice de l'exposition « Yalova, Jour 2 » tenue à İzmit en février 2000.
- 9 La situation des enfants laissés sans parents au lendemain des séismes a suscité un plus fort émoi dans l'opinion publique⁵, et la campagne « Famille frère » (*Kardeş Aile Kampanyası*), orchestrée par le gouvernement et bien relayée par les médias et les associations (*Sivil Koordinasyon, Boğaziçi Üniversiteleri Mezunları et ODTÜ Mezunları Derneği*), a de ce fait enregistré un indéniable succès du point de vue des fonds récoltés⁶. En février 2000, dans le cadre de cette campagne, plus de 3000 propositions de volontaires avaient été enregistrées, allant de l'hébergement à l'encadrement scolaire des déshérités (cf. « Kampanya sürüyor. 'Kardeş Aile' için 3 bin başvuru », *Cumhuriyet*, 2/2/2000, p. 20). Mais c'est un long travail d'accompagnement qui se révèle nécessaire (cf. Görker Işık, « Deprem bölgelerindeki çocuklarımız », *Cumhuriyet*, 21/12/1999, p. 2), exigeant en temps et moyens.

B. Les affres de la vie quotidienne pour les rescapés

- 10 Pour prendre la concrète mesure des difficultés auxquelles se heurtent encore, malgré tous les efforts, bon nombre de « victimes des séismes » (*depremzede*), outre les enquêtes de terrain, on pourra se reporter à la rubrique « 17 Ağustos platformu » que publie régulièrement le quotidien *Radikal*. Celle-ci est constituée de témoignages bruts et de doléances formulées par les *depremzede*. De même, à l'occasion du premier anniversaire des deux tremblements de terre, de nombreux reportages ont été réalisés, qui peuvent aussi servir de sources.

1. Une aide au quotidien encore importante mais inégale

- 11 Si les manifestations de la solidarité internationale et nationale -par exemple, entre août 1999 et mars 2000, les comptes ouverts à la « Banque de l'Agriculture » ont récolté un total de 154 trillions de LT (environ 165 millions de FF)⁷- sont innombrables et bénéficient encore aux rescapés, l'aide s'essouffle et surtout est distribuée de façon parfois arbitraire (cf. « Kimisi üzüldü kimisi sevindi », *Radikal*, 19/3/2000, p. 7). Cet arbitraire engendre d'inévitables sentiments d'injustice ou de relégation. En outre, des cas de détournement de l'aide, comme à Sakarya en juin 2000, ont été signalés, et contribuent çà et là à tendre l'atmosphère. Néanmoins, selon le « Préfet coordinateur de la zone sinistrée », fin mars 2000, la majorité de l'aide matérielle acheminée vers la zone sinistrée -et centralisée par le « Centre de coordination et de soutien logistique de la zone sinistrée » (DBLDKM)- est venue de l'étranger. Soit, sur un total de 2541 camions d'août 1999 à mars 2000, 1310 camions « étrangers » (le nombre le plus important venant d'Allemagne : 617 sur ces 1310).
- 12 L'alimentation au quotidien des *depremzede* demeure un problème et à l'occasion du Bayram (fête du sacrifice), en mars 2000, beaucoup se sont plaints de ne pas avoir mangé de viande depuis plus de sept mois. Ainsi, les 1000 *depremzede* de l'« İzmirçadirkent » de Değirmendere -campement comprenant environ 250 tentes- ont-ils manifesté leur désarroi face à l'absence de distribution de viande dans leur ville-tente pour cette fête (cf. « Aç yatıyoruz », *Radikal*, 18/3/2000, p. 6). De même, dans les villes-tentes gérées par le Croissant Rouge turc, les plaintes relatives à la qualité et à la diversité de la nourriture distribuée sont récurrentes (cf. « Kızılay artık bıktırdı », *Zaman*, 2/12/2000, p. 3). En général, la situation des *depremzede* hors structure s'avère plus critique que celle de ceux regroupés dans des tentes ou dans des préfabriqués.
- 13 Pourtant, les dépenses de l'État pour assurer un minimum aux rescapés sont assez indéniables. Le 3/12/1999, le porte-parole du gouvernement faisait savoir qu'à cette date 107 000 *depremzede* avaient bénéficié de « l'aide sociale » dispensée par l'État (ou redistribuée par lui), d'un montant total de 100 trillions de LT.

2. Des équipements et réseaux encore déficients

- 14 La vie quotidienne reste par ailleurs difficile, du fait de l'absence d'équipements de base, comme les hôpitaux et centres de soins. À Bolu par exemple, un étudiant victime d'une chute a trouvé la mort en avril 2000, faute d'avoir pu être rapidement soigné et pris en charge sur place. En conséquence, eu égard aux conditions de vie et au mauvais état des réseaux d'acheminement de l'eau et d'évacuation des eaux usées, les risques d'épidémie demeurent importants et constituent un sujet de préoccupation sérieux

(cf. « Hastalık korkusu », *Cumhuriyet*, 20/4/2000, p. 3). Aussi, en dépit des promesses faites par le « préfet coordinateur des régions affectées par le séisme » (*Afet Bölge Koordinatör Valisi*) -qui a compétence sur 5 départements- les réseaux n'ont pas encore été reconstitués dans leur grande majorité en septembre 2000 (cf. « Hastalık korkusu », *Cumhuriyet*, 20/4/2000, p. 3).

- 15 Dès lors, encore condamnés à vivre dans des terrains vagues ou des chantiers, les rescapés sont la proie de toutes les menaces. À Adapazarı, les habitants en juin 2000 étaient obligés de porter un masque pour se protéger de la poussière qu'occasionnent travaux de reconstruction des infrastructures (réseau d'eau...) et monceaux de gravats non déblayés (cf. *Yeni Gündem*, 18/6/2000, p. 3).

3. Des revenus par trop maigres

- 16 Beaucoup de rescapés qui ont perdu leur travail dépendent totalement de l'assistance de diverses institutions et associations ou de la solidarité familiale. Certains ne touchent que l'aide à la location débloquée par l'État turc en faveur des victimes survivantes. Dans ce contexte, l'octroi de délais spécifiques aux victimes du tremblement de terre pour le paiement de certaines pensions ne paraît pas suffire.

C. Encore beaucoup de mal logés : le règne du provisoire et des problèmes aigus de logement

- 17 D'après le porte-parole du gouvernement turc à l'issue du Conseil des Ministres du 3/12/1999, on peut estimer que 160 000 personnes ont perdu leur logement au terme des deux séismes meurtriers. Comme sur ces 160 000 bien peu possédaient un autre logement ou avaient les moyens d'en racheter un aussitôt, pour la plupart, se reloger décemment est devenu le problème numéro un. Ces délogés vivent soit dans des tentes (regroupées en camp organisé ou non), soit dans des préfabriqués, soit dans des containers, soit dans des baraques, soit chez des amis ou des parents, soit dans un appartement loué, soit enfin dans une « structure d'accueil », village de vacances ou hôtel, mise à leur disposition par les autorités (voire réquisitionnée).

Photos 5 et 6 : Les dégâts matériels : Değirmendere et Yalova (2000).

- ¹⁸ Pour donner un exemple, dans le département de Kocaeli, le plus touché par le séisme du 17 août, 55 191 personnes touchaient encore, en septembre 2000, une « aide à l'hébergement » (pour payer leur loyer), d'un montant de 100 millions de Livres Turques par mois. Aide d'ailleurs prolongée pour trois mois début janvier 2001⁸, signe d'un lent « retour à la normale ».

1. Toujours des tentes, malgré un mouvement de « désemplissement »

a. Des habitats vulnérables

- 19 La tente reste une réalité prégnante des régions affectées et de leurs marges, sous des formes diverses⁹. En effet, si les « villes-tentes » (*çadırkent*) sont connues et aisément repérables, on oublie souvent les tentes individuelles, çà et là installées et disséminées, qui abritent encore un nombre non négligeable de délogés. À Bolu par exemple, la résidence universitaire n'étant pas habitable, les étudiants « pensionnaires » ont été installés dans des tentes.
- 20 Ces tentes restent sous la perpétuelle menace de l'incendie. Ainsi, le 7/4/2000, dix-sept tentes occupées par du personnel du Croissant Rouge turc ont-elles brûlé à Kervan, près de Düzce, suite à un court-circuit électrique ; par bonheur leurs occupants ne s'y trouvaient pas. Par ailleurs, les tentes ne sont pas viables en temps de canicule, comme au cours du mois de juillet 2000 où il a fallu prendre des mesures spéciales d'évacuation, alors qu'il faisait plus de 40 degrés à l'ombre. À l'inverse, elles peuvent s'effondrer sous le poids de la neige, comme l'hiver dernier, à Bolu et Düzce, régions montagneuses où les chutes de neige sont parfois abondantes (cf. « Çadırlar yıkıldı », *Cumhuriyet*, 30/12/2000, p. 7), ou à Adapazarı (*Emirdağ Çadırkenti*), au début de février 2000.
- 21 Enfin, les occupants des tentes -surtout les femmes seules- se plaignent de l'insécurité qui règne dans certaines des villes-tentes (cf. « 17 Ağustos platformu », *Radikal*, 14/9/2000, p. 7). Le développement d'une petite criminalité dans ces habitats vulnérables semble d'ailleurs être devenu un souci pour les autorités.

b. Quelques chiffres

- 22 Dans le département de **Kocaeli**, 70 000 personnes vivaient encore, en juin 2000, en tente ou préfabriqués ; mais sur les 34 villes-tentes initialement aménagées, il en restait seulement 14 en activité (soit 14 656 personnes...) à cette même date. À Gölcük par exemple, sous-préfecture de ce département, à la fin du mois de juin 2000, on dénombrait encore 3910 personnes dans neuf « villes-tentes » (cf. *Evrensel*, 21/6/2000, p. 10).
- 23 Cependant, quelques mois après -à la mi-octobre 2000-, pour donner une idée de la rapidité avec laquelle le relogement s'effectue, on dénombrait encore 7924 personnes en villes-tentes¹⁰ dans l'ensemble du département (réparties dans 1361 tentes).
- 24 Dans le département de **Sakarya**, plus de 5000 personnes habitaient encore en tente à la fin de l'année 2000. Par exemple, la *Çadırkent* d'Emirdağ, à Adapazarı comprenait 1700 tentes. Elle a été dernièrement « vidée », par transfert en préfabriqués, sauf pour 600 non ayants droit, qui restent en tente.
- 25 Dans le département de **Yalova**, depuis le 1^{er} juin 2000, toutes les villes-tentes ont été vidées ou sont en passe de l'être.
- 26 Pour le département de **Bolu**, dans la seule ville de Bolu on dénombrait à la mi-septembre 2000 neuf villes-tentes rassemblant 3232 tentes en tout (dont 1000 vides) et hébergeant environ 10 000 *depremzede* (cf. « Okullarda yılın ilk dersi », *Yeni Gündem*, 12/9/2000, p. 3).

- 27 Dans ce même département, pour la rentrée des classes le 11 septembre 2000, sur les 49 000 élèves concernés, 3000 vivaient encore dans des tentes. Parallèlement, début octobre 2000, plus de 500 étudiants de l'université Abant İzzet Baysal étaient encore logés sous tentes, à défaut d'autres moyens d'hébergement à disposition (cf. *Radikal*, 6/9/2000, p. 5). Cependant, au milieu du mois de novembre 2000, la situation s'était sensiblement modifiée à la baisse, signe d'un transfert vers d'autres formes d'hébergement (cf. tab. 2).
- 28 Au total, en décembre 2000, la Croix Rouge Internationale estimait encore le nombre de personnes sous tentes à 38 000 (cf. *Cumhuriyet*, 13/12/2000, p. 6).

Photos 7 et 8 : Camps de tentes dans les hauts de Değirmendere (2000).

Tableau 2 : Les tentes dans les départements de Düzce et Bolu à la mi-novembre 2000

Département	Nombre de « camps de tentes »	Nombre de personnes hébergées
Bolu	7	7000
Düzce	2	3010
Total	9	10010

Source : *Radikal*, 12/11/2000, p. 8.

- 29 Ceci rappelé, quand on sait qu'en janvier 2001, soit plus de 2 ans et demi après le tremblement de terre d'Adana (survenu en juin 1998), 354 familles continuent à être logées dans des tentes, on peut douter de la rapidité de la disparition des tentes, à court terme, dans la région de la Marmara (cf. *Radikal*, 18/1/2001 p.1 et p. 5). De même, certaines des victimes du tremblement de terre de Çerkeş (survenu en juin 2000) manquaient encore -surtout en milieu rural- de tentes plusieurs jours après l'événement, malgré les efforts du Croissant Rouge turc¹¹.

Photo 9 : Tente isolée, près d'une maison en souffrance (Değirmendere, 2000).

c. Une politique d'incitation au transfert dans les préfabriqués

- 30 L'objectif actuel et pressant des autorités est de faire disparaître les villes-tentes, par une politique incitative et dissuasive. Cette incitation va jusqu'à des restrictions dans l'aide alimentaire, comme à Gölcük où il a été annoncé qu'à compter du 1^{er} août 2000 plus aucun repas chaud ne serait distribué dans les villes-tentes qui subsistent. Début avril 2000, dans le département de Bolu, 2380 tentes avaient été vidées, soit

approximativement un tiers des tentes édifiées (cf. « Kızılay çadırları toplanıyor », *Cumhuriyet*, 2/4/2000, p. 5).

- 31 À Bolu, de même, le préfet-adjoint a annoncé en septembre 2000 qu'il allait expulser les non ayants droit des campements de tente qui subsistent -neuf sur douze à l'origine, en l'occurrence-, laissant entendre que plus de 9000 personnes vivaient dans des tentes sans être de véritables ayants droit, simplement pour pouvoir bénéficier des aides qui y sont dispensées (cf. « Afetzedede değiller », *Radikal*, 14/9/2000, p. 7). On touche là à la délicate question de la définition de la « victime du tremblement de terre » : selon les points de vue et les critères retenus, celle-ci peut en effet se voir doter de contenus variables, plus ou moins restrictifs. Pour le préfet-adjoint de Bolu, la définition doit être stricte et restrictive ; son intention par conséquent était de réduire le nombre des villes-tentes de 9 à 5 d'ici l'hiver 2000-2001. Pour ceux qui ont peur d'habiter leur logement en immeuble, dans la perspective d'un nouveau séisme, et qui préfèrent rester en tente, la définition apparaît plus élastique...

2. Les maisons préfabriquées et les containers : la panacée ?

- 32 Les préfabriqués, édifiés à l'initiative du ministère turc des Travaux publics ou à l'initiative d'associations et d'institutions nationales ou étrangères, font maintenant partie intégrante du paysage des zones sinistrées. Qui se rend par l'autoroute d'Istanbul à Ankara ne peut manquer d'être frappé, d'Izmit à Bolu, par le nombre de ces camps de préfabriqués à la voirie tirée au cordeau, dont certains sont en bord de route principale ou d'autoroute. Or, ces constructions provisoires et précipitamment édifiées posent de multiples problèmes (cf. Ekinci O., « Prefabrike 'insani' unuttular », *Cumhuriyet*, 14/10/1999, p. 6.) et en poseront de plus en plus à l'avenir quand il s'agira de les reconvertir ou de les éradiquer. Au total, 25 000 préfabriqués ont été mis en chantier sous l'égide du ministère des Travaux publics (« Anahtar valilere emanet », *Zaman*, 2/12/2000, p. 3) et près de 10 000 selon d'autres modalités (financement de la Grèce, de l'Union européenne, des « Verts » allemands, de l'association des diplômés de telle ou telle université...). Pour ce qui est des préfabriqués construits grâce à l'aide internationale, on peut citer le cas des 100 préfabriqués financés par la Grèce à Derince (département de Kocaeli/Izmit), qui sont devenus le symbole tangible de la nouvelle amitié gréco-turque. « Nous étions tous des ennemis de la Grèce », raconte une femme logée dans ces préfabriqués -ayant perdu son fils et son mari dans la catastrophe-, « (...) maintenant nous prions tous les jours pour les Grecs dans les maisons où nous habitons » (cf. « Derince'de dostluk evleri », *Radikal*, 8/2/2000, p. 4). Le « village japonais », ouvert en février 2000 à Adapazarı, constitue un autre exemple de l'aide étrangère.
- 33 La construction a été rapide et les conditions d'attribution des marchés de construction aux entreprises privées, pour les préfabriqués « ministériels », demeurent l'objet de contestations et d'accusations de partisanisme. De plus, l'attribution des logements préfabriqués semble ne s'être pas faite sans abus ou dérapage non plus. Ainsi, les critères d'allocation des préfabriqués financés partiellement par le Secours Populaire français à Değirmendere ont-ils été mis en cause (cf. « Konut dağıtımında yolsuzluk iddiası », *Cumhuriyet*, 7/4/2000, p. 3).
- 34 Le problème de certains préfabriqués, qui explique que leurs ayants droit les boudent, c'est leur localisation parfois peu commode et leur accès difficile. À Değirmendere, le

village du Secours Populaire français a été installé sur des hauteurs en retrait du littoral et à l'écart des voies carrossables. Par temps de pluie, s'y rendre en empruntant les chemins défoncés à profondes ornières relève de l'exploit (nous nous y sommes risqués)... De même à Yalova, les préfabriqués de Sultaniye, Hersek et Hasanbaba sont dénoncés comme trop distants des principaux lieux de vie et d'activités. Mais ceux qui refusent de s'installer dans ces préfabriqués éloignés se voient privés de tous leurs droits à l'avenir... (cf. « Teslim almayanların hakları yok olacak », *Özgür Bakış*, 5/2/2000, p. 4). De plus, les camps de préfabriqués souffrent de sérieux problèmes d'infrastructure, surtout au niveau de l'évacuation des eaux de pluies -le spectacle offert par la plupart des camps de préfabriqués après un fort épisode pluvieux est des plus désolants- ou de celle des eaux usées. D'autre part, des équipements comme le téléphone ont souvent tardé à être mis en place. Enfin, les préfabriqués sont mal sécurisés, comme l'a rappelé le cas de l'incendie avec mort d'homme survenu le 21 juin 2000 à Bolu (cf. *Yeni Gündem*, 22/6/2000, p. 3). Les systèmes « bricolés » et improvisés de raccordement au réseau électrique sont souvent responsables de ces incendies, comme celui qui est survenu à şirinköy, dans l'arrondissement de Gölcük en octobre 2000 (cf. *Cumhuriyet*, 6/9/2000, p. 5), qui a causé l'anéantissement intégral de trois maisons préfabriquées.

- 35 On peut brièvement examiner la répartition des préfabriqués par département.
- 36 À **Kocaeli**, en juin 2000, on comptait officiellement 13 376 préfabriqués construits par le ministère du Logement, dont 12 801 occupés, par un total de 49 577 personnes. En outre, 6378 personnes vivaient dans 1987 préfabriqués construits par le secteur privé. À ceci il fallait ajouter 75 000 personnes qui vivaient dans des baraques qu'elles avaient construites elles-mêmes. Soit un total de 131 000 mal logés. Mais à la mi-septembre 2000, dans le même département, on dénombrait toujours 49 015 personnes vivant dans 12 036 préfabriqués (cf. *Yeni Gündem*, 14/9/2000, p. 3).
- 37 À **Bolu**, on dénombrait 3572 préfabriqués et 294 containers en juin 2000. Le nombre de préfabriqués semble avoir notablement augmenté par la suite (cf. tab. 3)

Tableau 3 : Les préfabriqués à Bolu et Düzce le 12 novembre 2000

Département	Nombre de préfabriqués	Nombre de personnes concernées
Düzce	6797	27 586
Bolu	3589	14 762
Total	10 386	42 348

Source : *Radikal*, 12/11/2000, p. 8.

- 38 À **Yalova**, le 23/1/2000 a été ouvert un village de préfabriqués à l'initiative de l'association « Groupe d'aide d'Istanbul », en collaboration avec l'association « Çağdaş Yaşamı Destekleme Derneği » et grâce au soutien financier de nombreux sponsors.

- 39 Dans le département de **Sakarya** (Adapazarı), en février 2000, sur les 9167 préfabriqués prévus, 8934 avaient été livrés. Le restant ne l'avait pas été en raison de doutes pesant sur les postulants...

3. Les baraques et autres abris de fortune

- 40 À **Düzce**¹², le tableau suivant donne une idée pour début novembre 2000, alors que le processus de construction n'est pas terminé. On connaît plus précisément le cas des 984 préfabriqués du village de Sıralık, en passe d'être achevés à la fin du mois de décembre 2000.
- 41 Les conditions de vie de tous ceux qui vivent dans des baraques auto construites, hors de toute structure de soutien et d'encadrement sont sans doute pires. Le nombre de ces baraques reste mal estimé -pour ne pas dire totalement négligé. En effet, dans plusieurs quartiers sinistrés, les gens préfèrent passer la nuit dans une baraque bricolée sommairement au pied de leur immeuble endommagé plutôt que dans celui-ci. On peut parler d'une espèce de dédoublement spontané de l'habitat, par des baraquements qui ont investi tous les espaces libres, sans aucun plan ni aucun équipement sanitaire de base. Ce paysage de désolation frappe les yeux de l'observateur dans plusieurs quartiers d'Istanbul, comme dans toute la zone sévèrement affectée (cf. « Bayramda çadırsız kaldılar », *Yeni Gündem*, 17/3/2000, p. 4). Les baraques de Bolu incendiées fin mars 2000 avaient justement été construites, pour une somme allant de 40 à 150 millions de Livres Turques, par des personnes vivant en immeuble et redoutant de nouvelles secousses.

Photos 10, 11 et 12 : Préfabriqués au-dessus de Değirmendere et Gölçük.

- 42 Ces baraques, comme les tentes, sont aisément la proie des flammes, en hiver surtout, comme à Yuvacık, près d'İzmit, le 3 février 2000, où trois jeunes enfants ont péri dans l'incendie de leur baraque, déclaré pour des raisons encore mal connues. Comme de même, à Adapazarı (quartier de Yağcılar) le 4 février 2000, où un homme de 90 ans a trouvé la mort, alors que quelques heures auparavant dans un autre quartier de la ville (Tepekum) une autre baraque était détruite par un incendie. Plus récemment encore, à la fin septembre 2000, deux enfants trouvaient la mort dans l'incendie de leur baraque - déclaré à la suite d'un court-circuit électrique- à Adapazarı.
- 43 Dans ces conditions, pour un meilleur contrôle et une plus grande efficacité de l'aide, un des soucis majeurs des autorités (préfectorales) a été d'assurer dans des camps encadrés un regroupement des rescapés çà et là illégalement disséminés. Ce regroupement n'est pas achevé et, quand il s'est opéré, ne s'est pas fait sans résistance.

Ainsi à Adapazarı, les autorités ont dû couper l'électricité « détournée » par 80 familles ayant spontanément installé leurs tentes et baraques dans le parc Dudayev... pour forcer celles-ci à s'installer dans une ville-tente homologuée (cf. « Zorla çadırkente », *Zaman*, 6/12/1999, p. 2).

4. La fin des « structures d'accueil » réquisitionnées ?

- 44 Mais les victimes des séismes hébergées dans des abris provisoires, même en dur, réclament de pouvoir disposer d'un logement durable. C'est le cas des 200 personnes hébergées à Florya (İstanbul), dans un centre de repos (*Florya Dinlenme Tesisleri*) réquisitionné dans l'urgence par la mairie métropolitaine d'İstanbul, qui ont manifesté en bloquant la route littorale en avril 2000 pour que leurs revendications soient entendues. En ce qui concerne les familles qui ont été hébergées sous le coup de l'urgence dans des hôtels, comme dans le département de Bolu après le séisme du 12 novembre (cas des hôtels d'Abant), elles ont été transférées dans des tentes, de façon à permettre une reprise de l'activité hôtelière. D'autre part, certains délogés ont même été hébergés hors de la zone sinistrée, dans des infrastructures d'accueil touristique, comme à Antalya (cas des installations de Sarısu Orman İçi) ou dans la région d'İzmir. Pour ceux-là le sentiment de déracinement s'avère peu supportable.

5. L'épineuse question des loyers

- 45 Beaucoup de victimes du tremblement de terre aspirent à louer un appartement ou une maison. Mais le marché immobilier a été bouleversé : la demande est forte et l'offre réduite, compte tenu du nombre de logements détruits ou jugés inhabitables. Les propriétaires de logements sains ont tendance à profiter de la situation en augmentant plus que de raison les loyers dans les régions ravagées. Par ailleurs, des *depremzede* ayant perdu leur emploi du fait des séismes -commerçants ou artisans, notamment- se retrouvent dans l'incapacité de payer leur loyer... et finissent en tente.

Photo 13 : Ancienne ville-tente de Bekirpaşa (İzmit) : terrain vague non réaffecté (mars 2001)

- 46 En outre, nombre de locataires de logements ayant résisté aux séismes se sont vus mis à la porte par des propriétaires pressés soit de récupérer leurs logements, soit de louer à prix plus élevés du fait de l'inflation régnante (cf. « Kiracılar açıkta kaldı », *Radikal*, 8/2/2000, p. 4). À ce jour, il semble qu'aucun contrôle « public » ne soit exercé pour limiter ce genre d'abus.
- 47 Au total, ces rudes conditions de vie expliquent la colère des *depremzede*, qui s'est exprimée de manière spectaculaire le jour où le préfet de Bolu a giflé une rescapée qui le prenait à partie et l'invectivait d'une manière jugée trop enragée¹³ ; scène à satiété montrée sur toutes les chaînes de télévision. Les premiers anniversaires des séismes, en août 2000 et en novembre 2000, comme l'entrée dans le second ramadan après les traumatismes ont vu s'exprimer abondamment la morosité et la rancœur des *depremzede*.

NOTES

1. En décembre 2000, un franc français valait environ 92 000 livres turques.
2. İzmit Depremzede Çocuklara Yardım Derneği.
3. Cf. "Kayıplar bulunsun", *Cumhuriyet*, 19/8/2000, p. 6 et "Nişanlım ölmedi", *Türkiye*, 30/10/2000, p. 26.

4. La population estivale de cette station balnéaire au bord de la Marmara -où 500 personnes ont péri et 47 bâtiments se sont effondrés- était même environ 10 fois supérieure à cette population permanente.
5. Cf. “Nadire Duran, Emirdağ’daki prefabrike konutta komşularının yardımıyla üç torununa bakabiliyor”, *Cumhuriyet*, 12/08/2000, p. 3.
6. En décembre 2000, la campagne se poursuit toujours, notamment sous la forme d’annonces sur les radios locales ; le relais de la campagne à İstanbul est la “Beyaz Masa” de la municipalité d’Eyüp : 212 612 00 00.
7. Cf. *Cumhuriyet*, 11/3/2000, p. 9.
8. “Depremzedeye barınma yardımı uzatıldı”, *Yeni Gündem*, 11/02/2001, p. 3.
9. Voir le témoignage d’une fille de 14 ans, rescapée du séisme et vivant en tente : Özcan M. (2000), *Naylon Köşk*, İstanbul, Bilgi Yayınları.
10. Cf. *Yeni Gündem*, 14/9/2000, p. 3.
11. Cf. *Zaman*, 11/06/2000, p. 2.
12. Ancien arrondissement de Bolu, érigé en département en décembre 1999, juste après le deuxième séisme meurtrier.
13. Cette *depremzede* a d’ailleurs traîné devant les tribunaux ce préfet, contraint à verser des indemnités... ; cf. *Radikal*, 24/01/2001, p. 7.

II. Des conséquences environnementales et économiques mieux connues et inquiétantes

A. L'environnement encore en question et toujours menacé

- 1 Les rives de la mer de Marmara étaient, avant leur industrialisation et leur urbanisation massives, des espaces réputés pour leur biodiversité, la richesse de leur vie sauvage, l'accueil des oiseaux migratoires et leurs zones humides à forte productivité primaire. En outre, une agriculture et une sylviculture s'y étaient développées...(cf. *Cumhuriyet*, 9/06/2000, p. 6). Face aux risques sismiques connus de longue date, les usages agricoles ou le développement de réserves naturelles semblaient bien mieux adaptés. Or il n'en fut rien : les rivages orientaux de la Marmara furent investis par l'industrie plus que toute autre région en Turquie. Depuis la catastrophe, le ministère turc de l'Environnement semble se mobiliser, comme l'organisation d'un sommet spécialement consacré aux conséquences environnementales des séismes en janvier 2000 l'a traduit¹⁴.

1. Pollutions « structurelles » aggravées et pollutions directement induites

- 2 Si, pour parler trivialement, la mer de Marmara n'a pas attendu les séismes pour être polluée (cf. « Marmara denizi mercek altında », *Tempo*, İstanbul, n° 634, 2000, pp. 50-55), ceux-ci n'ont pas arrangé la situation. En effet, les décombres des bâtiments détruits ont été souvent, au mépris de toutes les interdictions officielles, déversés dans la mer pour servir de remblais. Par ailleurs, le niveau de pollution des lacs d'İznik et du golfe d'İzmit a atteint des valeurs effrayantes. Les millions de poissons morts -du fait de teneurs excessives des eaux en hydrogène sulfuré et en matières organiques- échoués sur les rives du golfe d'İzmit à la fin du mois de janvier 2001 ont récemment encore relancé le débat (cf. *Radikal*, 18/1/2001, p. 5). Rendre le séisme directement responsable de l'état des eaux semble exagéré (*Sabah*, 18/1/2001, p. 20).
- 3 De même, a posteriori, la localisation de certaines industries est mise en cause par certaines associations. Ainsi, l'implantation de l'usine automobile Koç-Ford -

sérieusement touchée par le séisme d'août 1999- soulève-t-elle de nombreuses polémiques dans la « société civile » turque. En effet, le terrain sur lequel l'usine a été implantée était occupé par une plantation en zone humide qui aurait dû être protégée, compte tenu de l'importance écologique désormais reconnue aux zones humides. Or, au début des années 1990, ce terrain a été cédé gratuitement au groupe Koç, malgré sa situation littorale sensible et sa « sismicité » aisément identifiée (cf. *Cumhuriyet*, 11/6/2000, p. 17). De même, alors même qu'elle a été endommagée par les séismes, l'usine de ciment « Nuh Çimento », à Hendek, vient d'être agrandie par l'adjonction de nouvelles installations, sans que la population avoisinante n'ait été consultée ou même préalablement avertie cf. (*Cumhuriyet*, 2/9/2000, p. 17).

- 4 À ces problèmes quasi structurels de la région de la Marmara -dus à l'absence de stations d'épuration littorales ou d'installations adéquates pour les industries et au manque de transparence dans les modalités d'implantation des industries¹⁵- s'ajoute la question des pollutions maintenant induites par l'habitat précaire des rescapés. En effet, celui-ci ne dispose pas, la plupart du temps, des équipements nécessaires à la récupération et au retraitement des rejets liquides comme des déchets solides (cf. *Cumhuriyet*, 6/9/2000, p. 17). Pour limiter ces nouvelles menaces, un vaste projet vient d'être lancé, fruit de la collaboration entre le Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP), l'Organisation Européenne d'Aide Humanitaire (ECHO) et une association environnementaliste turque (ÇEVKO).
- 5 Cependant, l'analyse des impacts sur l'environnement des séismes est rendue difficile par le fait qu'aucun bilan environnemental sérieux n'a été fait au lendemain des séismes. Là encore, la sous-information, voire la rétention d'informations, semblent demeurer la règle. Alors que par exemple les chambres professionnelles de médecins réclament que des études sérieuses soient conduites, on ne connaît toujours pas les conséquences précises de la fuite de 6400 tonnes de produits nocifs -à la fois dans le sous-sol et dans la mer- des cuves fissurées de l'usine chimique Aksa (cf. *Cumhuriyet*, 18/11/2000, p. 4). Néanmoins -à la suite d'un concours international auquel avait participé İzmit- l'Union Européenne, en janvier 2001, a apporté son soutien financier (sous la forme d'un crédit de 20 millions de dollars) à la ville d'İzmit pour permettre à celle-ci de mettre en œuvre 14 projets ayant trait à la protection de l'environnement¹⁶.

2. Une absence de prise en compte des risques industriels accrus liés aux séismes

- 6 En effet, aucune mesure sérieuse n'a été vraiment prise pour protéger la population dans le cas d'un nouveau séisme, malgré la présence d'industries notoirement menaçantes : TÜPRAŞ, PETKİM, İGSAŞ... Dans le seul département d'İzmit-Kocaeli, qui comprend à peu près 300 000 habitants permanents, on estime que 120 000 personnes demeurent sérieusement exposées. Le nouvel incendie qui s'est déclaré dans la raffinerie TÜPRAŞ¹⁷(à Körfez, près d'İzmit), en octobre 2000, au cours de travaux d'entretien annuel, a attiré l'attention de l'opinion sur la persistance de risques, sans que des mesures convaincantes n'aient été prises...
- 7 De même, le modeste tremblement de terre de Hendek (département de Bolu), survenu le 26/8/2000, a fourni la preuve supplémentaire, s'il en était besoin, de la nécessité d'une prise en charge plus systématique de ces risques. En effet, il a suffi d'un petit séisme (d'une intensité de 5,8) pour que les stocks de pneus d'une usine de

pneumatiques prennent feu, entraînant un spectaculaire incendie jetant une fumée noire et menaçante sur une vaste zone (cf. *Cumhuriyet*, 25/8/2000, p. 7).

B. Des conséquences économiques, locales, multifformes et encore mal cernées

1. Des économies locales ébranlées

- 8 Les conséquences économiques des séismes à divers niveaux commencent à être mieux connues. On a surtout parlé de l'infrastructure industrielle « officielle » et des dommages qu'elle avait subis. À Sakarya par exemple, sur 350 installations industrielles recensées, 133 ont été endommagées (cf. *Cumhuriyet*, 15/2/2000, p. 13). La remise en route de certaines unités de production a tardé, comme celle de la fabrique de sucre de Sakarya -les dommages subis y ont été estimés à 15 trillions de Livres Turques-, dont les 350 employés temporaires congédiés au lendemain du séisme, restaient, en février 2000, sans emploi ni recours. De même, le transfert du siège du commandement de la flotte turque de Gölcük à İzmir, sur un site jugé moins vulnérable aux séismes, a ébranlé une partie des petits commerces locaux qui vivaient en partie de la proximité de cette structure¹⁸.
- 9 Mais les grands oubliés des bilans habituellement dressés sont indéniablement les agriculteurs (cf. *Cumhuriyet*, 28/5/2000), les artisans et petits commerçants. La mobilisation actuelle de ces acteurs économiques modestes à l'échelle nationale, mais essentiels à la vie quotidienne locale, passe par les Chambres de métier et les associations de la société civile qui réclament une annulation des dettes fiscales contractées avant les séismes et une réduction d'impôts pour les artisans et commerçants de la région sinistrée (Cf. « Depremzedelerden vergi isyanı », *Cumhuriyet*, 10/4/2000, p. 12). Toujours dans ce département, le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie locale estime le nombre de « lieux d'activité » (*işyeri*) détruits à plus de 8500¹⁹. Ces dommages sont estimés par les intéressés et leurs représentants à plus de 378 millions de dollars. Dans ces conditions, les réparations attendues sont loin d'avoir été octroyées en proportion. Et même si la banque Halkbank a réussi à débloquer des prêts d'une hauteur de 14 trillions de LT (soit 15 millions de FF), à l'intention de 4000 artisans-commerçants de Adapazarı (département de Sakarya), ces crédits demeurent insuffisants (il faudrait au moins 100 millions de FF pour relancer l'économie locale).
- 10 De même, les responsables des Chambres d'Industrie et de Commerce (comme ceux de Bolu) demandent à ce que l'État débloque plus largement les aides en direction des industriels frappés par le séisme, de façon à y relancer l'activité (Cf. « Depremde zarar gören sanayiciye kredi », *Dünya*, 10/4/2000, p. 6). Pour l'instant des crédits timides ont été consentis aux artisans-commerçants, aux industriels et aux paysans ; de même, le remboursement des dettes contractées a fait l'objet de mesures de temporisation.
- 11 Par ailleurs, on peut affirmer que l'économie touristique locale pâtit tout spécialement des suites des séismes, surtout sur le littoral de la Marmara frappé en premier lieu. On dispose d'un indicateur très concret de ce marasme : les milliers de propositions d'emplois saisonniers, estivaux, dont profitaient les jeunes Stambouliotes les années précédentes... n'ont pas été renouvelées cet été 2000.

2. Un chômage menaçant ?

- 12 D'autre part, un des problèmes aigus auxquels les habitants captifs des régions sinistrées ont à faire face s'avère être celui du chômage. Celui-ci a même pris des proportions critiques pour les emplois de services liés directement ou indirectement au tourisme ou aux loisirs (villégiature littorale), activités en pleine récession. En fait, beaucoup de personnes qui ont perdu le logement qui se trouvait à proximité de leur ancien emploi se retrouvent au chômage, en raison de l'éloignement de leur nouvel hébergement (tentes ou préfabriqués) par rapport à leur ancien lieu de travail. De plus, des sociétés comme Toyota, Goodyear, Otoyol et Otokar, touchées par la récession générale observée, ont dû procéder, au début de l'année 2001, à des licenciements (environ 500 employés au total)²⁰. À l'échelle micro-locale, celle de petits bassins d'emplois, les fermetures d'usine ou ralentissements d'activité ont des effets dramatiques. Ainsi, à la raffinerie de sucre d'Adapazarı -sérieusement touchée par le séisme : les dégâts y ont été évalués à 15 trillions de LT-, 350 travailleurs temporaires ont été débauchés juste après le séisme. Et l'absence d'investissements permettant de réparer les dégâts ne laisse pas augurer d'une amélioration. De même, à Yalova, où 927 lieux d'activités ont été totalement détruits et 3250 sérieusement touchés, 5000 commerçants- artisans se sont retrouvés sans emploi après le séisme. De la sorte, selon le maire de Yalova, le taux de chômage local serait passé de 8 % de la population active, avant le séisme, à 15 % après²¹. De la même manière à Bolu, d'après une étude de l'Union des Chambres d'Ingénieurs et d'Architectes (TMMOB), le nombre des actifs assurés (i.e. : couverts par une sécurité sociale) serait passé après le séisme du 12 novembre de 51 000 à 30 000 ; selon la même source, 25 000 personnes se seraient même trouvées dans l'obligation de quitter la ville. Quand on sait qu'en Turquie la majorité des travailleurs ne sont couverts par aucune sorte d'assurance, il y a lieu de s'interroger quant au chiffre effectif de chômeurs.
- 13 Au total, le nombre de mises au chômage suscitées par le séisme est estimé entre 58 000 et 120 000²². Tout dépend si l'on prend en compte seulement les débauchages liés directement aux séismes ou les débauchages liés directement et indirectement à ceux-ci.

3. Pas de transfert massif du potentiel industriel turc hors des zones exposées

- 14 Pour autant, contrairement à certaines appréhensions et prévisions catastrophistes, le départ des grosses industries concentrées dans la région de Marmara n'a pas eu lieu. Ainsi, en février 2000, les responsables de Ford-Turquie ont fait savoir qu'ils n'avaient finalement pas l'intention de relocaliser leur usine de Kocaeli/Gölcük (Ford Otosan), d'une valeur de 650 millions de dollars, qui a subi des dégâts estimés à 18 millions de dollars (cf. « Ford Gölcük'te kalıyor », *Radikal*, 10/2/2000, p. 12). Ceci d'autant plus que même pour 1999 les résultats de Ford-Turquie sont annoncés comme excellents, avec une poussée des ventes jusqu'à 11,2 % du total des ventes d'automobiles en Turquie. L'usine rénovée devait ouvrir à la fin de l'année 2000 et produire 150 000 véhicules par an (ce qui lui permettrait, selon ses promoteurs, de réaliser des exportations d'un montant de un milliard de dollars US)²³. À cet égard, l'aménagement en cours et l'ouverture prochaine de la zone franche de Kocaeli (« *Kocaeli Serbest Bölgesi* »), semblent aller dans le sens d'une concentration croissante de l'investissement dans la région

plutôt que dans celui d'un redéploiement de celui-ci vers d'autres régions de la Turquie²⁴.

- 15 De même, le groupe TÜPRAŞ, qui possède la raffinerie d'İzmit, a annoncé en novembre 2000 son intention de renforcer son implantation à İzmit (*Sabah*, 18/11/2000, p. 14). Enfin, la centrale thermique au gaz naturel d'Adapazarı sera bien construite comme elle avait été planifiée avant le séisme, en faisant tout de même plus attention à son site d'implantation. Elle devrait entrer en activité en octobre 2002²⁵.

C. Des conséquences économiques générales assez inégales

- 16 Les estimations générales du coût global des séismes sont peu parlantes et discutables : elles oscillent entre 4 milliards²⁶ et 20 milliards de dollars. Un économiste s'est même risqué à faire une évaluation très simple -et donc contestable- que l'on peut traduire en un tableau (tab.4), qui ne prend pas en compte les destructions de l'appareil de production et des lieux d'activité.

Tableau 4 : Le coût approximatif du séisme du 17 août 1999, selon Arif Yavuz

Logements (100 000 détruits)	2 milliards de dollars
Affaires et appareils divers détruits dans les logements	1 milliard de dollars
Liquidités et or engloutis dans les logements détruits	100 millions de dollars
Destruction des infrastructures (eau, électricité, routes...)	3 milliards de dollars
Secours et travaux d'urgence	2 milliards de dollars
Pertes de production de valeur ajoutée pour l'économie locale	6 milliards de dollars
Total	14 milliards 100 millions de dollars

SOURCE: VAKIF RIZE, KASIM-ARALIK 2000, P. 40.

- 17 Ce qui est sûr, c'est qu'en termes macroéconomiques, les taux de croissance de la Turquie ont été évidemment et durablement affectés : l'année 2000 se traduit par une forte inflexion à la baisse de la croissance, qui bouleverse toutes les prévisions. D'autre part, le recul de 6,4 % du produit intérieur brut turc en 1999 est imputé pour près de la moitié aux séismes (cf. « Sizce deprem kimi çökertti ? », *Cumhuriyet*, 21/08/2000, p. 12). En conséquence, en 2000, le produit intérieur brut par habitant n'aurait pas encore rattrapé le niveau de 1998²⁷.
- 18 Par ailleurs, les dommages subis dans les seuls départements de Kocaeli et de Sakarya - parmi les plus industrialisés de Turquie- seraient à l'origine, au niveau national, d'un substantiel manque à gagner en impôts.
- 19 Néanmoins, d'autres études (cf. Selçuk et alii : 2001) se montrent plus prudentes et conditionnent les conséquences macroéconomiques des séismes aux politiques économiques (et notamment fiscales) qui ont été entreprises dans la foulée de ceux-ci.

- 20 En outre, les séismes ont entraîné des dépenses exceptionnelles pour l'État turc, auxquelles celui-ci a eu du mal à faire face. Le ministère turc des Finances a estimé ces dépenses occasionnées par les séismes de 1999 à 611 trillions de LT en 1999 et 258 trillions pour les trois premiers mois de 2000, soit environ 750 millions de FF (cf. *Cumhuriyet*, 27/5/2000, p. 10).
- 21 Ces charges extraordinaires ont justifié l'adoption d'un « impôt spécial séisme », en fait une série d'impôts et de taxations supplémentaires, par la loi n° 4481 (*Deprem Vergisi Kanunu*, dont l'annonce, à la fin novembre 1999, a soulevé un tollé dans l'opinion publique et surtout dans les milieux d'affaires, dans la mesure où ceux-ci s'estimaient mis à contribution de manière excessive. Cet impôt spécial a permis de récolter 1,2 milliards de FF en 1999, et 25 milliards de FF au cours des huit premiers mois de l'année 2000 (33 au total sont escomptés pour l'ensemble de l'année)²⁸. De même, pour l'année 2001, selon le gouvernement, ces impôts « exceptionnels » devraient encore rapporter 14 milliards de FF. L'essentiel provient de l'impôt sur les taux de crédit (*faiz vergisi*, cf. tab.5). Présentés comme exceptionnels, ces impôts ont été en fait prorogés jusqu'à la fin de l'année 2002, au grand mécontentement de l'opinion (cf. « Deprem vergileri 2002 sonuna uzatıldı », *Cumhuriyet*, 18/11/2000, p. 12). L'Union des Chambres d'Ingénieurs et d'Architectes de Turquie a fait même part à plusieurs reprises de son souci de savoir précisément à quoi étaient employées ces recettes exceptionnelles²⁹... Leur affectation demeure encore mal connue.
- 22 D'autre part, si les départements les plus frappés par les séismes ont été exemptés de ces impôts exceptionnels, d'autres territoires, aussi frappés (comme l'arrondissement d'Avçılar, à İstanbul), réclament de semblables mesures d'exemption.

Tableau 5 : Les recettes des impôts supplémentaires pour les huit premiers mois de l'année 2000

Types d'impôt	Recettes obtenues (en LT)
Impôt sur les taux	1 quadrillion 454 trillions 827 milliards
Impôt spécial sur les télécommunications (téléphone portable)	236 trillions 500 milliards
Impôt spécial sur certaines opérations (sur les jeux entre autres)	135 trillions 950 milliards
Impôt supplémentaire sur les sociétés	135 trillions 804 milliards
Impôt supplémentaire sur le revenu	68 trillions 968 milliards
Impôt sur les véhicules motorisés	62 trillions 524 milliards
Impôt supplémentaire sur le foncier/immobilier	60 trillions 380 milliards

Source : *Cumhuriyet*, 22/9/2000, p. 8.

- 23 Pour autant, la production industrielle *nationale* -tout au moins l'officielle...- n'a pas été affectée de manière homogène, comme l'exprime le tableau suivant (tab. 6). Si le

secteur pétrolier a souffert en premier lieu (et directement, à İzmit), les industries manufacturières à proprement parler ont même été comme « stimulées » par les séismes, la demande s'étant accrue pour les besoins de la reconstruction, et sous le coup de l'afflux d'aides financières. En d'autres termes, les mois qui ont précédé les séismes ont été beaucoup plus difficiles pour l'industrie turque que ceux qui les ont suivis. En conséquence, il faut se garder de tirer des conséquences trop générales et être attentifs aux effets parfois « catalyseurs » des séismes, à l'échelle nationale bien entendu. Cette prudence justifie le titre (apparemment paradoxal et optimiste) d'un article reprenant les termes d'un rapport de l'Organisation d'État de la Planification (DPT) : « Contribution du séisme à la croissance »³⁰.

Tableau 6 : Les conséquences ambivalentes des séismes sur la production industrielle (Index mensuels de production industrielle*)

	Mai 1999	Mai 2000	Janvier-mai 1999	Janvier-mai mai 2000
Ensemble de l'industrie	-3,8	2,8	-5,6	3,6
Secteur manufacturier	-4,8	3	-6,6	3,3
Alimentation	4	4,3	-2,2	1,9
Textile	-8,3	9,1	-13,8	12,6
Habillement	-6,8	19,1	-13,2	18,7
Produits pétroliers	5	-25,7	10,8	-25,7
Matières chimiques	-8,7	-8	-6,6	-1,9
Métaux principaux	-1,5	7,4	-8,1	11,8
Machines	-24,7	11,9	-9,5	14,4
et outils				
Moyens de transport	-26,9	57,6	-37,5	54,1
Secteur minier	-2	-5,2	-7,6	-2,9
Eau, gaz et électricité	6,1	4,8	4,5	9,2
Industrie sans le secteur pétrolier	-5,2	6,9	-8,1	7,8

* Les pourcentages représentent la part de chaque mois (ou ensemble de mois) dans la valeur de la production industrielle de l'année. Source : *Sabah*, 12/2/2000, p. 13.

1. L'aide privée et l'aide internationale abondamment mobilisées

- 24 Néanmoins, on peut souligner l'importance de l'aide privée et extérieure pour la EJT2014-09-18T11:13:00EJT2014-09-18T11:13:00reconstruction de la Turquie ébranlée. Les dons privés nationaux ou internationaux ont été estimés à 18 millions de FF et les

crédits accordés dans le cadre de l'aide internationale à 3,7 milliards de dollars (cf. *Cumhuriyet*, 27/5/2000, p. 10). En février 2000, par exemple, la Turquie a signé un accord avec le Fonds Européen d'Investissement, au terme duquel ce dernier octroyait un crédit à taux très avantageux d'un montant de 450 millions d'Euros, en vue de la rénovation des infrastructures municipales, des réseaux routiers et ferrés, ainsi que de la réhabilitation des logements (cf. « Deprem kredisi geldi », *Cumhuriyet*, 10/2/2000, p. 13).

- 25 En ce qui concerne l'aide des entreprises privées, nationales ou non, celle-ci relève véritablement du sponsoring, parfois proche de la publicité. Ainsi, a été dernièrement inauguré à Düzce le chantier d'une école primaire financée par la firme allemande Hoechst Marion Roussel, dont le projet architectural a été élaboré par le ministère des Travaux publics turcs.
- 26 Au chapitre de l'aide et de la solidarité internationales, on peut citer le don de 17 milliards de Livres Turques aux victimes du séisme de Düzce fait par les 12 000 employés de la société grecque de transport maritime ANEK qui convoie nombre d'émigrés turcs entre l'Italie et la Grèce.

2. Comme toujours, des profiteurs à foison

- 27 La menace sismique a suscité la prolifération de profiteurs qui spéculent à la fois sur les opportunités apparues, la détresse des uns et la peur des autres. Le salon « Turquie-Sécurité- 2000 », qui s'est tenu en avril 2000 à İstanbul a fourni l'occasion à ces opportunistes de promouvoir les produits « anti-séisme » les plus incroyables : parmi ceux-ci on a noté le lit antitreblement de terre, tout en acier trempé, qui permet de se protéger de la chute d'une masse de 400 tonnes (cf. « Deprem yatağı tanıtıldı », *Cumhuriyet*, 7/4/2000, p. 3). Dans une certaine mesure, on peut ranger au nombre de ces profiteurs les sociétés de construction de préfabriqués ou de logements en dur qui se sont vues attribuer des marchés publics assez juteux, ou bien encore les sociétés expertes dans l'analyse de la résistance des bâtiments aux séismes. Certains universitaires monnaient chèrement leur signature sur des « certificats de solidité » du sous-sol exhibés maintenant systématiquement par les promoteurs immobiliers d'opérations de standing.
- 28 De même, les sociétés commercialisant des appareils censés prévenir l'arrivée d'un séisme, cinq secondes avant, font florès. Ainsi la société canadienne QuakeAlert fait-elle une abondante publicité, par voie de presse, pour ses produits, en faisant valoir que ceux-ci avaient « vu venir » le séisme du 7 juillet 2000.

NOTES

14. Cf. «İstanbul'da Marmara depremi zirvesi», *Yeni Gündem*, 15/01/2001, p. 12.

15. Voir les conclusions sans concession de la «Grande assemblée de la ville d'İzmit» consacrée aux questions environnementales en janvier 2001 ; cf. *Cumhuriyet*, 3/01/2001, p. 3.

16. Cf. *Cumhuriyet*, 18/01/2001, p. 9.
17. Qui a coûté la vie à un ouvrier ; cf. *Radikal*, 13/10/2000, p. 7.
18. “Gölcük’te ikinci deprem” (Second séisme à Gölcük), *Radikal*, 30/07/2000, p. 5.
19. Cf. *Radikal*, 10/1/2001, p. 10.
20. Cf. *Radikal*, 10/1/2001, p. 10.
21. D’après une étude faite par la faculté d’économie de l’Université d’İstanbul en juillet 2000.
22. Cf. *Cumhuriyet*, 16/8/2000, p. 13 (“Her 5 depremeden biri işsiz”).
23. Cf. *Finansal Forum*, İstanbul, 8/10/2000, p. 4.
24. Cf. *Finansal Forum*, İstanbul, 19/10/2000, p. 13.
25. Cf. *Finansal Forum*, İstanbul, 30/10/2000, p. 5.
26. Cf. “Depremi ekonomik kaybı”, *Cumhuriyet*, 15/5/2000, p. 13.
27. “Ekonomide 1998 düzeyi 2001’de bile yakalanamıyor”, *Cumhuriyet*, 24/10/2000, p. 13.
28. Cf. “Deprem vergisi bütçeye yaradı”, *Cumhuriyet*, 22/9/2000, p. 8. Autre estimation : selon un responsable de l’Union des Chambres d’ingénieurs et d’architectes turcs, 3,5 milliards de dollars avaient été récupérés au nom du tremblement de terre entre août 1999 et fin novembre 2000 ; cf. *Cumhuriyet*, 18/11/2000, p. 9.
29. Cf. “TMMOB : paralar nerede?”, *Radikal*, 15/10/2000.
30. Cf. *Forum*, Kasım 1999, pp. 14-15.

III. Les politiques toujours mis en cause : une plus grande vigilance et des mesures préventives balbutiantes

A. Le « rapport sur le séisme » de la « Commission de Recherche sur le Séisme » de l'Assemblée Nationale de Turquie.

- 1 Remis à la fin décembre 1999 par le président de la Commission, A. Mutman, ce rapport de 77 pages s'emploie à faire un bilan des séismes, surtout du point de vue des manquements criants des services de l'État (entendu au sens large) et de l'administration locale. Les fautes des autorités locales y sont dénoncées, comme celles consistant à faire des remblaiements sur la mer dans des secteurs notoirement exposés aux risques sismiques, de même que l'incurie du Croissant Rouge (cf. « Deprem raporu raflarda kalmasın », *Özgür Bakış*, 24/12/1999, p. 4). Au chapitre des propositions figurent, de manière un peu désordonnée, la création d'un « Conseil de la recherche sur les séismes », le renoncement aux amnisties sur la construction illégale, une directive sur le système de contrôle des bâtiments, l'instauration d'une assurance séisme, le soutien aux organisations civiles de secours, la libération des fonds de « Défense civile et des catastrophes », l'interdiction de l'autorisation de construire sur des terrains dont le sous-sol n'a pas été l'objet d'une étude préalable et le transfert de toutes les installations industrielles sensibles vers des zones moins exposées.
- 2 Près d'un an après la remise de ce rapport, on ne peut pas dire que ces propositions ont été suivies de réalisations convaincantes, ni, de ce fait, que les manquements soulignés ont été comblés. À vrai dire, le sujet du séisme ne fait même plus partie des préoccupations principales de l'Assemblée, si ce n'est à titre d'alibi pour justifier des mesures fiscales sévères, au grand dam des *depremzede* qui déplorent cette rapide relégation.

- 3 De même, les procès intentés par des familles de victimes contre l'État piétinent, signe d'un refus obstiné de la part des instances dirigeantes d'assumer ouvertement leur part de responsabilité dans l'ampleur des dégâts³¹.

B. Pas de véritable plan de préparation aux catastrophes ni d'instance de « gestion des catastrophes »

1. Quel « système de réaction précoce » ? Des méthodes et instruments de prévention fiables ?

- 4 Depuis août 1999, les manquements de l'État en matière de prévention contre les tremblements de terre sont périodiquement dénoncés, et l'urgence d'une instance centralisant l'information instamment soulignée. Selon le professeur Attila Uluğ, enseignant à l'Institut des sciences de la terre de l'Université du 9 Septembre d'Izmir, l'État n'a tenu aucun compte des avertissements de la communauté scientifique relatifs à l'imminence d'une catastrophe. Par exemple, les conclusions du projet « prévention du séisme d'Adapazarı », mené en collaboration avec des Allemands depuis 1984, auraient dû alerter les autorités et les conduire à prendre les mesures qui s'imposaient (« Deprem konusunda devlete suçlama », *Cumhuriyet*, 28/3/2000, p. 9).
- 5 Pour éviter l'effet de choc absolu, la désorganisation et la panique qui ont suivi les séismes de 1999, l'urgence est de mettre en place un système de réaction ultra-rapide aux séismes, qui permette en cas de secousse de prendre les mesures nécessaires et d'anticiper les premiers secours, en mettant en alerte tous les acteurs concernés (cf. « Erken uyarı ihale aşamasında », *Cumhuriyet Dergisi*, 9/4/2000, n° 733, p. 10-12).
- 6 Ce système suppose l'installation d'un réseau dense d'appareils d'enregistrement des secousses sismiques, dûment reliés à des centres de traitement des données : 140 de ces appareils devraient être installés rapidement dans le département d'Istanbul (il en existe déjà 25 autour de la mer de Marmara et 60 ailleurs sur le territoire turc, ce qui semble très insuffisant). Ce système fait la différence entre les types d'onde sismique (ondes P et S) et met en branle le dispositif de sécurité dès la réception des ondes P de large amplitude, qui sont en quelque sorte les ondes qui inaugurent l'événement sismique (et « signent » son intensité et sa localisation futures). Le système permettra de bloquer le métro et les vannes de gaz de ville, par exemple, avant que les ondes S ne commencent à se propager.
- 7 Il y a mieux : une des principales obsessions et un des principaux sujets de débats sont la mise au point de méthodes permettant d'anticiper de tels événements catastrophiques afin de pouvoir lancer un plan d'urgence à temps. Déjà, certains scientifiques ou inventeurs prétendent être en possession d'instruments ou de méthodes pouvant donner l'alerte au moins deux heures avant les séismes. Mi-juillet 2000, le professeur Ahmet Ercan, président de la Chambre des ingénieurs en géophysique, déclarait que les séismes pouvaient désormais être approximativement anticipés, de trois mois à une minute avant l'événement (cf. « Deprem tahmin edilebilir », *Cumhuriyet*, 13/7/2000, p. 4). Toujours selon ce professeur, un séisme très violent peut être prévu plusieurs années à l'avance. Dans ces conditions de connaissance, une politique de prévention et de réaction rapide devrait pouvoir être définie.

- 8 Au mois de juillet 2000, une polémique a d'ailleurs éclaté à propos de l'existence d'un appareil qui aurait prévu le séisme d'une intensité de 4,2 qui a secoué les îles (Adalar) (cf. « Deprem cihazı tartışması », *Yeni Gündem*, 17/7/2000, p. 3). De fait, l'adjoint du préfet d'Istanbul et le président du « Centre de gestion des catastrophes » (*Afet Yönetim Merkezi*) du département se sont plaints des propos tenus par le conseiller principal au séisme Vekif Alp qui a prétendu avoir été alerté de l'imminence d'un tel événement, sans avoir averti les autorités locales.
- 9 Par ailleurs, pour l'acheminement rapide des secours en cas de catastrophe... aucune mesure n'a été prise, si ce n'est la décision de mettre en place dans le centre d'Istanbul des « itinéraires rouges », « à la parisienne », le long desquels il est interdit de stationner. L'application de cette seule mesure reste peu convaincante, eu égard à la persistance de comportements peu civiques de la part des automobilistes. Ceux-ci continuent à se garer n'importe où, au risque d'obstruer les itinéraires par lesquels sont censés passer les secours.

2. La mise en place d'un « Conseil national des séismes » en juin 2000

- 10 Le « Conseil national des séismes » (*Deprem Ulusal Konseyi*) instauré en juin 2000 pour que l'État n'ait qu'un seul interlocuteur du côté des experts-scientifiques et pour faire cesser le concert de voix divergentes ne fait pas l'unanimité dans la communauté scientifique : Ahmet Işıkara n'en fait pas partie³². La composition de cette instance est ainsi contestée et son institution n'empêche pas des voix discordantes de se faire encore entendre. Ainsi, le président de cette institution, Tuğrul Tankut, a fait savoir de manière quelque peu cassante que les premiers résultats des recherches menées en collaboration avec l'IFREMER n'apportaient rien de nouveau, révélant par-là les rivalités qui semblent l'opposer aux partenaires turcs de l'équipe française³³. En d'autres termes, l'instauration de ce Conseil national n'a pas mis fin aux querelles internes à la communauté scientifique. Il traduit néanmoins une volonté étatique de prendre en mains les problèmes. Son président actuel est enseignant à l'Université technique du Moyen-Orient (Ankara) et président-adjoint du « CNRS » turc, le TÜBİTAK ; le président-adjoint est le professeur A. Barka. Signalons que ce dernier, d'ailleurs, estime souhaitable la création d'un ministère du Séisme³⁴, idée qui ne fait pas l'unanimité parmi ses collègues.

3. Le projet d'un « centre de gestion des catastrophes » au niveau national ?

- 11 D'après Murat Balamir de l'Université technique du Moyen-Orient à Ankara, le rôle du centre de gestion des catastrophes qu'il appelle de ses vœux est -en amont de celles-ci- de mieux cerner et identifier les risques, et de prendre des mesures pour éviter si possible ces catastrophes ou, à défaut, pour en limiter les effets dévastateurs. Pour mieux maîtriser les risques, un travail de cartographie et de planification stricte des nouveaux établissements -à éloigner des sources de risques- doit être systématiquement mené.

4. L'action de la préfecture d'Istanbul, de la mairie métropolitaine d'Istanbul et des mairies d'arrondissement

- 12 À Istanbul, la menace sismique semble désormais avoir été prise au sérieux par les autorités départementales. Le « Centre de gestion des catastrophes » (*Istanbul Valiliği*

Afet Yönetim Merkezi) de la préfecture a vu ses moyens consolidés et dispose désormais d'un plan applicable en cas de séisme³⁵. Ce plan, rendu public à la fin du mois de novembre 1999, comprend : le renforcement des équipes de sauvetage à l'échelle de chaque arrondissement, la constitution d'équipes de sauvetage dans les lieux de travail d'une certaine importance, l'obligation d'acheter un générateur pour les immeubles de plus de 7 appartements, l'aménagement de terrains pour l'organisation des secours, l'amélioration du système de télécommunication d'urgence (à l'iridium 81), le renforcement au moyen d'acier des bâtiments d'école, la mise en place d'un bateau-hôpital et la mise au point d'un plan de circulation maritime en cas de séisme. Pour réaliser ce plan, le préfet estime avoir besoin d'au moins 6,5 milliards de dollars³⁶.

- 13 À ce jour, chaque arrondissement, sur instruction du préfet, vient d'être doté de son propre « centre de gestion de la crise » et 249 terrains pour les premiers secours et l'installation de tentes ont été définis et réservés. Ces « centres de gestion des catastrophes », édifiés dans la précipitation, sont situés au milieu de terrains vagues destinés au déploiement des secours. En conséquence, les « maires » de quartier (*muhtar*) se sont vu confier une tâche importante pour l'organisation préventive des secours à l'échelle locale. Chaque quartier est donc en voie d'être doté d'un terrain aménagé, et dûment équipé, réservé à l'organisation des secours en cas de catastrophe. Dans les secteurs les plus denses et mal urbanisés de l'aire urbaine, les *muhtar* ont du mal à trouver l'espace nécessaire.
- 14 Plus concrètement, toujours à l'initiative de la préfecture (et de la direction de la Défense civile), des exercices et entraînements sont organisés dans les écoles pour apprendre aux enfants les gestes d'urgence à avoir en cas de séisme. Tout ceci participe du travail de familiarisation de la population aux risques sismiques. En outre, une radio, « Afet Radyo », a même été spécialement créée en janvier 2000³⁷ par la préfecture pour diffuser les informations nécessaires et instructions en cas de problème (cf. « İstanbul hazırlanıyor », *Özgür Bakış*, 18/1/2000, p. 4). Enfin, un « Conseil central d'administration des catastrophes d'İstanbul³⁸ » a été institué début janvier 2000 par le préfet, qui s'est réuni pour la première fois le 6 janvier 2000. Ce conseil visant à coordonner les efforts comprend des autorités militaires, des responsables de la Sécurité, des universitaires et des représentants de la mairie métropolitaine. On peut ajouter que certaines associations -comme l'« association de la paix avec la nature »- ont été conviées par le préfet à s'associer à l'action de prévention et de secours. Pour autant, l'action de la préfecture demeure l'objet de critiques ; ainsi, un universitaire au cours d'un « panel » organisé par la mairie métropolitaine en août 2000 a-t-il fait savoir que ce n'est pas en achetant des « sacs à cadavre » (*ceset torbaları*) que l'on se prépare sérieusement à de nouveaux tremblements de terre³⁹ ; façon lapidaire de qualifier une action considérée comme trop empreinte de fatalisme.
- 15 La mairie métropolitaine (*İstanbul Büyükşehir Belediyesi*) n'est pas en reste. Dotée de sa propre cellule « crise sismique », elle s'efforce de mener un travail d'identification des dégâts subis et des risques potentiels, d'une part, et de formation de secours de première urgence, d'autre part ; sans oublier l'action de sensibilisation et d'information de la population. En outre, elle a créé cinq « stations d'intervention d'urgence » équipées chacune du nécessaire en cas de catastrophe. Elle prétend aussi avoir une politique de prévention, grâce à la mise en place d'un réseau local de huit « points d'enregistrement » des mouvements sismiques. La mairie métropolitaine, qui a renforcé sa « Direction de l'analyse du sous-sol et du séisme »⁴⁰, a d'autre part fait un

inventaire de l'état du bâti, en contrôlant plus de 700 000 bâtiments. De leur côté, et en coordination avec la mairie centrale et la préfecture, les mairies d'arrondissement (*ilçe belediyeleri*), ont été chargées de conduire un travail d'analyse et de cartographie de leur sous-sol⁴¹. À cet égard, on redécouvre un peu tard la cartographie sismique faite en 1948, qui montrait déjà très clairement les zones les plus exposées, urbanisées sans vergogne depuis⁴². Ces études à l'échelle des arrondissements se font en partenariat avec les milieux universitaires, sur la base de conventions maintenant largement systématisées⁴³.

- 16 Une collaboration entre la mairie métropolitaine, la direction générale des pompiers d'Istanbul et la préfecture (plus précisément la direction de la Sécurité civile de celle-ci), qui mérite d'être soulignée, a même été initiée, avec l'instauration en octobre 1999 d'une équipe commune d'« aide d'urgence séisme-catastrophe », comprenant 250 membres dûment formés au départ (et 500 à l'avenir). Au total, l'action de la mairie métropolitaine paraît se concentrer sur la prévention, dans un esprit de médiation et de coordination ; et les initiatives en matière d'aide aux victimes du séisme, que prenaient la « Coordination du centre du séisme » (*Deprem Masası Koordinatörlüğü*) viennent d'être transférées à une fondation spécifique (financièrement liée à la mairie), la Fondation d'Istanbul.
- 17 Enfin, l'administration du cadastre de la région d'Istanbul (*Istanbul Tapu ve Kadastro Genel Müdürlüğü*) a entrepris la constitution d'un remarquable Système d'Information Géographique qui permet de visualiser, à l'échelle de la parcelle, la résistance du sol et du sous-sol aux secousses sismiques (voir le site internet : www.mulkiyet.gov.tr). Cette même direction du cadastre est en passe de publier son projet de « restructuration urgente » de la région de Marmara⁴⁴.
- 18 Dans cette véritable mobilisation générale, le secteur privé n'est pas en reste. Il est associé à nombre des initiatives de la sphère publique et prend aussi des initiatives propres. La société d'assurance Ak-Sigorta, par exemple, a installé un simulateur de séisme dans son bâtiment de Fındıklı (arrondissement de Beyoğlu), où elle reçoit des jeunes afin de les initier aux gestes d'urgence en cas de secousse.

5. La réorganisation du système de la Défense civile et du Croissant Rouge turc

- 19 La Défense civile turque au moment des séismes de 1999 a brillé par son impuissance et ses moyens dérisoires. Depuis ce traumatisme, un effort de restructuration est perceptible, qui se traduit par l'octroi de moyens supplémentaires importants et par une politique de formation des volontaires concernés, souvent orchestrée par des spécialistes étrangers.
- 20 La crise du Croissant Rouge (*Kızılay*) turc, très sévèrement mis en cause pour son inefficacité au cours des séismes, n'est pas terminée. Après les démissions successives de plusieurs de ses présidents, une tentative de restructuration a été entreprise dont on ne peut pas dire qu'elle ait encore abouti. Cette entreprise de réorganisation du Croissant Rouge se fait d'ailleurs en collaboration avec la Fédération Internationale des Croix et Croissants Rouges. À l'occasion du deuxième séisme meurtrier, les efforts du Croissant Rouge dans le sens de plus de transparence de fonctionnement et de plus d'efficacité ont cependant été notables (cf. « Kızılay Başkanı, eksiklerin giderildiğini söyledi », *Cumhuriyet*, p. 3). Quoi qu'il en soit, malgré les efforts de sauvetage, la crédibilité de l'institution paraît sévèrement ébranlée et érodée. En mars 2001, la crise

n'était pas terminée puisque le 10 mars s'est tenue, sans l'accord du président officiel, une « Assemblée générale exceptionnelle » qui a procédé à l'élection d'un nouveau président, reconnu seulement par une partie des composantes de la Fédération. L'affaire semble donc plutôt s'envenimer, avec la dualité actuelle du pouvoir⁴⁵.

- 21 Quant à l'Association de volontaires « AKUT », dont la notoriété est à présent immense, elle s'est parallèlement quasi officialisée. Ayant connu un afflux de volontaires⁴⁶, reconnue et encouragée par l'État, elle compte désormais au rang des intervenants et des interlocuteurs principaux en cas de catastrophe.

6. Des mesures symboliques de promotion administrative

- 22 La promotion de Düzce, jusque-là simple arrondissement de Bolu, au rang de département (il) à la suite du séisme du 12 novembre 2000 fait partie des mesures symboliques, prises au Conseil des ministres du 3/12/1999. Comme si le traumatisme du tremblement de terre donnait à Düzce le droit de voir se réaliser de vieux vœux. Par la même décision, Kaynaşlı et Derince étaient faits « arrondissement » (*ilçe*) (cf. « Düzce ve Kaynaşlı'ya moral », *Zaman*, 4/12/1999, p. 10). Derince, commune du département d'Izmit -bien que plus peuplée que cinq départements turcs existants- n'a pas pu être directement hissée au statut de département (cf. « Derince ilçe kalsın », *Özgür Bakış*, 15/12/2000, p. 4). Elle a simplement été promue au rang d'arrondissement. Pour le maire de Derince en effet, cette promotion ne changera pas grand-chose aux difficultés auxquelles la ville doit faire face, après la destruction de 5000 bâtiments et la mort de 1300 personnes.

C. Une collaboration internationale difficile à mettre en place

- 23 Pour prévenir les séismes, le recours à l'aide internationale ou à la collaboration transfrontalière apparaît de plus en plus nécessaire. En effet, un échange d'expériences et d'informations sur des phénomènes sans frontière, et avec des pays confrontés à des menaces équivalentes, semble relever du bon sens, voire de l'urgence. Les partenaires privilégiés sont les Japonais, les Américains, les Italiens et les Français.
- 24 Mais la façon dont la presse rapporte et répercute les informations fournies par ces partenaires étrangers ne contribue pas à calmer l'atmosphère. Ainsi, en juillet 2000, des informations venant des États-Unis faisaient état d'un rétrécissement ou d'une compression d'un segment de faille entre Silivri et Sarayburnu, phénomène trop vite interprété en Turquie comme le signe avant-coureur d'un nouveau séisme (cf. « Deprem ihbarı ABD'den », *Cumhuriyet*, 16/7/2000, p. 3 et « Deprem belirtisi yok. Ankara net açıklama yapsın », *Cumhuriyet*, 16/7/2000, p. 3). Néanmoins, le voyage de M. Işıkara aux États-Unis en septembre 2000 avait pour but de permettre un échange d'expériences avec des institutions comme le « Comité de prévention et d'estimation des séismes » de Californie et « l'Agence de gestion des situations de crise » de Washington. De même, l'Université technique du Moyen-Orient d'Ankara (ODTÜ) a récemment pris place dans un « réseau global d'information sur les catastrophes » (GDIN en anglais), qui devrait effectivement voir le jour en mars 2001.
- 25 Parallèlement, une collaboration tend à se mettre en place avec des voisins comme la Bulgarie, la Roumanie, la Grèce ou la Russie. Celle-ci suppose que soient dépassées certaines vieilles méfiances et appréhensions. À cet égard, le dossier sismique peut

jouer comme un moteur d'un rapprochement entre la Turquie et ses voisins et permettre d'en finir avec certains préjugés.

D. Une communauté scientifique encore très divisée et agitée par de houleux débats

1. Vers une plus grande maturité des débats médiatico-scientifiques ?

- 26 Une grande prudence politique et scientifique s'impose pour éviter tout charlatanisme ou tout émoi de la population. En effet, celle-ci est encline à interpréter les moindres indices comme des signes avant-coureurs de catastrophe. Qu'il s'agisse de la couleur changeante des eaux du lac de Küçükçekmece, du comportement des animaux ou de la température des eaux de la mer de Marmara, tous ces indices sont l'objet de commentaires alarmistes sans aucun fondement scientifique, largement diffusés par la presse écrite ou la télévision, malgré tous les démentis des scientifiques et des politiques (cf. « Deprem belirtisi yok. Ankara net açıklama yapsın », *Cumhuriyet*, 16/7/2000, p. 3).
- 27 Parallèlement, les polémiques entre scientifiques vont encore bon train, comme celle sur la manière dont le segment nord de la Faille Nord Anatolienne, dans sa portion marmaréenne, va se casser, qui oppose Aykut Barka de İTÜ à Erdeniz Özel de l'Institut des technologies et des sciences de la mer de l'Université « Dokuz Eylül » d'Izmir (cf. « Fay tek parça kırılmayacak », *Cumhuriyet*, 2/4/2000, p. 3). De même, une polémique a opposé en mars 2000 X. Le Pichon à deux universitaires turcs -le professeur Aral Okay, de l'Institut eurasiatique des Sciences de la Terre et Naci Görür, le doyen de la faculté de minéralogie de İTÜ- au sujet de la conformation du système de failles à l'est de la mer de Marmara. Pour ces derniers, qui s'appuient sur les relevés échographiques faits par le bateau « Sismik 1 » du MTA, la faille serait divisée en trois parties -faille nord, faille sud et faille d'Armutlu- et non pas d'un seul tenant (cf. « Aktif üç fay bulunuyor » ve « Tek parça ve 7,6'dan büyük deprem », *Cumhuriyet*, 28/3/2000, p. 9). C'est aussi l'avis de l'ingénieur en géologie Nihal Atuk, conseiller spécial de l'« Organisation Étatique du Plan » (DPT), pour qui la faille du nord de la mer de Marmara ne peut produire un tremblement de terre d'une intensité de plus de 5 degrés sur l'échelle de Richter...(cf. « Evi sağlam olan rahat etsin », *Radikal*, 10/1/2000, p. 2)⁴⁷. Mais les recherches sous-marines faites en mer de Marmara par le « Partenariat Anonyme des Pétroles de Turquie » (TPAO) sont jugées très lacunaires par certains scientifiques. Face à ces affirmations discordantes et à ces incertitudes, il est donc préférable d'attendre que des recherches plus approfondies soient conduites.
- 28 Dans tous les cas, la menace sismique a eu pour conséquence indirecte de faire émerger un débat assez neuf en Turquie sur les relations entre scientifiques et pouvoir politique, comme entre scientifiques et presse. À cet égard, le professeur Ahmet Işıkara s'est distingué par des positions tranchées en affirmant que personne n'était en droit de le censurer en tant que scientifique et que l'essentiel résidait moins dans la prévision des séismes que dans la nécessité de prendre des dispositions pour en limiter les effets destructeurs (cf. « Beni kimse sansürleyemez », *Cumhuriyet*, 28/3/2000, p. 9).

2. Des progrès néanmoins très rapides dans la connaissance des systèmes de failles en Turquie

- 29 Les deux séismes meurtriers de 1999 ont entraîné un formidable développement de la connaissance des failles anatoliennes, marmaréennes et thraciennes, fruit à la fois d'une accélération des recherches internes à la Turquie, stimulée par les nouveaux moyens dévolus dans l'urgence et de collaborations internationales renforcées ou initiées. Un saut qualitatif semble s'être produit -que traduit le nombre croissant d'articles scientifiques publiés sur la question-, qui permet désormais de mieux cerner les menaces (cf. « Marmara Bölgesi'nde deprem riski », *Cumhuriyet Bilim Teknik*, n° 681, pp. 20-21). Le comportement des failles est de mieux en mieux connu, par exemple le mouvement de 2 cm par an du segment de la faille anatolienne en mer de Marmara ; ce qui devrait permettre de mieux anticiper les futures cassures.
- 30 Pour autant, les recherches doivent continuer en mer de Marmara, sans que les partenaires étrangers ne soient encore précisément connus : OTAN, France, États-Unis, Japon... L'incertitude a longtemps prévalu et les démentis sont allés bon train (cf. « Faylar sismografla belirlenecek », *Cumhuriyet*, 30/12/1999, p. 7). Le 13 septembre 2000 finalement, l'arrivée d'un bateau français de l'IFREMER en mer de Marmara -le Suroît- était annoncée, chargé d'observer les failles sous-marines afin de tester l'hypothèse de la faille unique de X. Le Pichon (Cf. « Marmara fayları incelemeye alındı », *Cumhuriyet*, 13/9/2000, p. 1 et « Faylar gözlem altında », *Cumhuriyet*, 13/9/2000, p. 3). Lancé le 13 septembre 2000 -dans le cadre d'une collaboration Tübitak, IFREMER et İTÜ-, le bateau de prospection a travaillé jusqu'au 4 octobre avec échographe et sonar, et permis d'élaborer une cartographie fine des failles au fond de la mer de Marmara. Dès le 24 septembre 2000, la presse turque donnait les premiers résultats de ces recherches bathymétriques, sur un mode plutôt rassurant, une carte simplifiée de la géométrie de ces failles sous-marines, à l'appui. En effet, selon X. Le Pichon, il y a bien une seule « région de failles » (un unique système), divisé en deux segments principaux, qui peuvent, simultanément ou en décalage, se briser en raison des tensions qui s'y accumulent. Mais le fait que la faille passe dans la mer et non pas sur les terres implique déjà que les séismes qui auront inévitablement lieu en mer de Marmara -eu égard à l'accumulation d'énergie qui se produit à plusieurs niveaux du tracé de la Faille Nord Anatolienne (FNA) toujours en mouvement- auront des conséquences moins destructrices que ceux survenus sur le tracé « terrestre » de la FNA (comme à İzmit).
- 31 L'accroissement des moyens désormais dévolus par l'État aux recherches sismiques contribue bien sûr largement à ces progrès, comme en témoigne le transfert de l'observatoire sismique militaire de Belbaşı -qui travaille en coordination avec l'OTAN- à l'Observatoire de Kandilli, opéré en février 2000 (cf. « Kandilli'ye yeni istasyon », *Radikal*, 8/2/2000, p. 4).
- 32 Par ailleurs, on peut signaler que l'émergence de nouveaux « métiers du séisme », dans les collectivités locales, dans les ministères ou dans des sociétés privées, a eu pour effet de stimuler les études de géologie en Turquie, jusque-là boudées par les étudiants. Sous l'effet des événements et de la demande, la revalorisation de cette formation a été immédiate.

E. La difficile imposition d'une assurance-séisme obligatoire

- 33 Le slogan officiel est « plus de maison sans assurance en septembre » (2000) : belles intentions. Théoriquement, d'après le décret-loi n° 587, une assurance séisme obligatoire (*Zorunlu Deprem Sigortası*) devait entrer en vigueur au début du mois de septembre 2000⁴⁸. Chaque propriétaire privé d'un logement, bureau ou local commercial *en milieu urbain* devrait donc être soumis à cette assurance et verser annuellement de 10 à 20 millions de Livres Turques en moyenne pour alimenter ce fonds (cf. Balamir, 2000). Le montant de la prime à payer sera déterminé en fonction de la superficie, de la qualité et de la classe du bâti, des caractéristiques de la parcelle, des types d'utilisation, et des risques sismiques locaux (plus les risques sont grands, plus le montant sera élevé). Pour ce, la Turquie a été subdivisée par des sismologues de Kandilli en 5 sous-ensembles, des zones à faible risque aux zones les plus exposées (dites « birinci derece riskli »). Au total, 11 millions de logements devraient être assurés avant le 27/3/2001, sachant qu'à la fin du mois d'octobre 2000 seulement 8 % de ce stock étaient déjà assurés. En janvier 2001, le très faible pourcentage de logements effectivement assurés -surtout dans les zones touchées en 1999- ne manquait pas d'inquiéter l'État, sachant que la date limite pour souscrire cette assurance obligatoire avait été fixée au 27 mars 2001⁴⁹.

Tableau 7 : L'assurance obligatoire sur le séisme : état des souscriptions au début janvier 2001

Département	Nombre de polices d'assurance vendues
İstanbul	57 817
Ankara	10 747
İzmir	8 729
Bursa	3 984
Muğla	3 113

Source : *Hürriyet*, 8/01/2001, p. 10.

- 34 Sur le million de polices d'assurance escompté, début janvier 2001, moins de 130 000 avaient été délivrées, malgré les amendes prévues en cas de non-souscription. À Yalova, seulement 800 propriétaires avaient souscrit une assurance et à Kocaeli, seulement 2 311.
- 35 Les actes de propriété ne devraient pas être délivrés à des propriétaires n'ayant pas souscrit à l'assurance. La gestion de ce fonds sera du ressort de l'« Institution des assurances contre les catastrophes naturelles » (*Doğal Afet Sigortaları Kurumu*), liée au Trésor turc. Selon M. Balamir, un des principaux défauts de ce système tient au fait que les bâtiments illégaux, ceux dont la vulnérabilité au séisme est justement la plus grande, échapperont à cette assurance. Par conséquent, la mise en place de celle-ci pourrait avoir pour effet pervers de stimuler encore la « construction illégale » (*kaçak yapılaşma*), tout en lésant les « honnêtes gens ». En outre, toujours selon cet universitaire, le risque est grand de voir se constituer une nouvelle bureaucratie gérant

ce fonds, dans une logique purement financière et spéculative, loin des objectifs premiers pour lesquels il a été créé.

F. La « société civile » en question et en recomposition, face à l'État ?

- 36 Si l'on a abondamment et à satiété parlé de réveil de la « société civile⁵⁰ » turque à l'occasion des séismes, plus d'un an après, le jugement doit être encore nuancé (cf. Doğan, 2000). Incontestablement, on remarque que des initiatives remarquables ont été prises à l'échelle locale, sous la forme d'associations ou de fondations. Celles-ci ont indéniablement gagné en visibilité et en crédibilité, à tel point que l'on voit dorénavant mal comment l'État et ses services peuvent à présent ne pas les prendre en compte et ne pas entendre leur voix. On a vu plus haut dans quelle mesure la préfecture d'Istanbul, par exemple, comptait agir de concert avec certains -dûment choisis ou promus bien sûr- des représentants de la « société civile ». Pour autant, des efforts de coordination entre les différentes associations doivent être entrepris, comme un colloque organisé en août 2000 par la « Fondation d'Histoire Économique et Sociale de Turquie » (TETTV) l'a bien souligné⁵¹.

1. Un développement spectaculaire des associations spécialisées dans le secours

- 37 Si l'on prend en compte les seules associations civiles de premier secours, on constate une véritable explosion : à l'échelle de la Turquie, leur nombre est passé de 2 avant les séismes meurtriers à 23 en mars 2000. Les deux premières associations chronologiquement parlant -l'*Orta Doğu Arama Kurtarma Dağcılık ve Doğa Sporları Derneği* et *Arama Kurtarma Derneği* (la fameuse AKUT)- sont des associations de secours en montagne à l'origine, qui ont en quelque sorte étendu leur domaine d'activité à l'occasion des tremblements de terre (cf. « Dernek sayısı arttı », *Yeni Gündem*, 18/3/2000, p. 4). Sur ce modèle donc, entre septembre 1999 et janvier 2000, toute une série d'autres associations ont été créées, formant un réseau en puissance couvrant désormais tout le territoire turc. L'« équipe de recherche et de sauvetage 911 », fondée récemment par des jeunes de Düzce, fait partie des clones d'AKUT. La filiation est d'ailleurs ouvertement revendiquée par ses responsables : « Notre seul souhait est de pouvoir être comme AKUT » aime à répéter sa présidente⁵².
- 38 Néanmoins AKUT, une des associations les plus mises en avant au cours des terribles séismes, paraît même à l'heure actuelle victime de son succès médiatique. En effet, plusieurs des membres fondateurs ont dernièrement démissionné, reprochant à quelques leaders de l'association leur dérive médiatique (cf. « AKUT'ta 3 istifa », *Cumhuriyet*, 30/3/2000, p. 7) et leur collaboration trop enthousiaste avec l'État⁵³.
- 39 Ceci dit, l'heure est à la mise en coordination de ces différents groupes, comme le prouve le projet de fédération des 16 associations de « recherche-sauvegarde » (*Arama-Kurtarma Dernekleri*)⁵⁴.
- 40 En parallèle, l'action de la Société des radioamateurs (cibistes) est à signaler, en ce sens qu'elle vise à tisser un réseau d'informations post-catastrophe (cf. « Afet güvercinleri », *Radikal*, 17/9/2000, p. 3), pour remédier à la paralysie des réseaux téléphoniques déplorée après chaque séisme.

2. Le cas des associations de victimes

- 41 Les associations de *depremezede* doivent être mises à part, en ce sens qu'elles sont davantage des « associations de défense d'intérêts » nées de la nécessité d'une action commune locale pour l'amélioration des conditions de vie. On en dénombre plus de cinquante, qui travaillent à la défense des droits minimaux des victimes. Elles apparaissent désormais, en tant que partie civile, dans les procès intentés contre les entrepreneurs en construction sans scrupule. On note à cet égard un soutien apporté par « l'Académie Mondiale pour la Démocratie Locale » (WALD), une ONG internationale qui a mis à la disposition de ces associations de victimes plusieurs avocats⁵⁵.

3. Les associations de quartier en plein essor

- 42 Les associations de quartier -archétypes des institutions à fondements territorial et local, selon la nouvelle terminologie de O. Esen (2000)- nous paraissent particulièrement intéressantes en termes d'émergence d'une démocratie urbaine locale. En effet, la réaction immédiate à une catastrophe ne peut se construire qu'à l'échelle locale : sans organisation et mobilisation à ce niveau, l'action des pouvoirs publics restera vaine. On compte désormais plusieurs dizaines d'associations de quartier spécialisées à Istanbul, des arrondissements les plus centraux aux arrondissements les plus périphériques. De nature diverse, elles entretiennent avec les pouvoirs publics des relations qui vont de la collaboration la plus étroite à l'indépendance la plus jalouse.
- 43 On peut citer l'exemple de l'association de Cihangir, quartier de l'arrondissement de Beyoğlu à Istanbul, qui a élaboré un plan d'action en cas de séisme (« Guide de Cihangir pour les situations d'urgence »⁵⁶), résumé sous forme d'une brochure (disponible en turc et en anglais⁵⁷) largement distribuée dans le quartier. Cette brochure indique aux habitants, avec un appareil cartographique à l'appui, les mesures préventives à respecter, ainsi que les instructions à suivre en cas de séisme. La brochure comprend d'un côté plusieurs rubriques : « Avant le tremblement de terre », « Pendant le tremblement de terre », « Les dangers qui menacent les habitants de Cihangir », « Après le tremblement de terre », « Adresses et suggestions utiles » ; au revers de ces informations et conseils, se trouve une carte du quartier qui indique la localisation des « points de rassemblement » après-séisme, et celle du « centre de crise ». De plus, un « système d'information géographique » a même été constitué, consultable sur le site internet de ladite association (www.sayisalgrafik.com.tr/cihangir). Parallèlement, l'association des habitants du quartier de Kuzguncuk, à Üsküdar, développe une action un peu équivalente (site internet : www.kuzguncuk.org)⁵⁸.
- 44 Dans la nébuleuse d'associations, l'action de la coopérative de service « *Mahalle Afet Yönetimi* » se distingue à plusieurs égards. Cette coopérative qui se veut absolument indépendante des pouvoirs politiques milite pour une formation, une responsabilisation et une auto-organisation des citoyens à l'échelle du quartier, dans la perspective d'une nouvelle catastrophe. L'action conduite repose sur une collaboration entre *muhtar* et citoyens, chacun selon ses compétences. Plusieurs groupes ont été créés dans divers quartiers d'Istanbul (notamment à Gayrettepe, dans l'arrondissement de Beşiktaş), qui œuvrent à la fois à l'information des habitants et à la mise en place d'une réaction habitante, organisée, et de proximité, en cas de catastrophe. La tactique

proposée repose sur un strict partage des tâches entre habitants sensibilisés et sur la constitution d'unités de voisinage dénommées KOM : *Komşuluk Bina Grupları*) où l'interconnaissance apparaît comme le moteur d'une réaction efficace. Le fondateur de cette coopérative a d'ailleurs été appelé en Californie pour former des équipes de quartier sur ce modèle.

4. Une mobilisation volontaire qui ne fléchit pas ?

- 45 Les associations de bénévoles ont par ailleurs fait beaucoup en direction des victimes du tremblement de terre (*depremzede*) en vue d'améliorer leurs conditions de vie tout en les assurant de leur présence et de leur solidarité. Il est impossible d'énumérer ici toutes ces associations de volontaires, sans lesquelles la situation des *depremzede* serait incomparablement plus critique. On ne citera ici que certaines comme l'İnsan Hakları Derneği (cf. *Yeni Gündem*, 2/4/2000, p. 4) ou la *Çağdaş Yaşamı Destekleme Derneği* (cf. « Deprem bölgesinde ÇYDD etkisi », *Cumhuriyet*, 13/1/2000, p. 3 et « Yalova çiçeklerle yeniden yeşertiliyor », *Cumhuriyet*, 28/3/2000, p. 9). Les activités de cette dernière, dont le quotidien *Cumhuriyet* rend généreusement compte pour des raisons évidentes de proximité idéologique, se déploient à plusieurs niveaux : reconstruction d'écoles et de foyers, construction de centres culturels et d'étude pour les enfants ou même construction de logements. Comme de nombreuses autres associations turques, elle dispose d'antennes en Europe occidentale qui drainent vers les régions sinistrées d'utiles devises, en faisant appel à la générosité et à la solidarité des compatriotes émigrés. Si l'on retient l'exemple du seul département de Düzce, la ÇYDD a lancé en février 2000, avec le soutien financier de la firme Benetton, un projet de « soutien social et économique aux femmes des zones sinistrées par le séisme ». Cette action a consisté à distribuer de la laine et des aiguilles à des femmes *depremzede* dans le secteur de Düzce-Kaynaşlı, puis à les inciter à confectionner des châles vendus dans les boutiques Benetton au prix de 15 millions de LT (cf. « Depremzedelere yardımlar », *Cumhuriyet*, 4/2/2000, p. 3). Conjointement, cette même association, en partenariat avec IBM-Turquie, a construit dans le jardin d'une école primaire détruite un « Centre de réhabilitation IBM-Vie moderne » à destination des enfants. En outre, les associations professionnelles sont largement engagées dans le soutien aux victimes des tremblements de terre, comme l'Association des psychologues turcs, qui a créé des « équipes de soutien d'urgence » aux victimes de catastrophes⁵⁹.
- 46 D'autre part, on a noté une mobilisation étonnante au niveau des municipalités et autres autorités locales de toute la Turquie, de l'extrême sud-est à l'extrême ouest, qui ont organisé des convois de poids lourds, de camionnettes et de bus pour porter secours et réconfort aux concitoyens des zones sinistrées (cf. pour le cas du département de Rize, *Vakıf Rize*, Kasım-Aralık 1999, İstanbul, p. 30).
- 47 Enfin, composantes vivaces de la société civile turque (il y en aurait près de 12 000), les fondations (*vakıflar*) ont aussi participé à la mobilisation générale, faisant jouer leurs réseaux et leurs moyens logistiques propres. Ainsi, à l'occasion de la « semaine des fondations », orchestrée par la Direction générale des fondations, en décembre 1999, celles-ci ont apporté aide matérielle et soutien aux *depremzede* (cf. « Afetzedeye vakıf şefkati », *Zaman*, 8/12/1999, p. 5). Parmi les centaines de fondations impliquées on ne citera que YÖRET⁶⁰, une organisation de la « société civile » fondée en 1972, qui développe une action de soutien en direction des femmes et des enfants victimes du séisme. Implantée dans une ville-tente de Gölcük (celle de Hisaryen) en septembre

1999, cette fondation organise, grâce à son réseau de volontaires, des activités musicales, théâtrales et de dessin pour les 430 enfants de la ville-tente. Précisons que cette action ne pourrait être conduite sans le soutien financier de sponsors tels que Levis', Colgate ou d'associations étrangères comme l'Union des Églises de Hollande⁶¹.

- 48 Le nouveau credo et les projets de la « Coordination civile contre les catastrophes » (*Afete karşı Sivil Koordinasyon*), nous paraissent intéressants et révélateurs autant de la nouvelle détermination dont elles font preuve, que de la place qu'elles ont désormais prise. Selon les propos d'une responsable de cette association, les objectifs que celle-ci s'assigne sont les suivants : fonctionner comme un véritable groupe de pression, œuvrer à une utilisation rationnelle des deniers publics et s'efforcer de convertir l'énergie dépensée au cours de la lutte post-séisme en énergie préventive anti-séisme (cf. « Deprem bölgesinde suç arttı », *Cumhuriyet*, 13/9/2000, p. 3). Pour autant, il demeure des obstacles institutionnels et juridiques à une efficacité réelle de ces associations, surtout quand celles-ci mettent en cause les modes de fonctionnement de l'État turc. Il y a là une limite sérieuse. Aussi, pour le directeur de la Fondation d'Études Économiques et Sociales de Turquie (TESEV), Ö. Sanberk, il n'existe pas de tradition de société civile en Turquie : elle reste à construire, ce qui selon lui demandera du temps et bien des changements dans les mentalités et pratiques politiques⁶². D'ailleurs, les arrestations de responsables de l'association « Nazım Kültürevi » en août 2000 ont bien mis à jour les frictions entre certaines mouvances de la « société civile » en émergence et les autorités politiques qui n'acceptent pas que des initiatives soient prises en dehors de leurs cadres idéologiques.

5. Pas de « séisme socio-politique » ?

- 49 Un an après les séismes, il nous faut demeurer réservés au sujet des effets politiques de ceux-ci. Si de nombreuses associations s'efforcent d'articuler action de soutien ou de prévention et action plus proprement politique, les résultats obtenus sur ce dernier terrain restent réduits. En l'espèce, les slogans de « l'Initiative pour une Constitution civile », qui regroupe des personnes et des associations qui furent très impliquées dans l'aide aux *depremzede*, sont des plus explicites :

« Il nous faut un grand séisme : un séisme juridique. Nous souhaitons une nouvelle constitution » ou « En nous donnant la main, nous avons enlevé les décombres, nous avons sorti nos morts et nous avons sauvé des vies. Notre Constitution aussi, nous la ferons en nous donnant la main ».

- 50 Dans ce cas donc, le lien est clairement fait entre action de solidarité post-séisme ou de prévention et action proprement politique. Il ne s'agit pas d'un simple recours à une métaphore banalisée et même galvaudée jusqu' à la nausée (dans le discours commercial et politique, le moindre événement jugé surprenant est maintenant qualifié de « séisme »). Pour autant, dans l'opinion publique, la corrélation ne se fait plus ; cette disjonction est l'œuvre de l'État et des médias. Si l'on parle en haut lieu de nécessaire réforme et modernisation de l'État, surtout dans la perspective d'une intégration européenne, cette réforme n'est conçue qu'impulsée par le haut, la société civile n'étant qu'un relais de transmission ou un « réservoir d'idées », consultable de temps à autre.

Photo 14 : Tente du « bureau de crise » à Değirmendere (nov. 1999)

Photo 15 : Affiches placardées par le ministère des Travaux Publics (2000) : « 45 secondes ont suffi ».

Photo 16 : Banderole signalant le local provisoire d'une association de la société civile à Değirmendere.

G. Les médias, toujours en question

- 51 Parmi les médias que l'on peut parfois accuser de semer le trouble et la panique dans l'opinion, au lieu de contribuer à renforcer le sang-froid et de faciliter l'approche rationnelle des phénomènes sismiques, on doit aussi ranger Internet. Début avril 2000, l'Institut de recherche sismique de Kandilli s'est trouvé dans l'obligation de dénoncer comme non sérieux un site internet (<http://hometown.aol.com/Edks/Forecast-Turkey.html>) qui annonçait un tremblement de terre d'une violence estimée entre 5,5 et 8, pour la période du 4 et 6 avril 2000. En somme, rien de pire que l'apparence de la science servie par les technologies de l'information ou de la désinformation.

NOTES

31. Par exemple, la famille d'un marin mort dans l'effondrement des bâtiments de la toute nouvelle base navale de Gölcük en août 1999, qui a intenté un procès contre le ministère de la Défense nationale, tarde à voir son affaire traitée et ne semble pas pouvoir obtenir les indemnités exigées (50 milliards de LT). En effet, cela créerait un fâcheux précédent ; cf. *Yeni Gündem*, 31/12/2000, p. 3.

32. Cf. "Ulusal deprem konseyi kuruldu", *Cumhuriyet*, 10/06/2000, p. 3.

33. Cf. "Deprem konseyi başkanı Tankut, son araştırmanın yeni bir şey söylemediğini belirtti", *Cumhuriyet*, 22/9/2000, p. 6.
34. Cf. "Deprem Bakanlığı kurulsun", *Cumhuriyet*, 13/03/2000, p. 4.
35. Cf. "İstanbul'da olası afet hazırlıkları", *Evrensel*, 21/6/2000, p. 10 et "İstanbul : depreme karşı alınan önlemler", *Cumhuriyet Bilim Teknik*, n° 703, pp. 8-9.
36. Cf. "Deprem planlarına para yok", *Cumhuriyet*, 23/11/1999, p. 7.
37. Cf. *Cumhuriyet*, 28/3/2000, p. 9.
38. *En turc* : İstanbul Afet Yönetim Merkez Kurulu.
39. Cf. "Valiliğin çalışmalarına eleştiri", *Cumhuriyet*, 19/08/2000, p. 3.
40. *En turc* : Zemin ve Deprem İnceleme Müdürlüğü ; il s'agit en fait d'une extension du "Groupe d'Étude du Sous-Sol" constitué en 1995 au sein de la Direction de la Planification Urbaine ; cf. *İstanbul Bülteni*, n° 38, 25/12/1995, p. 13.
41. Cf. "Bağcılar : zemin etüt çalışmaları tamamlandı", *Cumhuriyet*, 13/7/2000, p. 3.
42. Cf. "Sağlam zemine sağlam bina", *Cumhuriyet*, 24/03/2000, p. 9.
43. Cf. "Deprem sondajları başladı", *Cumhuriyet*, 2/12/1999, p. 7.
44. Cf. "Marmara'ya yeni yerleşim", *Sabah-İstanbul*, 25/12/2000, p. 7.
45. Cf. "Kızılay'da tartışmalı kongre", *Yeni Gündem*, İstanbul, 11/03/01, p. 3.
46. À tel point que les responsables de l'association se sont trouvés dans l'obligation de refuser des volontaires et de mettre un numerus clausus.
47. La polémique autour de X. Le Pichon a connu un nouvel épisode en décembre 2000, lors d'un affrontement verbal très sérieux entre un enseignant de la Faculté d'Ingénieurs de l'Université Doğuş, Ülben Ezen, et le célèbre géologue d'İTÜ Celal şengör, partisan et collaborateur étroit du géophysicien français ; cf. *Sabah*, 12/12/2000, p. 6.
48. Voir le dossier spécial consacré à cette question, in : *Ekovitrin*, août 2000, pp. 130-136.
49. Cf. "27 Mart'a kadar deprem sigortası yaptırmayan yandı", *Hürriyet*, 8/01/2001, p. 10.
50. L'expression de société civile est parfois contestée, dans la mesure où elle semble avoir perdu de son sens, avec sa banalisation à l'extrême ; pour A. Altınar, animateur de la "coopérative de services" MAY, par exemple, cette expression "sent" trop le régime militaire ; comme si tout ce qui n'était pas militaire était civil. A. Altınar, par ailleurs, se méfie des associations créées par le haut qui participent au dévoiement de la prétendue société civile. Orhan Esen, quant à lui, préfère parler d'institution à fondement territorial et local (*Yerleşim Temelli Kuruluş*).
51. Cf. *Kızılaypraks*, 2000.
52. Cf. "Depremzede genç kurtarma ekibi kurdu", *Hürriyet*, 14/11/2000, p. 23.
53. AKUT a fait partie des trois équipes envoyées en Inde par la Turquie, fin janvier 2001.
54. Cf. *Yeni Gündem*, 4/09/2000.
55. "Derneklere yurtdışı desteği" (Soutien extérieur aux associations), *Cumhuriyet*, İstanbul, 27/12/2000, p. 3.
56. Acil Durumlar İçin Cihangir Rehberi.
57. *Earthquake Guide for Cihangir*, İstanbul : Cihangir Güzelleştirme Derneği, AKUT, Beyoğlu Belediye Başkanlığı.
58. Cf. "Semtlerde depreme karşı örgütlenme çalışmaları", *Cumhuriyet Bilim Teknik*, n° 704, pp. 4-5.
59. Cf. "Psikolojik AKUT kuruluyor", *Cumhuriyet*, 17/04/2000, p. 3.
60. Fondation créée à l'origine pour aider les jeunes à poursuivre leurs études dans les meilleures conditions. *En turc* : Yüksek Öğretimde Rehberlik Tanıtma ve Rehber Yetiştirme Vakfı.
61. Cf. "Yöret. Dağılma, Topla", *Milliyet*, 24/3/2000, p. 15.
62. "Sivil toplum geleneği oluşturmali", *Cumhuriyet*, 11/06/2000, p. 12.

IV. L'activité de la construction partiellement réformée ?

A. Un bilan des dégâts sur le bâti encore incertain et discuté

1. Des bilans difficiles à dresser

- 1 Le doute sur ce point est fortement alimenté par la difficulté à établir un bilan sérieux et précis des destructions. Selon des sources non officielles, 307 000 logements et 45 000 lieux de travail ont été sérieusement touchés ou détruits par les deux séismes ; mais selon l'Organisation de Planification d'État (DPT), seulement 86 441 logements et lieux d'activité auraient été détruits ou sérieusement endommagés à l'issue du tremblement de terre d'août 1999. Les immeubles jugés non habitables et non consolidables sont marqués d'une croix rouge : ils sont destinés à la destruction et ne peuvent en aucun cas être approchés ou investis. Pourtant, plusieurs de ces immeubles sont malheureusement encore habités, même à İstanbul, malgré les risques évidents encourus.
- 2 L'identification des personnes ayant droit à un dédommagement et à un relogement en dur n'est en conséquence pas une affaire simple, surtout compte tenu de l'importance de la construction illégale et irrégulière. En avril 2000, sur 24 422 *depremzede* estimant avoir droit à un dédommagement, 4153 se sont vus refuser cette reconnaissance (et sur les 17 734 à İzmit, 2081 ont été déboutés), au motif qu'ils ne possédaient pas de droit de propriété du sol.
- 3 De plus, l'évaluation des dégâts qui a été conduite par les autorités ne fait pas l'unanimité et donne lieu à de nombreux recours en justice. Pour le seul département de Sakarya, on compte à la mi-juin 2000 plus de 6500 recours, émanant de personnes contestant l'évaluation officiellement faite (cf. *Yeni Gündem*, 18/6/2000, p. 3). À Kocaeli, département touché sérieusement par les deux tremblements de terre successifs (août et novembre), il a fallu refaire le travail d'expertise des dégâts à l'issue du second ; le statut de nombreux bâtiments a dû à cette occasion être révisé (dans le sens d'une aggravation des dégâts) (cf. « Kocaeli'de ek hasara 7 bin başvuru », *Özgür Bakış*, 17/12/1999, p. 4).

- 4 À ce propos, les organisations de la société civile ne sont pas les dernières à mettre en cause la façon dont l'estimation des dégâts a été conduite. Selon Gonca Girit, responsable de l'Unité « informations et documents » de la Coordination civile (*Afete karşı Sivil Koordinasyon*, cf. *Dossier de l'IFEA* n° 1, 1999), deux problèmes majeurs sont à souligner : l'évaluation des dégâts n'est pas toujours fiable, et aucune nouvelle expertise n'a été faite à la suite des répliques sismiques. En effet, comme l'État a promis de verser 600 millions de Livres Turques⁶³ aux propriétaires d'immeubles estimés « peu touchés » (*az hasarlı*), afin de les aider à les consolider et restaurer, beaucoup d'immeubles en fait « moyennement touchés » ont été déclarés « peu touchés » par les experts, simplement pour permettre aux propriétaires de toucher la manne. Cette responsable dénonce d'autre part le fait que, contrairement à ce qui avait été promis, les bâtiments jugés « moyennement affectés » (*orta hasarlı*) n'ont finalement pas été détruits et que ce sont les firmes qui ont construit des immeubles défectueux qui se voient attribuer les marchés de « réparation » (*onarım*). On espère que le recensement des bâtiments entamé durant l'été 2000 en Turquie apportera des données plus fiables en l'espèce.

2. Éléments pour un bilan plus précis des dégâts sur le bâti

- 5 La comparaison est rendue difficile par le fait que les critères et les catégories descriptives utilisés pour rendre compte des dégâts ne sont pas les mêmes ; ce qui oblige à un tableau département par département.
- 6 Dans le département de **Yalova**, on estime officiellement que 9953 logements ont été « moyennement endommagés ».
- 7 À **Bolu**, à la suite du tremblement de terre du 12 novembre, l'estimation officielle des dégâts est la suivante⁶⁴ :
- 3395 bâtiments entièrement ou très sévèrement détruits ;
 - 12 938 logements et 2450 lieux d'activité (*işyeri*) entièrement ou très sévèrement détruits ;
 - 10 868 logements et 2180 lieux d'activité moyennement endommagés (*orta hasarlı*) ;
 - 6210 bâtiments, 11 817 logements et 1564 lieux d'activité légèrement détruits.
- 8 À **Düzce**, début décembre 1999, le bilan suivant était dressé :
- 1839 bâtiments devant être immédiatement détruits ;
 - 8030 logements et 1488 lieux d'activité détruits ou très sévèrement endommagés.

Tableau 8 : Les dégâts matériels du séisme du 12 novembre 1999 dans les départements de Düzce et Bolu

Départements	Nombre de bâtiments très sérieusement touchés	Bâtiments moyennement touchés	Bâtiments légèrement atteints
Düzce et Bolu	25 000	20 000	30 000

Source : *Radikal*, 12/11/2000, p. 8.

- 9 Dans le département de **Sakarya** :
- 24 000 logements détruits ou sérieusement endommagés (dont 15 198 dans la seule commune d'Adapazarı-centre) ;
 - 18 408 logements principaux moyennement endommagés ;

• 12 307 logements secondaires moyennement endommagés.

- 10 À **İstanbul** enfin, la Mairie métropolitaine s'est employée à dresser un bilan, au moins dans les limites administratives de celle-ci, qui ne coïncident pas, on le sait, avec celles du département. De son côté, la préfecture d'İstanbul a octroyé une aide financière à 11 131 personnes (propriétaires) dont le logement ou le lieu d'activité a été moyennement ou gravement affecté ; chiffre qui permet de se faire une idée de l'ampleur des dégâts matériels dans le département d'İstanbul⁶⁵. Par ailleurs, toujours dans le département d'İstanbul, on a dénombré en janvier 2000, si l'on ne s'en tient qu'à certains types de bâtiments, 61 écoles et lycées endommagés par les séismes, dont plusieurs étaient même voués à la destruction intégrale ou partielle.

3. Toujours des décombres et de nombreux « bâtiments-Damoclès »

- 11 Fin janvier 2001, les travaux de déblaiement des décombres et de destruction des bâtiments jugés inhabitables n'étaient pas terminés. En conséquence, le paysage de désolation est encore présent, et surtout des bâtiments continuent de menacer de s'écrouler. Ainsi à Adapazarı en juin 2000, l'effondrement d'un bâtiment, d'un seul étage pourtant, a coûté la vie à une personne qui participait aux travaux de déblaiement (cf. *Yeni Gündem*, 18/6/2000, p. 3). Aussi assiste-t-on à une lente destruction des bâtiments irrécupérables et jugés trop dangereux. Cette destruction, souhaitable pour d'évidentes raisons de sécurité, demeure différée voire contournée à coups de rapports édulcorés, les propriétaires préférant toucher l'aide pour réparer plutôt que de laisser détruire (voir *supra*).
- 12 À İstanbul par exemple, 13 écoles estimées « inhabitables » des suites des séismes ont finalement été détruites après de longues tergiversations, à la fin mars 2000 : à Çatalca, Bakırköy, Bayrampaşa, Gaziosmanpaşa, Maltepe, Pendik, Sarıyer, Şile, Tuzla, Üsküdar et Eyüp (cf. « Kullanılamaz 13 okul yıkıldı », *Cumhuriyet*, 28/3/2000, p. 9)⁶⁶. Mais des enfants sont encore contraints de suivre des cours en dehors de leur école et hors horaires habituels, comme ceux de l'école primaire de Yedikule (arrondissement de Fatih, İstanbul), accueillis provisoirement dans le lycée de Yedikule, entre 14h00 et 18h30 (c'est-à-dire quand les lycéens sont partis). Cette solution peu commode, les cours ayant lieu d'habitude le matin, oblige, l'hiver, les enfants à sortir alors que la nuit est tombée, à la grande inquiétude des parents⁶⁷. De même, les enfants de l'école primaire de l'Indépendance à Gaziosmanpaşa (İstanbul), suivent encore leur cours, depuis la rentrée 1999-2000, dans une autre école primaire, déjà bondée en temps normal (celle de Zübeyde Hanım)⁶⁸. Dès lors, les conditions de travail, déjà difficiles, se sont gravement détériorées.

4. Un diagnostic sans appel... et autocritique de la part des Chambres professionnelles

- 13 Pour reprendre le titre d'un rapport très pessimiste rendu public par l'Union des Chambres d'Architectes et d'Ingénieurs de Turquie (TMMOB), publié tranche par tranche dans le quotidien *Cumhuriyet*, il est clair que « Ce n'est pas le séisme qui tue, (mais que) ce sont les constructions ». Pour autant, on est en droit de se demander si toutes les leçons de ce lucide constat ont été vraiment tirées.
- 14 La déclaration (« Karar » n° 265) adoptée à l'unanimité par l'instance dirigeante (*Yönetim Kurulu*) de l'Union des Chambres d'Architectes et d'Ingénieurs de Turquie (TMMOB), le

5-6 septembre 1999, a une valeur de diagnostic, et mérite de ce fait d'être citée, en tant qu'elle s'efforce de cerner les responsabilités des dégâts matériels causés par les séismes. On peut ici reprendre les 5 premiers points sur les 6 qu'elle contient.

- 15 Cette déclaration dénonce le non-respect des principes de la planification et des règles de l'urbanisme dans l'adoption des décisions relatives à la localisation des établissements humains.
 - Elle demande à ce que soient identifiées les institutions et les personnes qui ne se sont pas conformées aux lois et aux directives en vigueur relatives à la définition des projets de construction, à leur application et au contrôle des constructions.
 - Elle exige que soient « accélérées les enquêtes initiées au sujet des ingénieurs, architectes et planificateurs urbains en définissant leurs responsabilités personnelles ».
 - Elle souhaite que soit « engagée une enquête sur les architectes, ingénieurs et planificateurs urbains qui ont mis à mal l'honnêteté et la confiance qui pouvaient exister dans leurs relations avec la population, en utilisant, de manière contraire à la déontologie professionnelle et à la morale, leurs connaissances professionnelles et leurs titres » (...)
 - Elle stipule enfin que « toutes les mesures soient prises, même au niveau juridique, au sujet des institutions et des personnes responsables, et que ces affaires soient conduites prioritairement et rapidement par la TMMOB et les Chambres » (...).
- 16 Fracassante, cette déclaration est cependant demeurée sans effet concret, dans la mesure où un an après sa publication, très peu de poursuites judiciaires ont été engagées contre un architecte, un ingénieur ou un urbaniste.

B. L'acquittement des entrepreneurs : une incitation au vice ?

- 17 Fin mars 2000, le procès de Veli Göçer et de son associé Zafer Coşkun -entrepreneurs et promoteurs de 12 « cités » littorales à Yalova (précisément à Çınarcık et Kocadere), dont deux se sont entièrement écroulées sur leurs occupants en août 2000- s'est soldé par un acquittement qui a soulevé bien des protestations (« Göçer ve ortağı serbest bırakıldı », *Cumhuriyet*, 21/3/2000, p. 7). La défense de Göçer qui reposait sur l'argumentation suivante : « je ne suis qu'un commerçant et surtout je n'ai fait qu'appliquer les règlements (insuffisants) en vigueur » a donc porté, insistant sur l'extrême imbrication des responsabilités et sur la non-innocence des municipalités (cf. « Göçer : Belediye suçlu », *Özgür Bakış*, 30/12/1999, p. 4). Cependant, les parties civiles ayant fait appel, l'affaire n'est pas terminée. En septembre 2000, de même, le promoteur du « Tarhan Apartman », qui s'est effondré sur 32 personnes à Eskişehir, a bénéficié d'un non-lieu... Parallèlement, Teoman Kızılova et Zeki Kurtoglu, promoteurs de la Ceylankent à Yalova, ont aussi été acquittés. Ils se sont vus même octroyer certains des marchés pour la construction de « logements en dur » (voir *infra*) dans les zones ravagées, à la grande colère et indignation des familles des victimes.
- 18 Fin septembre 2000, la seule peine prononcée contre un entrepreneur en construction accusé de faute professionnelle peut être considérée comme assez symbolique et n'a pas satisfait les familles des victimes. En effet, le constructeur du « Pelit Apartman » - édifié dans la plaine d'Haciahmet à Yalova-, dont l'effondrement a entraîné la mort de 20 personnes le 17 août 1999, a finalement été condamné à quatre ans de prison (et à 500 FF d'amende) ; le responsable de l'application technique du projet à trois ans de prison (et à 400 FF d'amende) et le responsable de la coopérative de construction à un an (et à 130 FF d'amende). Si les parties civiles ont fait appel de cette décision, il est peu

probable que les peines soient modifiées⁶⁹. Fin septembre 2000, de même, le promoteur et le responsable de la réalisation technique d'un immeuble qui s'est effondré à Yalova le 17 août 1999 -effondrement provoquant la mort de 23 personnes- ont été condamnés à 3 ans de prison ferme⁷⁰. Par ailleurs, fin janvier 2001, beaucoup de procès de ce type demeurent en cours ; plusieurs centaines en fait, à Kocaeli, à Gölcük, à Yalova, à Adapazarı et à Avcılar.

C. Des travaux de consolidation et de réparation, conduits tant bien que mal

- 19 Dans le cas des immeubles « peu endommagés » par les séismes (pour reprendre une catégorie utilisée dans les rapports d'expertise), des travaux de consolidation et de réparation ont été menés, et continuent de l'être. Il s'agit aussi d'éviter que la corrosion n'attaque l'acier mis à jour par les secousses⁷¹.
- 20 Au début décembre 1999, le porte-parole du gouvernement estimait à 40 000 le nombre de bâtiments « peu endommagés » dont les propriétaires devaient bénéficier d'une aide à la réparation (d'un montant total de 24 trillions de Livres Turques) (cf. « Düzce ve Kaynaşlı'ya moral », *Zaman*, 4/12/1999, p. 10). De plus, en janvier 2001, peu de bâtiments moyennement endommagés ont été effectivement réparés. À cette date, dans le département de Kocaeli, par exemple, 5 % seulement des bâtiments qui devaient faire l'objet de réparations ont été réparés. En fait, sur l'ensemble des 23 130 propriétaires de logements ayant demandé un crédit à la réparation, seuls 1202 en avaient bénéficié intégralement et 16 085 partiellement (40 % de la somme promise leur avait été versée)⁷².
- 21 Il s'agit surtout de la consolidation des piliers porteurs dont les tiges d'acier sont souvent érodées. On peut aisément remarquer à İstanbul ces chantiers de consolidation qui se sont multipliés. Les écoles font partie des priorités⁷³ ; mais beaucoup de chantiers de consolidation d'écoles s'éternisent, à la grande inquiétude des parents qui hésitent à envoyer leurs enfants dans des bâtiments dont la solidité ne semble pas garantie ou dans des bâtiments provisoires, mal chauffés, d'une grande précarité par ailleurs. Ainsi, en remontant le Bosphore à Beşiktaş, on peut encore, en février 2001, voir le chantier de consolidation d'un bâtiment scolaire à Ortaköy (l'école primaire Kılıç Ali Paşa, en l'occurrence), qui s'apparente à une véritable reconstruction, tant les remaniements sont radicaux. En revanche, en ce qui concerne les hôpitaux ou les palais de justice, des retards ont été pris, qui suscitent des inquiétudes de la part des personnels de santé ou de justice, comme des « utilisateurs ». Certains travaux de consolidation réalisés sont même ouvertement mis en cause et dénoncés comme trop « expédiés » et même franchement suspects⁷⁴. Enfin, parmi les bâtiments « publics » qui font l'objet d'une consolidation, on peut noter celui de la mairie métropolitaine d'İstanbul à Şehzadebaşı ou celui du nouveau terminal international de l'aéroport de Yeşilköy⁷⁵. Quant au bâtiment de la bibliothèque d'État de Beyazıt, monument de 500 ans d'âge, c'est uniquement grâce à une campagne de récolte de fonds qu'il pourra commencer à être restauré⁷⁶.
- 22 Mais globalement, le préfet d'İstanbul estime que les moyens lui manquent pour pouvoir procéder à la consolidation de l'ensemble des seuls bâtiments publics relevant de sa compétence⁷⁷.

- 23 Compte tenu de la situation pour les bâtiments publics, il y a lieu d'avoir quelques doutes pour les bâtiments privés. En effet, ces travaux ne sont pas systématiquement menés du fait de l'absence d'incitations et d'aides publiques pour les bâtiments n'ayant subi jusqu'à présent aucun dommage visible, et de l'inexistence d'une culture de la copropriété en Turquie. Ceux qui n'ont pas les moyens ou qui ne parviennent pas à s'entendre avec leurs voisins sont condamnés à vivre dans un immeuble non conforme aux normes de sécurité. Le problème est particulièrement aigu pour les propriétaires de bâtiments non déclarés -et ils sont encore inestimables-, qui ne peuvent prétendre à aucune aide publique. Le risque est donc grand de voir les classes les plus défavorisées continuer à être exposées aux risques sismiques et condamnées à vivre dans des bâtiments non contrôlés et non consolidés⁷⁸. De même, l'aide publique à la consolidation n'est pas toujours dûment utilisée ; aucun suivi n'est exercé pour savoir dans quelle mesure celle-ci a réellement servi à ce pour quoi elle était consentie. Dans le département d'Istanbul, le président du Centre de crise du département (en même temps préfet-adjoint), assurait le 10 février 2001 que jusqu'à présent une aide avait été distribuée à 11 131 personnes, d'un montant total de 4,5 trillions de LT (soit 47 millions de FF).
- 24 Par ailleurs, sur le vaste « marché de la consolidation et de la réparation » sont apparues de multiples sociétés, dont une partie n'est pas dotée d'un personnel suffisamment qualifié pour ce type d'opération qui exige une formation technique adéquate, très spécialisée. Ainsi s'est-on aperçu en octobre 2000 qu'une société - d'ailleurs non enregistrée à la Chambre de commerce d'Istanbul- ayant réalisé 1400 « réparations » à Istanbul et Kocaeli était dirigée par un ingénieur⁷⁹ en construction sans scrupule, qui imitait la signature d'ingénieurs géologues pour confectionner de faux rapports sur l'état du sol et sous-sol. Au-delà de ces cas d'abus éhontés, la formation des ingénieurs en construction en Turquie est considérée comme globalement insuffisante pour ce type d'opération⁸⁰. On comprend dès lors pourquoi la Chambre des Ingénieurs et des Architectes de Yalova dénonce comme non fiables les travaux de consolidation et de réparation réalisés jusque-là, qui auraient été confiés, sur des bases d'affinité idéologique, à des entreprises sans expérience ni référence pour ce type de travail⁸¹. En outre, la concurrence entre les entreprises « spécialisées » est tellement forte et les moyens que les particuliers sont prêts à investir dans ces travaux sont si réduits que certaines entreprises « cassent les prix », au risque d'offrir des prestations plus que médiocres⁸².
- 25 Par ailleurs, les autoréparations, « sauvages », semblent être nombreuses, qui consistent en fait plus à cacher et dissimuler les plaies les plus visibles qu'à remédier sérieusement aux vices de conception et de forme⁸³.
- 26 En outre, quand ils sont entrepris, ces travaux tournent parfois mal, comme à Kadıköy le 15 février 2000, où l'immeuble s'est écroulé sur un des techniciens du chantier.
- 27 Mais il y a plus grave, en ce qui concerne les bâtiments ou logements « moyennement » endommagés. Ces derniers devaient être détruits. Or la tendance actuelle, dénoncée par les Chambres de métier, semble être à la consolidation de ces bâtiments ou logements, comme on a pu le constater à Yalova (cf. « Takviye ve onarımlar usulsüz », *Cumhuriyet*, 24/9/2000, p. 1 et 3). En outre, il faut trouver des ressources pour financer ces travaux. Les propriétaires qui n'ont pas les moyens n'entreprennent rien et continuent cependant à louer leurs logements. L'aide de 600 millions de livres turques promise à chaque propriétaire tenu de procéder à des réparations a commencé à être versée en

septembre 2000. Dans le département de Kocaeli par exemple, 32 191 propriétaires doivent en bénéficier.

D. La question de l'expertise des logements ou immeubles et du contrôle technique

1. Un travail immense en perspective

- 28 La consolidation renvoie à la question de l'expertise des bâtiments. Selon certains spécialistes, si l'on voulait sérieusement vérifier la résistance aux tremblements de terre de tous les bâtiments déjà construits à İstanbul, il faudrait des années et des moyens considérables en hommes et en argent (cf. « Hastaneler depreme dayanıksız », *Cumhuriyet*, 10/4/2000, p. 3). Or, on note même une précipitation suspecte dans la manière de conduire les diagnostics, comme le souligne avec inquiétude le président de la « Chambre des ingénieurs du bâtiment de Turquie », Muzaffer Tunçağ. Et surtout, pour un même bâtiment, on se trouve parfois en présence de diagnostics divergents, comme on l'a déjà vu en essayant de préciser le bilan matériel des séismes. De plus, le coût élevé que représente une expertise sérieuse a des effets dissuasifs et conduit à différer celle-ci, voire à y renoncer. Pour autant, il serait de la part des autorités criminel de se dérober à la nécessité d'un diagnostic sérieux : en effet, certaines sources prétendent que 70 % des bâtiments construits à İstanbul ne résisteraient pas à une secousse sérieuse centrée sur İstanbul⁸⁴.
- 29 Dans ce contexte, des bureaux liés à des universités, qui facturent leurs services d'expertise en dollars, se sont aussi précipités sur le « marché de la peur », suscitant parfois des réactions outrées dans l'opinion. Aussi, constate-t-on l'apparition de profiteurs sur ce « marché spécialisé », émergent, de l'expertise des bâtiments, dont la compétence peut laisser perplexe. La multiplication des sociétés spécialisées dans la réalisation de ce genre de diagnostic a en effet de quoi inquiéter. Improvisation et charlatanisme menacent.

2. La polémique à propos du décret-loi n° 595

- 30 Le 10 avril 2000 a paru au Journal Officiel de la République turque un décret-loi (*Kanun Hükmünde Kararname*) relatif au transfert de compétence du contrôle technique des bâtiments, des mairies d'arrondissement vers des bureaux « d'ingénieurs et d'architectes assermentés ». Cette délégation à la sphère privée du contrôle technique par le ministère des Travaux publics et du Logement (*Bayındırlık ve İskan Bakanlığı*), n'est pas sans inquiéter les chambres professionnelles (ingénieurs et architectes au premier plan), qui ont vivement réagi à ce décret. Selon ces dernières, ce décret-loi ne va faire que favoriser la construction illégale, plaie principale des espaces urbains en Turquie (cf. *Yeni Gündem*, 23/6/2000, p. 3). Ces mêmes chambres dénoncent la création d'une nouvelle rente -estimée à plus de 500 millions de dollars par an- au bénéfice d'entreprises privées. Le risque est grand en effet que se constituent des « sociétés de contrôle » liées à tel ou tel parti, et prêtes à fermer les yeux sur les abus ou manquements aux réglementations (cf. Ekinçi O. (2000), « Yapı Denetiminde 'rant pazarı' », *Cumhuriyet*, 12/4/2000, p. 9).
- 31 En fait, en vigueur depuis le 10 juillet 2000, ce décret-loi concède 51 % du travail de contrôle aux chambres de métier compétentes et 49 % à des sociétés privées (Cf.

Cumhuriyet, 13/7/2000, p. 4.) ; ce, au sein des « Commissions de contrôle des bâtiments des départements et des arrondissements » (*İl ve İlçe Yapı Denetim Komisyonu*). Déjà, bien des abus ont été notés : en effet, les sociétés privées chargées du contrôle technique engagent comme stagiaires des étudiants en architecture pour faire le travail de contrôle. Ce qui ne laisse pas d'inquiéter⁸⁵, à tel point que l'on peut faire nôtre l'interrogation du président de la Chambre des ingénieurs en construction : « qui contrôlera le contrôle des bâtiments ? »⁸⁶. En outre, le conflit entre les Chambres d'architectes et d'ingénieurs -outrées par le centralisme, le dirigisme et l'arbitraire à nouveau en vigueur⁸⁷- et le ministère des Travaux publics semble s'aviver de jour en jour.

- 32 En outre, si la construction a été gelée dans les arrondissements centraux d'Istanbul, elle demeure mal surveillée aux marges. Actuellement à Istanbul, dans six arrondissements « sensibles », les mairies d'arrondissement sont censées ne plus délivrer de nouveaux permis de construire. Théoriquement, tous les chantiers en cours sont des chantiers qui ont obtenu une autorisation avant septembre 1999.

E. La reconstruction en dur et la promotion d'autres modes de construction et d'autres matériaux

1. Des plans de reconstruction dans des secteurs au sous-sol jugé plus sûr

- 33 Avec l'aide de certaines universités, des plans d'urbanisme pour la reconstruction des villes les plus ravagées, sur des bases et selon des principes plus sains ont été établis. Ainsi fin juin 2000 a été rendu public le nouveau plan d'urbanisme d'Adapazarı (cf. *Yeni Gündem*, 18/6/2000, p. 3). Ce plan qui repose sur une stricte division des fonctions, résidentielles et commerciales notamment, fait une large part aux espaces verts et stipule qu'aucun bâtiment ne dépassera les deux étages. La nouvelle ville d'Adapazarı comprendra 9000 logements (dont 6167 construits par le ministère des Travaux Publics), sur 250 hectares ; approximativement 350 000 personnes y vivront, disposant chacune de plus de 20 m² d'espace vert. De même à Gölcük, l'épicentre du tremblement de terre d'août, les planificateurs urbains sont en activité, sur la base d'études du sol et sous-sol enfin sérieuses (cf. *Cumhuriyet*, 19/4/2000). Le plan d'aménagement révisé autorise un maximum de 4 étages à l'avenir.
- 34 Cependant, des résistances se font jour, à la fois du côté des personnes à qui il est proposé un logement ou un lieu d'activité dans ces quartiers neufs (et parmi elles les artisans et commerçants inquiets pour leur future clientèle), et du côté des agriculteurs expropriés pour l'ouverture des chantiers. Ce qui est sûr c'est que « l'ouverture à l'urbanisation » de nouveaux secteurs a eu pour effet immédiat de bouleverser les marchés fonciers locaux, avec le renchérissement de terrains périphériques jusque-là délaissés soudainement promus, d'une part, et la relégation de terrains « centraux » ou littoraux désormais évités, d'autre part.
- 35 À Istanbul, les études du sous-sol vont bon train, selon des modalités variables. Ainsi, la mairie de l'arrondissement de Kadıköy a-t-elle signé le 12 septembre 2000 un protocole de « collaboration technique et de contrôle professionnel » avec la Chambre des ingénieurs en géophysique d'Istanbul, afin de systématiser les analyses de la résistance du sous-sol et du béton (cf. « Büyük depremler kendini belli eder », *Cumhuriyet*, 13/9/2000, p. 3). Ce protocole vise à promouvoir une collaboration, à la fois pour l'étude

du sous-sol des nouveaux espaces à construire, et pour la consolidation et le contrôle des bâtiments construits.

2. Les projets de « logements en dur », pour sortir du provisoire

- 36 Pour la région de Marmara, l'objectif de l'État turc est de construire 35 000, voire 40 000 logements durables (*kalıcı konutlar*), sous la forme de bâtiments de 3 étages au maximum, dans lesquels seront installés tous ceux dont le logement a été détruit ou jugé inhabitable (cf. *Cumhuriyet*, 16/7/2000, p. 3). Les ayants droit seront, selon leurs moyens, soit propriétaires (ils pourront bénéficier d'un crédit sur 10 ou 20 ans), soit locataires des nouveaux logements, la préférence des autorités penchant nettement pour la première option. La répartition de ces logements se fera de la façon suivante : 15 400 à Kocaeli (à Karaman, Camili, Alandüzü et Korucuk), 6167 à Sakarya, 5400 à Yalova (Soğacak, Çiftlikköy, Altınova et Çınarcık) 6400 à Düzce, 2000 à Bolu, 1300 à İstanbul, 80 à Bursa et 55 à Eskişehir.
- 37 Pour les trois quarts de ces logements, le problème du financement semble avoir été résolu à la mi-juillet 2000, grâce, pour l'essentiel à des crédits internationaux (Banque Mondiale et Conseil de l'Europe). Cependant, les autorités municipales sur place, comme à İzmit, déplorent les lenteurs des procédures et de la mise en chantier effective et auraient préféré avoir la maîtrise d'œuvre des chantiers (cf. « Afetzedeyi unuttular », *Radikal*, 18/3/2000, p. 6). En effet, la gestion de ce dossier s'est faite de manière très centralisée et la maîtrise d'œuvre des chantiers est restée de la compétence du ministère des Travaux publics et du Logement (*Bayındırlık ve İskân Bakanlığı*). Selon le maire d'İzmit, plus de décentralisation et de souplesse dans les procédures aurait sans doute permis d'aller plus vite. La démission récente du responsable de la construction de ces logements durables a d'ailleurs révélé l'ampleur des polémiques que ce projet suscite.
- 38 Les logements seront de 99 m² (3 pièces et un salon) et équipés au gaz naturel. Il n'y aura pas de locaux commerciaux ou artisanaux au pied des immeubles dans les nouveaux centres d'habitation et un minimum de 8 m² d'espace vert par habitant sera garanti (cf. « Tanesi 13,5 milyar. İlk hedef kalıcı konutlar », *Radikal*, 18/3/2000, p. 6). Tous ceux dont le logement a été détruit peuvent prétendre bénéficier d'un de ces logements, à condition de ne pas être déjà propriétaires, par ailleurs, d'un autre logement de se signaler comme postulant et de faire les démarches à temps auprès des autorités. Par exemple, dans le département de Sakarya en mars 2000 on n'avait enregistré que 5748 demandes de « logements durables », alors que 24 000 logements y ont été détruits ou gravement endommagés. Même s'il faut compter les logements des défunts et les 12 307 logements secondaires, le décalage entre logements détruits et logements construits ne manque pas de nous interroger.
- 39 Les logements construits par le ministère des Travaux publics sont vendus six milliards de LT (soit 65 000 FF environ à la fin de l'année 2000) l'unité, les acquéreurs bénéficiant de la possibilité de payer sur 20 ans. Les ayants droit se voient dès lors durablement liés à un remboursement de crédit ; les plus âgés comme les jeunes s'en inquiètent. De plus, au moment de l'acquisition, les bénéficiaires d'un nouveau logement doivent payer des frais de titre de propriété (*tapu* : 170 millions de LT), des frais de « capital tournant », une taxe obligatoire de soutien à l'éducation, et des frais d'hypothèque (81,5 millions). Au total, ces charges grèvent des budgets déjà dans l'ensemble très maigres.

- 40 Les logements sont distribués par tirage au sort, au cours de grandes manifestations dûment orchestrées par le ministère maître d'œuvre. Mais ce type d'attribution aléatoire est dénoncé par certains *depremzede* qui l'estiment injuste. Fin février 2001, par exemple, des *depremzede* ont manifesté à İzmit (*Anıtpark Meydanı*), pour demander l'annulation d'un tirage au sort obligeant ceux qui « ont hérité » par malchance d'un petit rez-de-chaussée sombre à rembourser la même somme que ceux qui ont eu la chance de se voir doter d'un vaste appartement au troisième étage⁸⁸. Aussi est-il reproché à ce système de ne pas tenir suffisamment compte des besoins et particularités des uns et des autres.
- 41 En janvier 2001, des logements ont été attribués à Gölcük, mais les élus ne pourront les intégrer effectivement qu'au mois de mai ou de juin.
- 42 À la mi-septembre 2000, à **Gölcük**, pour la moitié des 528 logements durables -sous la forme de 59 petits collectifs-, dont la construction est déjà lancée, le gros œuvre était d'ores et déjà terminé. Ils se situent dans les villages de Saraylı et Örcün. Selon l'entrepreneur en charge de ces 59 blocs (Batum İnşaat), la livraison au ministère des Travaux publics pourra se faire au plus tard le 30 novembre. Ces logements ne représentent qu'une partie du total des 1 686 logements durables annoncés pour Gölcük.
- 43 Parallèlement, à **Düzce**, un financement a été trouvé pour la construction de 11 000 logements en dur, selon les propos du porte-parole du gouvernement le 12 juillet 2000 (cf. « Düzce'ye kaynak ayrıldı », *Cumhuriyet*, 13/7/2000, p. 3).
- 44 Aux logements construits à l'initiative du ministère des Travaux publics il faut ajouter ceux construits par le secteur privé ou à l'initiative d'États étrangers. Dans la plupart des cas, il s'agit d'entreprises implantées localement qui cherchent à reloger leur personnel sans abri. On peut citer quelques exemples. Celui de la firme « Sunor Boru fabrikası » à Adapazarı, qui dès décembre 1999 avait fait édifier 23 petits logements antisismiques pour ses travailleurs. De même, à Gölcük, la firme Ford s'est engagée à construire 116 logements en dur au plus vite. Il peut aussi s'agir de logements construits par des sociétés privées pour la vente à des fins plus commerciales. On constate ainsi que chaque opération programmée par le ministère de l'Équipement est doublée ou complétée d'apports privés.

3. Bilan départemental de la construction des « logements durables »

- 45 Dans le département de **Sakarya**, les premiers logements en dur ont été livrés à leurs ayants droit au début du mois de juillet 2000. Il s'agit du village « Ariston », édifié sur le campus de l'Université de Sakarya, qui comprend 50 maisons en bois d'une superficie habitable de 68 m² chacune. Avec l'aide du secteur privé l'opération a coûté un million de dollars (cf. « Sakarya'da kalıcı konutlar tamamlanıyor », *Cumhuriyet*, 10/7/2000, p. 3).
- 46 À **Kocaeli**, 17 860 « logements durables » sont en construction « officielle », sur 13 sites différents en mars 2001. Cependant, le nombre de logements mis en chantier est jugé insuffisant par certains élus. Dans l'arrondissement de Derince, les 350 logements prévus sont estimés dérisoires, compte tenu du nombre de délogés ou de mal logés estimé par le maire de Derince à 1800, dans un arrondissement où 1350 personnes ont trouvé la mort et où 5000 logements ont subi de très sérieux dégâts (cf. « Hastalık korkusu », *Cumhuriyet*, 20/4/2000, p. 3). Si une partie des logements a déjà été attribuée en janvier 2001, lesdits logements ne sont néanmoins pas encore habitables⁸⁹...

- 47 Enfin, en ce qui concerne **Bolu** et **Düzce**, le 12 novembre 2000, le programme du ministère des Travaux publics était réalisé à 84 % à Bolu, mais les logements de Düzce étaient en retard (tab. 9).

Tableau 9 : Les logements durables en construction dans le département de Düzce le 12 novembre 2000

Maître d'œuvre	Ministère des Travaux publics	Administration du Logement social
Nombre de logements	7 100	824 (dont 620 à Düzce même et 204 à Gölyaka)

Source : *Radikal*, 12/11/2000, p. 8.

- 48 Au total, malgré les efforts, la plupart des mal-logés ne purent disposer pour l'hiver 20002001 d'un logement en dur, contrairement aux promesses faites. Les retards dans le lancement des chantiers s'ajoutant aux retards dans l'aménagement des infrastructures environnantes (routes...).

4. Une crise de confiance qui frappe les grands collectifs et des contradictions dans les nouvelles instructions

- 49 Depuis quelques mois, on note en effet que les « coopératives de construction » (*yapı kooperatifleri*) souffrent d'une sérieuse crise de confiance, dans la mesure où elles produisent des logements généralement sous la forme de hauts immeubles. Or, les immeubles de plus de 3 étages font désormais peur, même s'ils ont été construits de manière sérieuse. Il en résulte de réelles difficultés pour vendre les logements et écouler un stock manifestement excédentaire (cf. « Deprem kooperatif evlere ilgiyi azalttı, *Yeni Gündem*, 19/3/2000, p. 4). À l'inverse, et les promoteurs privés l'ont bien compris et en jouent, on constate un engouement pour les maisons individuelles, villas et petits collectifs de standing.
- 50 Parallèlement, on note des contradictions dans les directives fournies aux constructeurs par les pouvoirs publics, comme à Gölcük. Alors que le nouveau plan d'aménagement stipule qu'aucun bâtiment construit à l'avenir ne devra dépasser quatre étages, des crédits ont été octroyés pour la réparation d'immeubles de 6 ou 7 étages endommagés par le séisme (cf. «Hükümet yüksek binalara onarım kredisi veriyor», *Cumhuriyet*, 13/9/2000, p. 3).

5. La question du coût des bâtiments résistants aux séismes

- 51 Le problème du coût élevé des bâtiments vraiment résistants fait débat parmi les spécialistes depuis les séismes (cf. Bayülke N., «Depreme dayanıklı yapının bedeli yüksek», *Cumhuriyet Bilim Teknik*, n° 668, pp. 17-23), alors que ceux qui ont le plus besoin d'un logement ont peu de moyens à investir dans celui-ci. Pour réaliser un bâtiment de qualité, il faudrait consentir à ce que les matériaux de construction utilisés représentent jusqu'à 20 % du coût total de la construction; principe que les constructeurs soucieux de leur marge bénéficiaire et conscients de la faible solvabilité de leurs clients ne sauraient accepter, dans le mode de fonctionnement actuel de

l'économie de la construction. Le bon sable de rivière, les aciers spéciaux et les bétons résistants (à une pression d'au moins 200 kg/cm²) sont des matériaux onéreux et nécessitent de plus une main-d'œuvre mieux formée que celle généralement mobilisée.

- 52 L'auteur de l'article de *Bilim Teknik* incrimine une fois de plus le système du *yap-sat* («fais et vends», au coup par coup), qui reste le mode dominant de production du bâti (cf. *Dossier de l'IFEA* n° 1, 1999), en tant qu'il serait *déresponsabilisant* pour l'entrepreneur, précipité, et trop amateur. La recherche d'une rente foncière et immobilière maximale pousse aussi dans le sens de dangereuses économies. De plus, l'élaboration d'un projet sérieux, personnalisé, adapté au terrain, et non pas standard, représente un coût non négligeable, de même que la réalisation de véritables fondations. Au total, toujours selon N. Bayülke, si l'on respectait les directives sur la construction antisismique de 1975 et de 1998 (cf. Şapçı, Sucuoğlu & Kubin, 1997), le coût de construction par rapport aux pratiques actuelles serait majoré de 50 %.
- 53 Se dirige-t-on pour autant vers de nouvelles normes et de nouvelles pratiques de construction ?
- 54 Dans l'idéal, le processus à suivre pour se prémunir de tous les risques serait le suivant : étude du sol et du sous-sol (mesures sismiques, images radar...), analyse des matériaux de construction et examen de l'équilibre du bâtiment, sans parler du fréquent contrôle technique par des personnes compétentes. Ces trois étapes sont à respecter impérativement ; mais on imagine la difficulté à imposer ce protocole, compte tenu de la précipitation et de l'amateurisme avec lesquels on continue à construire. Par ailleurs, construire des bâtiments moins élevés, sans galerie marchande au rez-de-chaussée, et plus distants les uns des autres, apparaît aussi comme préférable. En tout état de cause, aucune autorisation de construction ne pourra être désormais délivrée sans une étude du sous-sol préalable, dûment ratifiée par les «Chambres des ingénieurs en géologie» de Turquie (*Jeoloji Mühendis Odası*)⁹⁰.
- 55 Si des changements sont perceptibles dans les pratiques de la construction, c'est surtout à travers la réhabilitation de matériaux «alternatifs», essentiellement le bois et l'acier, plus adaptés que les matériaux communément utilisés⁹¹. En ce qui concerne l'acier, le premier immeuble à squelette entièrement en acier a été inauguré en grande pompe en mai 2000 (il s'agit, en l'occurrence, de «l'Özel Efdal Ana ve İlköğretim Okulu»). Les incitations à recourir désormais aux armatures d'acier pour les constructions se font plus pressantes, en dépit du coût jugé 20 à 30 % plus élevé que les armatures de béton armé. Dans cette perspective, l'«Association des structures d'acier» et le groupe Trade Arbed ont lancé une grande campagne d'information, suivis par le grand groupe turc de bâtiments et travaux publics Tepe, associé à une entreprise canadienne spécialisée (cf. «Tepe'den tırnağa çelik ev», *Sabah*, 21/9/2000, p. 9).
- 56 Parallèlement, les publicités pour les maisons en bois sont désormais fréquentes et les sociétés spécialisées se sont multipliées. En effet, selon O. Ekinci (1999), l'architecte-chroniqueur de *Cumhuriyet*, l'utilisation d'un béton armé trop lourd pour les structures porteuses a été fatale au moment des séismes, alors que les techniques de construction traditionnelles (notamment en bois) ont manifesté une remarquable résistance. Le béton armé mal utilisé est trop lourd, s'effondre facilement et écrase les occupants en cas de séisme. À l'inverse, les vieilles maisons d'İzmit (la rue Kapanca est souvent citée) ou de Değirmendere, maisons en pierre et bois de un ou deux étages, ont tenu et sont maintenant montrées en exemple. Il ressort que les voies d'une reconstruction saine et durable passent sans doute par une meilleure connaissance des architectures

vernaculaires de Turquie, loin des impératifs de la rente foncière, du mimétisme superficiel et du souci d'ostentation. Les partisans du bois ont lancé une offensive en jouant de ce thème du retour aux traditions (voir le site internet spécifique).

6. La lente reconstruction des réseaux et équipements

- 57 Une des tâches préalables à la reconstruction de logements, c'est la restauration des réseaux d'égouts et d'eau. À ce niveau, de gros efforts sont encore à consentir et nombre de zones d'habitations sont loin d'être dotées du minimum. Dans certains cas, rares, les séismes ont donné l'occasion en quelque sorte, d'un rééquipement complet de la commune et d'une refonte de réseaux jusque-là lacunaires, voire défectueux. La commune de Değirmendere fait partie de ces exceptions. Située au sud du golfe d'İzmit, tout près de Gölcük, l'épicentre du séisme d'août 1999, elle peut se vanter d'une rapide restauration des infrastructures et de la voirie, et a même bénéficié d'un plan d'équipement en câbles-télécommunications de tous les bâtiments (reliés entre eux et à la mairie). Tant et si bien que Değirmendere pourra être considérée comme la première «commune informationnelle» de Turquie, une fois que chaque logement sera doté d'un ordinateur, projet en cours. Conjointement, à Adapazarı, un «système ferré léger» (*hafif raylı sistem*) est projeté, dans le cadre de la reconstruction de la ville (cf. «Daha iyisi için yeniden», *Radikal*, 18/3/2000, p. 6).
- 58 En ce qui concerne les équipements de base, on note encore en janvier 2001 des lacunes criantes, notamment en matière d'équipement hospitalier et scolaire. La rentrée scolaire du 11 septembre 2000 ne s'est pas faite du tout, ou s'est faite dans des préfabriqués ou des containers à Düzce. L'action des associations turques ou étrangères, avec souvent le soutien du secteur privé, s'avère encore primordiale pour la reconstruction des équipements. En avril 2000, une école qui comprend 8 classes pouvant accueillir au total 250 élèves a été inaugurée dans le département de Kocaeli par l'«Association de soutien à la vie moderne» (*Çağdaş Yaşamı Destekleme Derneği*) aidée par un fabricant turc de jouets, Hasbro Intertoy (cf. *Cumhuriyet*, 20/4/2000, p. 7). Parallèlement, la même association, cette fois en collaboration avec Türk-IBM, a inauguré à Düzce en mars 2000 un «Centre de réhabilitation» pour les enfants et adultes, où seront dispensés des cours de soutien aux enfants scolarisés, des cours d'arts manuels aux femmes, et où seront aussi pris en charge les enfants non encore scolarisés et les enfants handicapés (cf. «Düzce hayata dönüyor», *Ekonomist dergisi*, 19/3/2000). De la même manière, dans le village de şaziye, dépendant du département de Düzce, la construction d'une nouvelle école primaire de 8 classes a pu être entreprise en mai 2000, grâce au soutien financier de la firme Hoechst Marion Roussel⁹².
- 59 De même, le cas de l'action de l'association «Ümit 2000» peut être cité en exemple. Il s'agit d'une association fondée par deux architectes français -travaillant sur le chantier du village olympique d'Istanbul- qui œuvrent à la construction d'un centre de santé à Düzce (cf. «Depremzedeye dost iki Fransız», *Milliyet*, 10/5/2000, p. 15). Le cas de l'école d'Akyazı (département de Sakarya) construite avec le soutien de la France pourrait aussi être évoqué.
- 60 De même, dans le département de Sakarya, trois écoles préfabriquées ont été construites avec l'aide de la communauté turque de Chicago.
- 61 Pour ce qui est des équipements sanitaires et médicaux, une aide de la Banque Mondiale d'un montant de 40 millions de dollars a été débloquée en septembre 2000, en

vue de construire 14 «centres de santé» (*sağlık ocağı*), 46 logements et 8 polycliniques dans les départements les plus sinistrés⁹³.

NOTES

63. Soit environ 6500 FF à l'époque.
64. Cf. "12 Kasım ardından Bolu'daki hasar tespit çalışmaları tamamlandı", *Cumhuriyet*, 18/12/2000, p. 3.
65. Cf. *Hürriyet-İstanbul*, 11/02/2000.
66. Voir aussi : "Hasarlı 7 okul binası yıkılıyor", *Cumhuriyet*, 13/1/2000, p. 3 ; selon cet article, 7 bâtiments scolaires seulement devaient être détruits : à Çatalca, Sarıyer, Bakırköy, Tuzla, Şile, Alibeyköy et Zeytinburnu.
67. Cf. "Gececi öğrenciler", *Radikal*, 7/12/2000, p. 5.
68. Cf. "Gazi'deki ağır hasarlı okul onarılmıyor", *Cumhuriyet*, 5/09/2000.
69. Cf. "Depremde ilk ceza", *Radikal*, 23/9/2000, p. 5.
70. Cf. "Deprem bölgesinde yargılama süreci", *Cumhuriyet*, 28/09/2000, p. 8.
71. Voir à cet égard les instructions et avertissements de la directrice des Travaux Publics du département d'İstanbul ; cf. *Sabah-İstanbul*, 20/10/2000, p. 1.
72. Cf. *Cumhuriyet*, 4/12/2000, p. 5.
73. Selon le préfet, 700 bâtiments scolaires dans le seul département d'İstanbul devraient être, dans l'idéal, consolidés... ; cf. *Cumhuriyet*, 20/07/2000.
74. Cf. "Hastaneler depreme dayanıksız" (les hôpitaux ne sont pas résistants au séisme), *Cumhuriyet*, 10/04/2000, p. 3.
75. Alors que le nouveau terminal venait juste d'être inauguré, les travaux de consolidation ont été entrepris.
76. Cf. "Beyazıt Kütüphanesi onarım için kampanya", *Cumhuriyet*, 14/11/2000, p. 7.
77. Cf. "İstanbul yardıma muhtaç", *Cumhuriyet*, 24/02/2000, p. 6.
78. C'est le cas de la majorité des habitants de l'arrondissement stambouliote d'Avclar ; cf. "Avclar, hâlâ yaralarını saramadı", *Hürriyet-Avrupa*, 16/08/2000, p. 13.
79. Cf. "Onarım skandalı", *Radikal*, 18/10/2000, p. 5.
80. Cf. "Kaliteli mühendis azaldı", *Milliyet*, 16/08/2000, p. 23.
81. Cf. "Takviye ve onarımlar usulsüz", *Cumhuriyet*, p. 1.
82. Cf. "Felaket Habercisi", *Radikal*, 15/10/2000.
83. Cf. "Kaçak onarım yapılıyor", *Cumhuriyet*, 16/2/2000, p. 3.
84. Cf. "İstanbul'da evler tehlike altında", *Cumhuriyet*, 20/11/2000, p. 4.
85. Cf. "Kanun hükmünde köle", *Radikal*, 12/12/2000, p. 5.
86. Cf. *Cumhuriyet Bilim Teknik*, n° 685, 6/05/2000, p. 15.
87. Cf. "Aydın'dan TMMO'ye 'tehdit'", *Cumhuriyet*, 5/9/2000, p. 3.
88. Cf. "Kalıcı konut kurasına karşı imza", *Radikal*, 25/02/2001, p. 9.
89. "Konutları gezdiler, ama", *Radikal*, 5/02/2001, p. 4.
90. Sachant que l'acte de ratification coûte 15 millions de Livres Turques (environ 180 FF en décembre 2000), et que ladite Chambre professionnelle ratifie de 30 à 50 études par jour, celle-ci bénéficie donc maintenant d'une belle rente ; cf. *Hürriyet-İstanbul*, 14/12/2000, p. 1 et 4. Elle a d'ailleurs vu augmenter de manière spectaculaire ses membres...

91. Voir les résultats de la “Conférence internationale sur la sécurité sismique” à İstanbul (cf. *Cumhuriyet*, 18/11/2000, p. 9 et *Cumhuriyet*, 17/11/2000). Voir aussi : Mehmet Çubuk, “Depreme dayanıklılık”, *Cumhuriyet*, 15/03/2000, p. 8.

92. Dernièrement encore, le holding Axa-Oyak, associé à Oyak-Renault, ELK Selyak et Renault Mais a financé la construction d'une école primaire d'une capacité de 240 élèves, d'un coût total de 900 000 dollars à İhsaniye, département de Kocaeli ; cf. “Axa Oyak'tan Okul”, *Radikal*, 12/03/2001, p. 8.

93. Cf. “Deprem bölgesine 40 milyon dolarlık sağlık yatırımı”, *Dünya*, 16/9/2000, p. 10.

V. Des conséquences psychologiques profondes. Des conséquences spirituelles catastrophiques

A. La psychose collective : peur d'une récurrence et « stress »

- 1 La Turquie continue à vivre dans une ambiance de peur sismique, que la moindre secousse rend plus pesante et intolérable, faisant rejouer des traumatismes mal surmontés. L'« accoutumance au risque » souhaitée par certains scientifiques a donc de la difficulté à s'instaurer.
- 2 Cette peur, souvent machiavéliquement entretenue par les médias et des scientifiques sans conscience⁹⁴, explique le dédoublement de l'habitat que l'on constate dans certains secteurs exposés d'Istanbul, comme dans les arrondissements d'Avclar, de Küçükçekmece, de Maltepe ou de Bağcılar. Au pied des immeubles en effet, sur les moindres espaces vides, ont été édifiées des baraques de fortune où ceux qui redoutent d'être saisis dans leur sommeil par un nouveau séisme passent la nuit. Le souvenir obsédant de la nuit du 16 au 17 août 1999 laisse en effet accroire qu'un nouveau séisme terrible ne peut survenir que la nuit, saisissant traîtreusement les victimes dans leur sommeil.
- 3 La psychose alimentée par la peur d'un nouveau séisme, cette fois centré sur Istanbul, fait des ravages : ainsi, en juillet 2000, à la suite de la communication à la préfecture d'Istanbul de résultats de prospection sous-marine, jugés inquiétants pour le segment de faille « Sarayburnu-Silivri », le spectacle de la mobilisation des équipes de pompiers et de la Sécurité civile a-t-elle entraîné dans la population une véritable panique.
- 4 De même, les manifestations de l'irrationnel face aux risques abondent toujours. La faiblesse de la culture scientifique moyenne explique largement la rapidité et l'intensité avec lesquelles les rumeurs les plus infondées se diffusent et affectent l'opinion. L'été 2000 par exemple, alors que la Turquie connaissait une vague de chaleur, une partie de la presse turque s'est fait l'écho de rumeurs -pourtant dénuées de tout fondement scientifique- établissant une corrélation entre fortes chaleurs atmosphériques et risques sismiques croissants (cf. *Cumhuriyet*, 16/7/2000, p. 3). Il en est résulté un violent

vent de panique. De même, les températures exceptionnellement clémentes du mois de janvier 2001 (on n'avait pas atteint de telles moyennes mensuelles depuis plus de 60 ans) ont provoqué des inquiétudes et fourni des arguments à ceux qui établissent un lien entre température anormalement élevée et menace sismique croissante. Sans parler de la corrélation récemment établie -citations de savants russes à l'appui- entre mouvements de la lune et activités sismiques.

B. Les cas d'angoisse et de dépression massivement enregistrés

- 5 Quant aux angoisses ressenties par les personnes qui ont vécu les catastrophes de près (ou même parfois de loin), elles affectent à la fois les enfants (50 % selon une étude conduite dans les écoles de la région Gölcük, Yalova et Adapazarı), les personnes âgées et les adultes sans emploi. Ces traumatismes touchent évidemment en priorité les familles et proches des victimes et les sauveteurs, professionnels ou non, ébranlés par le spectacle qui s'est offert à eux quand ils ont accouru et dû opérer dans les zones sinistrées.
- 6 Une enquête faite auprès de 6420 enfants ayant été directement confrontés à la catastrophe -au cours de laquelle ils ont perdu des proches- révèle la prégnance d'un sentiment de culpabilité chez ces enfants-survivants (cf. *Cumhuriyet*, 5/09/2000, p. 3), qu'une propagande de certains milieux religieux ne ferait qu'accentuer. En effet, non seulement les enfants se demandent pourquoi ils ont survécu, eux, et non pas les leurs, mais en plus cette propagande culpabilisatrice leur fait croire que cette catastrophe aurait pu ne pas survenir s'ils s'étaient comportés plus en conformité avec les principes de l'islam.

C. Les cas d'insomnie et de vie affective bouleversée

- 7 La perte de sommeil, ou l'altération profonde de celui-ci, est considérée comme un des dysfonctionnements les plus répandus ; ceci, d'autant plus que le séisme d'août est intervenu en pleine nuit, saisissant les gens dans leur sommeil (cf. *Cumhuriyet*, 27/5/2000, p. 10). Le rapport remis par la « Fondation de l'enfant » en avril 2000, intitulé « Rapport sur les observations et le travail psychologique dans la région du séisme » met clairement l'accent sur les troubles du sommeil et sur les psychoses, hantises et peurs provoquées par la catastrophe (cf. « Deprem korkusu uyutmuyor », *Cumhuriyet*, 11/4/2000, p. 7). Par ailleurs, parmi les dérèglements et pathologies les plus courants, la perte d'appétit sexuel et l'impuissance masculine sont fréquemment évoqués par les médecins en activité dans les zones ravagées (*Cumhuriyet*, 27/5/2000, p. 3). En outre, eu égard à leurs conditions de logement, les *depremzede* souffrent de l'absence cruelle d'intimité qu'impliquent ces formes de logement d'urgence, tant l'entassement est grand. Il en résulterait, d'après le barreau d'Adapazarı, un accroissement subit du nombre des divorces⁹⁵ dans les départements les plus touchés.

D. Le travail de « reconstruction morale » et de sensibilisation : une mobilisation tous azimuts

1. Associations et armée en première ligne

- 8 Les acteurs de cette « reconstruction morale » (pour reprendre une expression couramment utilisée en turc, en dépit des connotations charriées par la traduction) sont au premier plan des professionnels volontaires (médecins, infirmiers, psychologues) et des bénévoles, comme le « Groupe de soutien aux parents », le « Groupe stambouliote sur le traumatisme et la santé mentale ». De même, l'action de l'« Association des volontaires pour l'entraide », qui s'est formée au lendemain du séisme de Düzce et qui regroupe en majorité des étudiants, participe à la fois à la construction de préfabriqués ou de bâtiments de services (comme une laverie, en collaboration avec la société Profilo), et à l'animation de crèches dans les villes-tentes, d'ateliers-photos, d'ateliers ménagers, de cours de soutien... (cf. "Kaynaşlı gülecek", *Radikal*, 9/2/2000, p. 5)
- 9 L'armée turque, qui gère encore quelques « villes-tentes » participe aussi activement à l'entreprise de « reconstruction morale », sous la forme d'animations ou d'activités, le plus souvent en direction des enfants ; chacune de ses initiatives étant abondamment médiatisée. Le commandement des forces marines a par exemple organisé des visites culturelles et ludiques d'Istanbul pour les enfants d'Adapazarı, Bolu ou Düzce, victimes du séisme (cf. "Depremzede çocukların gezisi", *Cumhuriyet*, 20/3/2000, p. 6). De la sorte, le thème de l'armée au service de la nation et de la symbiose « peuple-armée » peut être complaisamment décliné.

2. La culture et la mémoire contre l'oubli et la névrose

- 10 L'effort de mémoire fait dans les communes les plus frappées par les séismes mérite enfin d'être signalé, dans la mesure où il apparaît comme une façon à la fois d'assimiler l'événement traumatique et d'assumer plus lucidement la menace persistante pour l'avenir. Le « monument au séisme » programmé à Yalova, où 2505 personnes ont trouvé la mort, nous semble participer de ce souci (cf. "Yalova'da deprem anıtı", *Evrensel*, 11/5/2000, p. 3). Sur une place centrale de la ville on peut lire le nom de toutes les victimes, gravé dans la pierre et des lettres écrites par leurs proches (*Anıtparkı meydanı*).
- 11 Parallèlement, un travail d'animation culturelle est conduit auprès des personnes traumatisées par le séisme. La mobilisation des artistes turcs et étrangers paraît à cet égard remarquable. De la fête du théâtre d'Adapazarı en mai 2000, au festival de théâtre de rue d'İzmit au mois de septembre 2000, en passant par les expositions-photos ou les concerts de toute sorte, les exemples d'initiatives sont presque innombrables (cf. "Depremzedeler için konser", *Cumhuriyet*, 19/4/2000, p. 20 et "Deprem Dayanışma Sergisi", *Cumhuriyet*, 20/4/2000, p. 3).
- 12 L'expérience conduite avec quarante enfants de 9 à 14 ans d'une « ville-tente » d'İzmit par l'association des « Volontaires de l'entraide » (*Dayanışma Gönülleri*), avec le soutien de l'association française « Enfants du monde », est aussi exemplaire. En un premier lieu, il leur a été appris à faire des photographies, et à les développer ; une fois « autonomes », ils ont pu prendre librement des photos. Puis une sélection de leurs photographies, relatives à leur vie quotidienne, a été exposée d'abord dans la

bibliothèque de la ville-tente, ensuite à la « Maison de la photographie » d'Istanbul (arrondissement de Beyoğlu), puis au Centre culturel Süleyman Demirel de Yahyakaptan, avant d'être montrée à Vienne-Autriche (première étape d'une tournée européenne).

- 13 Les expositions de dessins⁹⁶ ou de photographies, très nombreuses, organisées dans tout le pays et à l'étranger -comme celle intitulée « N'oublie pas ! Exposition de photographies des séismes » réalisée à l'initiative de l'Association des journalistes turcs en décembre 1999- concourent également de cette volonté d'entretenir le souvenir pour que les consciences ne s'endorment pas à nouveau dans l'amnésie et la routine.

3. La nécessité grandissante d'une meilleure information et d'une meilleure éducation de la population

- 14 Pour casser la hantise collective, le meilleur moyen paraît de favoriser la diffusion d'une culture scientifique et de sensibiliser l'opinion aux véritables problèmes, de façon à lui permettre d'identifier les causes réelles des dégâts. À cet égard, une responsabilité de taille échoit aux hommes de science, aux enseignants et aux médias. Or ces derniers, comme on l'a noté, continuent à semer le trouble, plutôt que de travailler à éclaircir le débat. Ainsi, fin septembre 2000, après l'annonce des premiers résultats du programme de recherche de l'IFREMER, au lieu d'être rassurants, certains médias ont préféré jouer sur la peur du raz-de-marée ou du tsunami que pourrait provoquer un séisme en mer de Marmara.
- 15 Comme le rappelle un éditorialiste de *Sabah* (21/9/2000, p. 3), il est urgent de sortir de la double attitude dominante, faite d'indifférence insouciance et de propension à la panique, pour cerner sereinement les risques, en identifiant les responsabilités de chacun. C'est précisément dans cette optique qu'a été instituée la « Semaine de conscientisation sur les séismes » (*Deprem Bilinçlendirme Haftası*) les 20-31 mars 2000, à l'initiative du professeur A. Işıkara, devenu le croisé infatigable de cette action de sensibilisation « grand public ». Ce dernier est d'ailleurs même devenu le protagoniste d'une bande dessinée et d'un dessin animé éducatif, conçus spécialement pour les enfants⁹⁷. De plus, dans le cadre du « Projet d'éducation et de préparation au séisme », conduit en parallèle par le ministère de l'Éducation nationale et l'« Institut de recherche sur le séisme » de l'Observatoire de Kandilli, l'accent est mis sur la formation d'au moins un enfant par famille, à qui inculquer les précautions de base antisismiques et les gestes élémentaires en cas de séisme⁹⁸.
- 16 L'éducation de la population passe aussi par des exercices de défense civile et des simulations, maintenant organisés par les préfectures. L'objectif est d'accoutumer les populations aux risques sismiques, d'entraîner celles-ci aux mesures à prendre avec sang-froid en cas de catastrophe, tout en testant les dispositifs de première urgence peu à peu mis en place. Là encore, l'objectif est d'accélérer le processus de banalisation de l'événement sismique. Enfin, il a même été décidé de lire dans toutes les mosquées, à l'occasion de la fête du Bayram (en mars 2001), un texte « démystificateur » rédigé par le professeur Işıkara, en collaboration avec la direction des Affaires religieuses, comportant une dénonciation claire de l'idée selon laquelle le séisme serait un châtement divin⁹⁹. Ce « sermon du séisme » comme on l'a par avance surnommé, insiste sur les responsabilités humaines et invite chaque croyant à adopter une attitude raisonnable, inspirée par la science et le bon sens, tout bonnement.

NOTES

94. Cf. “Ahmet Ercan’dan kötü kehanet”, *Sabah-İstanbul*, 7/02/2001, p. 1.
95. “Depremzede boşanıyor”, *Radikal*, 27/02/2001, p. 3.
96. Cf. “Richter 7,4 sergisi”, à Adapazarı, au début de 2001.
97. Il existe même une chanson sur le mode “rap” qui met en scène le fameux sismologue chenu aux allures rieuses d’Einstein.
98. “Deprem Avcıları geliyor”, *Radikal*, 27/02/2001, p. 3.
99. Cf. “Işıkara’dan deprem hutbesi”, *Cumhuriyet*, 2/01/2001, p. 3.

Conclusion

- 1 À l'heure où nous concluons ce dossier, le « retour à la normale », tant espéré et annoncé dans les zones sinistrées, n'a donc pas eu lieu. Comment aurait-il pu en être autrement, compte tenu de la persistance des menaces, de la modicité des moyens et de la pesanteur des habitudes ? Pour s'en tenir au plus visible et superficiel, les victimes demeurent mal logées et le « retraitement » urbanistique, architectural et paysager des secteurs dévastés n'est pas fini. Ainsi, les « paysages du provisoire » tardent à s'effacer, voire tendent à se pérenniser, comme l'attestent les restes de la ville-tente d'Izmir dans le quartier de Bekirpaşa, vaste *no-man's land* rythmé par les bases des tentes, cicatrices bien alignées. Une des conséquences les plus déplorables est peut-être l'apparition de milliers de profiteurs et de charlatans qui spéculent sur la psychose sismique ambiante.

Photo 17 : Action culturelle au milieu des ruines à Değirmendere (« installations éphémères » de D. Tricot).

- 2 En d'autres termes, la Turquie reste soumise à la menace sismique et les rumeurs continuent d'aller bon train quant à la probabilité d'un séisme centré sur İstanbul, dans un climat d'approximations et de mauvaises querelles scientifico-médiatiques, trop souvent relayées par les hommes politiques.

Annexe : Chronologie

- 1 Remarque préalable : les intensités (échelle de Richter) fournies à titre indicatif sont celles données dans la presse turque, juste après les séismes, par l'Institut de recherche sur les séismes de l'Observatoire de Kandilli (İstanbul).

Données globales

- Durant les 6 premiers mois de l'année 2000, la Turquie a été secouée 1071 fois (par des secousses d'une intensité de plus de 2,5).
- Entre mai et août 2000, 491 séismes de plus de 2,5 ont été enregistrés en Turquie ; en moyenne, la terre tremble de façon sensible 122 fois par mois.
- Selon le Dr Doğan Kalafat, entre le 17 août 1999 et le 14 juillet 2000, 6004 secousses d'une intensité de plus de 2 ont été enregistrées en mer de Marmara (cf. *Cumhuriyet*, 20/1/2001, p. 3).

Décembre 1999

- 2 3 : séisme d'une intensité de 5,5 à Erzurum (şenkaya) : au moins 300 logements hors d'état.
- 3 3 : secousse en mer de Marmara, entre l'île de Marmara et Tekirdağ ; intensité : 3,7.
- 4 3 : au Conseil des Ministres, l'arrondissement de Düzce est promu au rang de département.
- 5 5 : secousses à Tunceli, Van et İzmir.
- 6 15 : secousse de 4,7 à Hendek, près de Bolu.
- 7 30 : secousse sismique d'une intensité de 4,1 centrée sur Gebze et Yalova, à 16h38.

Janvier 2000

- 8 6 : première réunion du Conseil central d'administration des catastrophes d'Istanbul sous l'égide du préfet d'Istanbul.
- 9 12 : secousse d'une intensité de 4,2 à Tunceli à 4h48 ; et à Elazığ-Maden, de 4.

- 10 17 : début de l'émission de »Radio-Catastrophe« , liée à la préfecture d'Istanbul.
- 11 31 : »document« n° 2023 conditionnant l'octroi d'un permis de construire à la réalisation préalable d'une étude obligatoire du sol et sous-sol.

Février 2000

- 12 1 : secousse à Bingöl-Karlıova (4,2) à 22h12, et Varto (3,1).
- 13 3 : secousse à l'est de l'Iran d'une intensité de 5,4.
- 14 9 : secousse centrée sur Gölcük d'une intensité de 4,2, à 18h40 ; panique.
- 15 14 : secousse à Bolu, d'une intensité de 5, à 8h56.
- 16 21 : secousses à İzmit, Kocaeli et Düzce.

Mars 2000

- 17 5 et 6 : deux secousses à Konya.
- 18 10 : nouvelle secousse à Konya (à 16h35, d'une intensité de 3,6).
- 19 16 : secousse en mer de Marmara à 01h50, d'une intensité de 3,3.
- 20 18 : trois secousses sismiques enregistrées dans le département d'Erzurum ; la plus forte est d'une intensité de 3,9.
- 21 19 : secousse à Kaynaşlı (département de Düzce), d'une intensité de 3,4 (à 14h00).
- 22 20 : en sept lieux différents, secousses sismiques : d'Istanbul (îles) à Erzurum.
- 23 31 : incendie de deux baraques à Bolu (quartier Akıncı), des suites d'un court-circuit électrique.

Avril 2000

- 24 1 : secousses en plusieurs lieux de la Turquie (d'Antalya à Gaziantep).
- 25 2 : nouvelle secousse à Sapanca (département de Sakarya), d'une intensité de 4,5, à 21h57 ; secousse le même jour à Maraş, d'une intensité de 4,7.
- 26 10 : série de petites secousses dans toute la Turquie
- 27 16 : de Küçükçekmece à Diyarbakır.
- 28 16 : série de petites secousses en mer de Marmara entre 0h27 et 6h35.
- 29 22 : 2 petites secousses à Aydın/Germencik.
- 30 23 : secousse à Kuşadası, département d'Aydın ; 16h53, intensité de 4,1.
- 31 26 : petites secousses en mer de Marmara et à Gebze (2,6)
- 32 27 : secousse d'une intensité de 4 à Çankırı (15h19).
- 33 30 : secousse en mer de Marmara, d'une intensité de 3,51.

Mai 2000

- 34 7 et 8 : secousses à Pütürge (département de Malatya) d'une intensité respective de 4,4 et 4,5 ; 200 maisons endommagées dans les villages d' Ömerli et Bakımlı.

- 35 12 : secousse à Osmaniye, d'une intensité de 4,8 (à 6h01) ; 12 personnes blessées.
- 36 14 : à 1h19 du matin, léger tremblement de terre à Konya ; intensité de 4.
- 37 15 : secousse dans l'arrondissement d'Ilgın (Konya), à 1h19 ; intensité de 4.
- 38 20 : secousses à şenkaya (Erzurum) d'une intensité de 4,2.
- 39 27 : secousses à Çankırı (Ilgaz) et İskenderun (4,3).

Juin 2000

- 40 10 : secousse de plus de 5 à Çerkeş (arrondissement d'Orta, département de Çankırı, à l'est d'Ankara) : 7 000 sans abri ; 5 000 bâtiments endommagés ; une personne décède de crise cardiaque. La même journée, secousses à Denizli et Aydın.
- 41 16 : première réunion du Conseil National sur les Séismes au Tübitak.

Juillet 2000

- 42 7 : secousse d'une intensité de 4,2 (et d'une durée de 10 secondes) centrée sur les îles des Princes (à 3h15 du matin) ; secousse ressentie aussi sur le continent : Gebze, Tuzla, Kartal, Maltepe ; pas de dégâts ; une femme meurt d'une crise cardiaque à Gebze.
- 43 9 : petit tremblement de terre (intensité de 3,1) dans la mer de Marmara, entre les îles des Princes et Yalova, à 00h04.
- 44 12 : anniversaire du mortel tremblement de terre de Varto (1966).
- 45 15 : rumeur au sujet de l'imminence d'un nouveau tremblement de terre à İstanbul, sur la base d'informations venant des États-Unis.
- 46 17 : un travailleur meurt écrasé lors des travaux de suppression des décombres à Adapazarı ; le même jour à Kaynaşlı (Düzce), un bus heurte une baraque édifiée en bord de route par des *depremzede* : 6 personnes blessées.
- 47 22 : petite secousse à Kuşadası à 13h00 ; intensité 3,5.
- 48 24 : petite secousse à 3h04 au large d'Alanya en Méditerranée : intensité 3,9.

Août 2000

- 49 20 : secousse d'une intensité de 4 à Erzurum.
- 50 23 : secousse à Hendek, dans le département d'Adapazarı, près d'İstanbul, intensité : 5,8 ; incendie (induit ?) dans une usine de réchappage des pneus à Hendek. Polémique entre scientifiques pour savoir si ce tremblement de terre était un contre-coup de celui d'août 1999 ou un événement indépendant...
- 51 27 : 5 petites secousses coup sur coup à Denizli.
- 52 30 : petite secousse à Denizli, à nouveau ; depuis le mois d'avril 2000 plus de 100 secousses y ont été enregistrées.

Septembre 2000

- 53 8 : série de 9 secousses à Savaştepe (département de Balıkesir), dont la plus forte, la dernière, était d'une intensité de 4,6 à 8h47 ; dégâts mineurs.
- 54 11 : à l'occasion de la rentrée des écoles en Turquie, le ministre de l'Éducation assure qu'il n'y a plus d'école sous tente. Cependant, des enfants n'ont pas pu faire leur rentrée à Düzce, par exemple, puisque le bâtiment de leur école n'a pas été convenablement réparé. De plus, de nombreuses écoles ont été installées dans des containers ou des préfabriqués.
- 55 13 : lancement du bateau de l'IFREMER en mer de Marmara pour observer la conformation des fonds de celle-ci.
- 56 19 : secousse d'une intensité de 3,6 à Yalova, à 12h22.
- 57 23 : séisme à Eskişehir, d'une intensité de 4, à 17h24.

Octobre 2000

- 58 4 : secousse d'une intensité de 4,7 à Denizli, à 5h34 ; 69 personnes blessées.
- 59 5 : deux secousses coup sur coup à Çankırı, à 11h34 et 11h38 ; intensité de 4,1 et 4,3 (d'une durée de 10 secondes).
- 60 12-19 : première «Semaine de la Catastrophe» organisée en Turquie (campagne de sensibilisation aux risques).
- 61 13 : exercices préventifs antisismiques dans les écoles de Haydarpaşa.
- 62 27 : 8 secousses en divers points de la Turquie.
- 63 28 : secousses à Kığı (Bingöl).
- 64 30 : secousse à Marmaris, d'une intensité de 3,5 (à 21h37).

Novembre 2000

- 65 5 : secousses successives à Hendek, Bolu et Düzce (à 16h10, intensité de 4,1).
- 66 13 : secousse à Düzce (Gölyaka), à 5h12 (intensité de 4,3).
- 67 16-18 : «Conférence Internationale sur la Sécurité Sismique» à İstanbul (cf. Cumhuriyet, 18/11/2000, p. 9).
- 68 23 : secousse à Adapazarı : intensité de 3,9 (à 20h28).
- 69 25 : secousse d'une intensité de 6,5 en Azerbaïdjan, centrée au sud de Bakou.

Décembre 2000

- 70 1 : secousses à Kocaeli et Düzce (à 16h37, d'une intensité de 3,28).
- 71 6 : séisme au Turkmenistan : 11 morts.
- 72 13 : 2 secousses à Germencik (1ère : intensité de 3,3 à 9h39 ; 2ème : intensité de 3,2 à 10h06).

- 73 15 : séisme à Afyon (Bolvadin) et Konya (Akşehir), d'une intensité de 5,8 (à 18h44) et d'une durée de 30 secondes ; 6 morts ; 82 blessés. Parmi ces blessés, se trouve une personne qui avait été sauvée de justesse des décombres à Avcılar en août 1999.
- 74 16 : secousse dans la mer, au large de Chypre ; intensité de 4,3 (à 16h26).
- 75 21 : secousse au large des Îles des Princes, à 23h12 (intensité de 3,2).
- 76 24 : secousse à Diyarbakır : intensité de 4,8, à 13h30.
- 77 29 : petit séisme à Van, au sud-est du lac, d'une intensité de 3,4.

Janvier 2001

- 78 10-19 : exercices préventifs »anti-séisme« dans toutes les écoles d'Istanbul, à l'instigation de la préfecture, et avec la participation de la direction de la Défense civile.
- 79 16 : petit séisme d'une intensité de 4,2 à Istanbul à 5h30 du matin, centré sur les Îles des Princes et Kartal ; polémique sur la nature de cette secousse.
- 80 17 : secousse d'une intensité de 4,9 à Osmaniye ; dégâts sur les infrastructures.
- 81 25 : des équipes de secours turques (AKUT, Sécurité civile...) se précipitent en Inde pour porter secours aux victimes de l'atroce tremblement de terre dans l'État du Gujarat. AKUT sauve des décombres une petite fille de 13 ans.
- 82 30 : l'usine Ford de Gölcük redémarre.

Février 2001

- 83 1 : légère secousse à Gönen, dans le département de Balıkesir (11h58, intensité de 4).
- 84 6 : pour le professeur Dr Ahmet Ercan, un nouveau tremblement de terre est imminent, à Istanbul ; en effet, plus de 3 000 tremblements de terre »précurseurs« auraient été enregistrées en l'an 2000 ; cf. Sabah-Istanbul, 7/02/2001, p. 1.

Mars 2001

- 85 4-9 : dure fête du Kurban pour les familles de victimes du séisme ; visite des tombes.
- 86 9 : secousse d'une intensité de 3,1 à Adapazarı (à 05h07 du matin).
- 87 11 : séisme à Aksaray, d'une intensité de 4, à 21h20.

Bibliographie et sites-ressources

- Akçay R. (2001), *Kentleşme Depremi ve Çözümler*, İstanbul : Bahçelievler Belediyesi.
- Bakoğlu F. (1999), “Rize Deprem İçin Seferber Oldu”, *Vakıf Rize*, Kasım-Aralık 1999, İstanbul, p. 30.
- Balamir M. (2000), “Zoraki Deprem Güvenliği. Deprem Sigortası, Afet Yönetimi ve İmar”, *Cumhuriyet Bilim Teknik*, n° 678, 17/3/2000, pp. 16-17.
- Barka A., Kozacı Ö., Akyüz S. & Altunel E. (2000), *The 1999 İzmit and Düzce Earthquakes : Preliminary Result*, İstanbul, İstanbul Technical University.
- Bayülke N. (1986), “Depreme Dayanıklı Prefabrike Yapılar”, *Deprem Araştırma Bülteni*, Bayındırlık ve İskan Bakanlığı Teknik Araştırma ve Uygulama Genel Müdürlüğü, Sayı 54, Yıl 13.
- Bayülke N. (2000), “Depreme Dayanıklı Yapının Bedeli Yüksek”, *Cumhuriyet Bilim Teknik*, n° 668, 8/1/2000, pp. 17-23.
- Dağıstanlı M.A. (2000), “Labirent Çözülüyor mu ? Marmara Depremi”, *Atlas*, n° 80, Aralık 1999, pp. 176-181.
- Deprem Araştırma Bülteni*, Revue de la direction du “Département de recherche sur les séismes”, liée à la Direction générale des recherches et applications techniques du ministère des Travaux publics (TAU GM).
- “Depremden Büyümeye Katkı”, *Forum*, Kasım 1999, pp. 14-15.
- “Depremi Ölçmenin Tarihi ve 1999 İzmit Depremi Örneği”, *Cumhuriyet Bilim Teknik*, n° 681, 1/4/2000, pp. 20-21.
- “Deprem Özel Sayısı”, *Cogito*, n° 20, Güz 1999, İstanbul : Yapı Kredi Yayınları (+ Şengör A.M.C. (1999), “Akıl, Bilim, Deprem, İnsan”, Ek).
- “Deprem Özel Sayısı”, *Cumhuriyet Bilim ve Teknik*, n° 700, 19/07/2000, pp. 2-32.
- “Deprem Üzerine Yeni Düşünce ve Öneriler”, *Arredamento Mimarlık*, İstanbul, Ocak 2000, pp. 82-87.
- Doğan İ. (2000), *Sivil Toplum. Ondan Bizde Var*, Ankara : Sistem Yayıncılık.
- Dossier spécial “Deprem”, *Mimarlık*, İstanbul, 1977/4, n° 153.
- “400 Adet Kışık Çadır Ne Oldu ?”, *Cumhuriyet*, 20/12/1999, p. 3.
- “Earthquake guide for Cihangir”, *Cihangir Güzelleştirme Derneği*, İstanbul, 2000.
- Ekinci O. (1999), “Öldüren Binalar Değil Betonarme”, *Cumhuriyet Bilim Teknik*, n° 718, 26/12/1999, pp. 4-6.
- Ekinci O. (2000), “Yapı Denetiminde ‘Rant Pazarı’”, *Cumhuriyet*, 12/4/2000, p. 9.

- Ercan A, Sak A., Sungur C. (2000), “Yapıların Depreme Dayanıklılığı Nasıl Saptanır ? ”, *Cumhuriyet Bilim Teknik*, n° 678, pp. 18-21.
- Esen O. (2000), “İstanbul’da Yerleşim Temelli Afet Hazırlığı”, *İstanbul Dergisi*, n° 34, pp. 23-30.
- Günay A. İ. (1999), “Mimari Tasarımda Deprem Bilincinin Geliştirilmesi”, *Mimarlık*, n° 290, pp. 46-57.
- İpek M. (1968), “Increase in Building Cost Due to Seismic Coefficient”, CENTO Conference on Earthquake Hazard Minimization, Ankara 22-27 July 1968.
- İstanbul ve Deprem*, İstanbul : Kültür A.Ş. Yayınları, İstanbul Kültür ve Sanat Ürünleri, janvier 2001, 291 p.
- “Kaybolan Adresi Yeniden Kurmak”, Kaynaşlı Kalkınma Birliği, 2000.
- Keçeli O. (1999), “Deprem Ardından”, *Vakıf Rize*, Kasım-Aralık 1999, İstanbul, p. 1.
- Kızılyaprak Z.A. (2000), *Sivil Toplum Kuruluşları ve Yasalar-Etik-Deprem*, İstanbul, Türkiye Tarih Vakfı Yayınları, 376 p.
- Kıvanç Ü. (2000), “Deprem Sonrasında Devlet ve Siviller. Sarsıntı”, communication IFEA, mai 2000, non publiée encore.
- Levy M. & Salvadori M. (2000), *Deprem Kuşağı. Deprem Nedir ? Ne Değildir ?*, İstanbul, Doğal Kitap.
- Özcan M. (2000), *Naylon Köşk*, İstanbul, Bilgi Yayınları.
- Parker Ronald, Alcira Kreimer, Mohan Munasinghe, *Informal Settlements, Environmental Degradation, and Disaster Vulnerability, The Turkey Case Study*, World Bank, IDNDR, Washington DC, 1995.
- « Rapport sur la mission exploratoire de l’AFEMOTI en Turquie du 28 octobre au 3 novembre 1999 », Paris, AFEMOTI (Association française d’études sur le monde turco-iranien).
- Selçuk F. & Yeldan E. (2001), “On the Macro economic Impact of the August, 1999 Earthquake in Turkey : A first Assessment”,
- Economic Research Forum for the Arab Countries, Iran and Turkey, *Working Papers 2001*.
- “Sesimi Duyan Var mı ?”, *Vakıf Rize*, Kasım-Aralık 1999, İstanbul, pp. 32-36.
- Şapçı, Sucuoğlu, Kubin (1997), “1975 ve 1997 Türkiye Deprem Yönetmeliklerinin Taşıyıcı Sistem Tasarımı ve Maliyetleri Bakımından Karşılaştırılması”, 4. Ulusal Deprem Mühendisliği Konferansı 17-19 Eylül 1997, Bildiriler Kitabı.
- “Tarih Boyunca Dünyayı Sarsan Doğal Felâketler”, *İstanbul, Pencere Yayınları*, 2000.
- Teymur N. (2000), *Afetten Öğrenmek/Learning from Disasters*, Ankara, ODTÜ, Mimarlık Fakültesi Yayınları (en turc et en anglais).
- “TMMOB Yönetim Kurulu 5-6 Eylül 1999 tarihlerinde yaptığı toplantıda depremin yolaştığı felaketle ilgili kararlar almıştır”, *Harita Bülteni*, İstanbul, Yıl 9, n° 42, Ekim 1999, p. 15.
- Tümertekin H., Bilgin İ & Sayin N. (1999), “Konteyner Evler”, *Arredamento Mimarlık*, İstanbul, Kasım 1999, pp. 92-94.
- Yavuz A. (1999), Deprem Ekonomisi, *Vakıf Rize*, Kasım-Aralık 1999, İstanbul, p. 40.
- “Yer Sarsıldığında...”, *Deprem Dayanışmasında Dünya Yazarları*, İstanbul, Yapı Kredi Kültür Yayıncılık, 2000.
- Yüksel T : (2000), *Deprem Bilgisi ve Deprem Anlatıları*, İstanbul, Serhat Yayınları.

Presse

“Aç yatıyoruz”, *Radikal*, 18/3/2000, p. 6.

- “Adapazarı’nda Baraka Yangını”, *Özgür Bakış*, 28/12/1999, p. 4.
- “Afet Güvercinleri”, *Radikal*, 17/9/2000, p. 3.
- “Afettede Değiller”, *Radikal*, 14/9/2000, p. 7.
- “Afetzedeyi Unuttular”, *Radikal*, 18/3/2000, p. 6.
- “Aktif Üç Fay Bulunuyor & Tek Parça ve 7,6’dan Büyük Deprem”, *Cumhuriyet*, 28/3/2000, p. 9.
- “Anahtar Valilere Emanet”, *Zaman*, 2/12/2000, p. 3.
- “AKUT’ta 3 İstifa”, *Cumhuriyet*, 30/3/2000, p. 7.
- “Alman Yeşilleri’nden Prefabrike Evler”, *Cumhuriyet*, 20/12/2000, p. 3.
- Bayraktaroğlu ş.ş. (1999), “Türkiye Coğrafyasında Yaşamının Koşulları...”, *Cumhuriyet*, 21/12/1999, p. 2.
- “Bayramda Çadırsız Kaldılar”, *Yeni Gündem*, 17/3/2000, p. 4.
- “Beni Kimse Sansürleyemez”, *Cumhuriyet*, 28/3/2000, p. 9.
- “Bolu’da Baraka Yangını”, *Özgür Bakış*, 1/4/2000, p. 3.
- “Büyük Depremler Kendini Belli Eder”, *Cumhuriyet*, 13/9/2000, p. 3.
- “Çelik Yapı Dersi”, *Cumhuriyet*, 17/5/2000, p. 9.
- Çubuk M. (2000), “Depreme Dayanıklılık”, *Cumhuriyet*, 15/3/2000, p. 4.
- “Daha İyisi İçin Yeniden”, *Radikal*, 18/3/2000, p. 6.
- “Deprem Belirtisi Yok. Ankara Net Açıklama Yapsın”, *Cumhuriyet*, 16/7/2000, p. 3.
- “Deprem Cihazı Tartışması”, *Yeni Gündem*, 17/7/2000, p. 3.
- “Deprem Fotoğrafları İzmit’te Sergileniyor”, *Cumhuriyet*, 8/2/2000, p. 15.
- “Deprem İhbarı ABD’den”, *Cumhuriyet*, 16/7/2000, p. 3.
- “Deprem Konusunda Devlete Suçlama”, *Cumhuriyet*, 28/3/2000, p. 9.
- “Deprem Korkusu Uyumuyor”, *Cumhuriyet*, 11/4/2000, p. 7.
- “Deprem Raporu Raflarda Kalmasın”, *Özgür Bakış*, 24/12/1999, p. 4.
- “Deprem Tahmin Edilebilir”, *Cumhuriyet*, 13/7/2000, p. 4.
- “Deprem ve Âfet Önerileri”, *Zaman*, 12/12/1999, p. 4.
- “Deprem ve Bilimadamları”, *Cumhuriyet Bilim ve Teknik*, 9/4/2000, p. 14.
- “Deprem Vergisi Bütçeye Yaradı”, *Cumhuriyet*, 22/9/2000, p. 8.
- “Depremin Kayıp Yüzü”, *Radikal*, 19/3/2000, p. 7.
- “Depremde Zarar Gören Sanayiciye Kredi”, *Dünya*, 10/4/2000, p. 6.
- “Depremzede Kiracılara Proje Yok”, *Özgür Bakış*, 14/4/2000, p. 4.
- “Depremzede Çocuklar Tatilya’da”, *Yeni Gündem*, 2/4/2000, p. 4.
- “Depremzedeler İçin Konser”, *Cumhuriyet*, 19/4/2000, p. 20.
- “Depremzedelerden Vergi İsyanı”, *Cumhuriyet*, 10/4/2000, p. 12.
- “Depremzedeye Dost İki Fransız”, *Milliyet*, 10/5/2000, p. 15.
- “Derince’de Dostluk Evleri”, *Radikal*, 8/2/2000, p. 4.
- “Dernek Sayısı Arttı”, *Yeni Gündem*, 18/3/2000, p. 4.
- Durdu E. (2000), “Evi Sağlam Olan Rahat Etsin”, *Radikal*, 10/1/2000, p. 2.
- “Düzce Hayata Dönüyor”, *Ekonomist dergisi*, 19/3/2000.
- “Düzce ve Kaynaşlı’ya Moral”, *Zaman*, 4/12/1999, p. 10.
- “Düzce’ye Kaynak Ayrıldı”, *Cumhuriyet*, 13/7/2000, p. 3.

- “Düzce’ye Okul”, *Cumhuriyet*, 16/5/2000, p. 9.
- “Düzce’ye Sağlık Ocağı”, *Cumhuriyet*, 1/4/2000, p. 7.
- Erdikler Ş. (1999), “Deprem ve Vergi”, *Sabah- İnsan*, 12/12/1999, p. 6.
- Ekinci O., “Prefabrikte ‘İnsanı’ Unuttular”, *Cumhuriyet*, 14/10/1999, p. 6.
- “Evi Sağlam Olan Rahat Etsin”, *Radikal*, 10/1/2000, p. 2.
- “Fay Hattından İyi Haber Var”, *Sabah*, 21/9/2000, pp. 1 et 4.
- “Faylar Gözlem Altında”, *Cumhuriyet*, 13/9/2000, p. 3.
- “Faylar Sismografla Belirlenecek”, *Cumhuriyet*, 30/12/1999, p. 7.
- “Ford Gölcük’te Kalıyor”, *Radikal*, 10/2/2000, p. 12.
- “Göçer : Belediye Suçlu”, *Özgür Bakış*, 30/12/1999, p. 4
- “Göçer ve Ortağı Serbest Bırakıldı”, *Cumhuriyet*, 21/3/2000, p. 7.
- Görker Işık, “Deprem Bölgelerindeki Çocuklarımız”, *Cumhuriyet*, 21/12/1999, p. 2.
- “Hasarlı 7 Okul Binası Yıkılıyor”, *Cumhuriyet*, 13/1/2000, p. 3.
- “Hastalık Korkusu”, *Cumhuriyet*, 20/4/2000, p. 3.
- “Hastaneler Depreme Dayanıksız”, *Cumhuriyet*, 10/4/2000, p. 3.
- “Hükümet Yüksek Binalara Onarım Kredisi Veriyor”, *Cumhuriyet*, 13/9/2000, p. 3.
- “İnternet’te Deprem Tahmini Tutmadı”, *Cumhuriyet*, 7/4/2000, p. 3.
- “İstanbul Hazırlanıyor”, *Özgür Bakış*, 18/1/2000, p. 4.
- “Kampanya Sürüyor. ‘Kardeş Aile’ İçin 3 bin Başvuru”, *Cumhuriyet*, 2/2/2000, p. 20.
- “Kaynaşlı Gülecek”, *Radikal*, 9/2/2000, p. 5.
- “Kızılay Çadırları Toplanıyor”, *Cumhuriyet*, 2/4/2000, p. 5.
- Kırtay F., “Yerel Gazeteyi Kimse Duymadı”, *Cumhuriyet*, 18/12/1999, p. 3.
- “Kiracılar Açıkta Kaldı”, *Radikal*, 8/2/2000, p. 4.
- “Kocaeli’de Ek Hasara 7 bin Başvuru”, *Özgür Bakış*, 17/12/1999, p. 4.
- “Konut Dağıtımında Yolsuzluk İddiası”, *Cumhuriyet*, 7/4/2000, p. 3.
- “Kullanılamaz 13 Okul Yıktırıldı”, *Cumhuriyet*, 28/3/2000, p. 9.
- “Marmara Bölgesi’nde Deprem Riski”, *Cumhuriyet Bilim ve Teknik*, n° 681, pp. 20-21.
- “Marmara’da Sismik Araştırma Arayışı Sürüyor”, *Cumhuriyet*, 28/3/2000, p. 9
- “Marmara Denizi Merccek Altında”, *Tempo*, İstanbul, n° 634, 2000, pp. 50-55.
- “Okullarda Yılın İlk Dersi”, *Yeni Gündem*, 12/9/2000, p. 3.
- “Raporlar Soğutuluyor”, *Yeni Gündem*, 18/3/2000, p. 4 (Gülsüm Atik).
- “Sakarya’da Kalıcı Konutlar Tamamlanıyor”, *Cumhuriyet*, 10/7/2000, p. 3.
- “Sevik : Ne Dedikleri Anlaşılamıyor”, *Cumhuriyet*, 28/3/2000, p. 9.
- Şengör T., “Marmara Bölgemizin Altında Neler Oluyor?”, *Cumhuriyet*, 1/4/2000, p. 6.
- “Takviye ve Onarımlar Usulsüz”, *Cumhuriyet*, 24/9/2000, pp. 1 et 3.
- “Tepe’den Tırnağa Çelik Ev”, *Sabah*, 21/9/2000, p. 9.
- “Teslim Almayanların Hakları Yok Olacak”, *Özgür Bakış*, 5/2/2000, p. 4.
- “Yalova Çiçeklerle Yeniden Yeşertiliyor”, *Cumhuriyet*, 28/3/2000, p. 9.
- “Yalova’da Deprem Anıtı”, *Evrensel*, 11/5/2000, p. 3
- “7 Nokta Rant”, “Artı Gündem”, *Yeni Gündem*, İstanbul, Yıl 1, n° 6, 1/6/2000.
- “Yıkıcı Etkisi Az Olur”, *Cumhuriyet*, 24/9/2000, pp. 1 et 3.

Photographies

“Unutma/Deprem Fotoğrafları Sergisi”, Türkiye Gazeteciler Birliği.

“Deprem Bölgesinden Yüzler”, Kocaeli Üniversitesi et Değirmendere Belediyesi.

“Deprem Yüzleri”, İFSAK.

Kristof Guez (2000), Değirmendere/Turquie 2000.

Adresses et sites-ressources

Les adresses ci-dessous s'ajoutent à celles déjà données dans le *Dossier de l'IFEA* n° 1.

a. Informations générales supplémentaires sur les séismes :

Banque mondiale, site spécifique : www.worldbank.org/html/fpd/urban/dis_man.htm

Site international, avec des images satellitaires : www.earthquake.org/

Compilation d'articles sur la question : <http://angelfire.com/de2/zelzele/>

Informations générales : <http://nethaber.com/haber/dosyalar/0.1083.701.00.html> ou <http://depem.org.tr/> ou www.sayisalgrafik.com.tr/depem (site renouvelé avec un remarquable moteur de recherche).

Moniteur de recherche sur la question : <http://gezdirici.net/members/yakup/projects/eqmon>

b. Nouveaux sites pour les enfants

<http://www.ggl.ulaval.ca/personnel/bourque/s1/seismes.html> (explication)

<http://www.lexpress.fr/Express/Info/Sciences/Dossier/seismes/dossier.asp?nom=impr> (Express)

<http://eost.u-strasbg.fr/observatoire.html> (Strasbourg)

http://wwwneic.cr.usgs.gov/neis/bulletin/99EVENTS/990817000138/eq_list.html (nombre de victimes)

<http://www.metu.edu.tr/home/wwwweerc/qwebs.htm> (liste de sites)

<http://www.gezdirici.net/members/yakup/projects/eqmon/>

<http://www.belgenet.com/depem/depemt.html> (liste des séismes depuis 1900)

<http://www.environnement.gouv.fr/actua/cominfos/dosdir/DIRPPR/seisme/seisme1.htm#que%20faire> (consignes)

<http://nemrut.mam.gov.tr/> (station GPS)

<http://www.metu.edu.tr/home/wwwweerc/qwebs.htm> (liste de sites).

<http://www.ipgp.jussieu.fr/depts/tecto.html> (scientifique)

<http://www.lafd.org/eqindex.htm> (préparation)

<http://www.ipgp.jussieu.fr/depts/tecto.html> (préparation enfants)

<http://www.koeri.boun.edu.tr/seismo/rearq.txt> (relevé journalier)

c. Pouvoirs locaux

Municipality of İstanbul. Directorate of Foundation and Earthquake Control, tél : 0212 520 17 84 ou 0212 520 18 62 ; Zemin ve Deprem İnceleme Müdürlüğü, tél : 0212 511 47 03 ou 511 47 43. Site : www.ibb.gov.tr

Préfecture de Kocaeli : www.kocaeli.gov.tr (statistiques, archives, photos...).

Programme pour la limitation des dégâts causés par les séismes : www.interyon.com

Site du « Coordinateur de la région sinistrée » (Afet Bölge Koordinatörü) : www.abk.gov.tr (on y trouve les dernières statistiques relatives aux dégâts causés par les séismes).

Témoignages plus personnels : <http://17agustos.net/>

d. « Société civile »

Associations de *depremzede* :

- Adapazarı Dep-Der, tél : 0264 277 74 27 ;
- Bekirpaşa Dep-Der, tél : 0262 332 42 63 ;
- Değirmendere Dep-Der, tél : 0262 426 11 43 ;
- Düzce Dep-Der, tél : 0380 514 85 97 ;
- Gölcük Day-Der, tél : 0262 412 05 46 ;
- Yalova Dep- Der, tél : 0226 812 58 81.

Cihangir Güzelleştirme Derneği, Siraselviler Cad. n° 186/2, Beyoğlu, İstanbul ; tél : 0212 245 11 14 ; fax : 0212 249 6265 ;

« Initiative pour une Constitution civile » : sivilanayasa@superonline.com ; tél : 0212 252 77 85 ou 245 56 04.

İstanbul Afet Derneği, tél : 0212 513 27 37.

İstanbul Yardım Grubu ; adresse : Ayazağa, Cendere Yolu, n° 19, Maslak, İstanbul ; tél : 0212 289 28 00 ; fax : 0212 289 28 11 ; site internet : www.iyg.org.tr

Kaynaşlı Kalkınma Birliği, tél : 0380 544 43 04 ; fax : 0380 544 43 01.

Mimarlık Fakültesi Yayınları, Ankara, ODTÜ, tél : 0312 210 22 01 ; fax : 0312 210 11 08.

Site d'une association ayant organisé des expositions sur le séisme : www.gediknet.com

Sivil Koordinasyon Merkezi : www.depremg.org/

Telsiz ve Radyo Amatörleri Cemiyeti (TRAC) : www.trac.org.tr

Turkish Psychologists Association İstanbul Branch, tél : 0212 293 93 39 ou 212 245 65 65.

e. Sociétés privées

Pour l'étude de la résistance des bâtiments : orient.research@attglobal.net

Société d'analyse du sol et sous-sol : Yeraltı Aramacılık Lmt., Spor Cad, Acısu Sok. 9/2, Beşiktaş, İstanbul. Tél : 0212 227 77 19/20 ; fax : 0212 259 45 80 ; email : yeraltiaramacilk@super-online.com

Société Quakealert : www.depremalarm.com ; tel : 0212 639 88 88.

Sur l'utilisation de nouveaux matériaux de construction ; site préparé par la société Senkrom A.Ş. (tél : 0212 292 1313) : www.ahsap.com